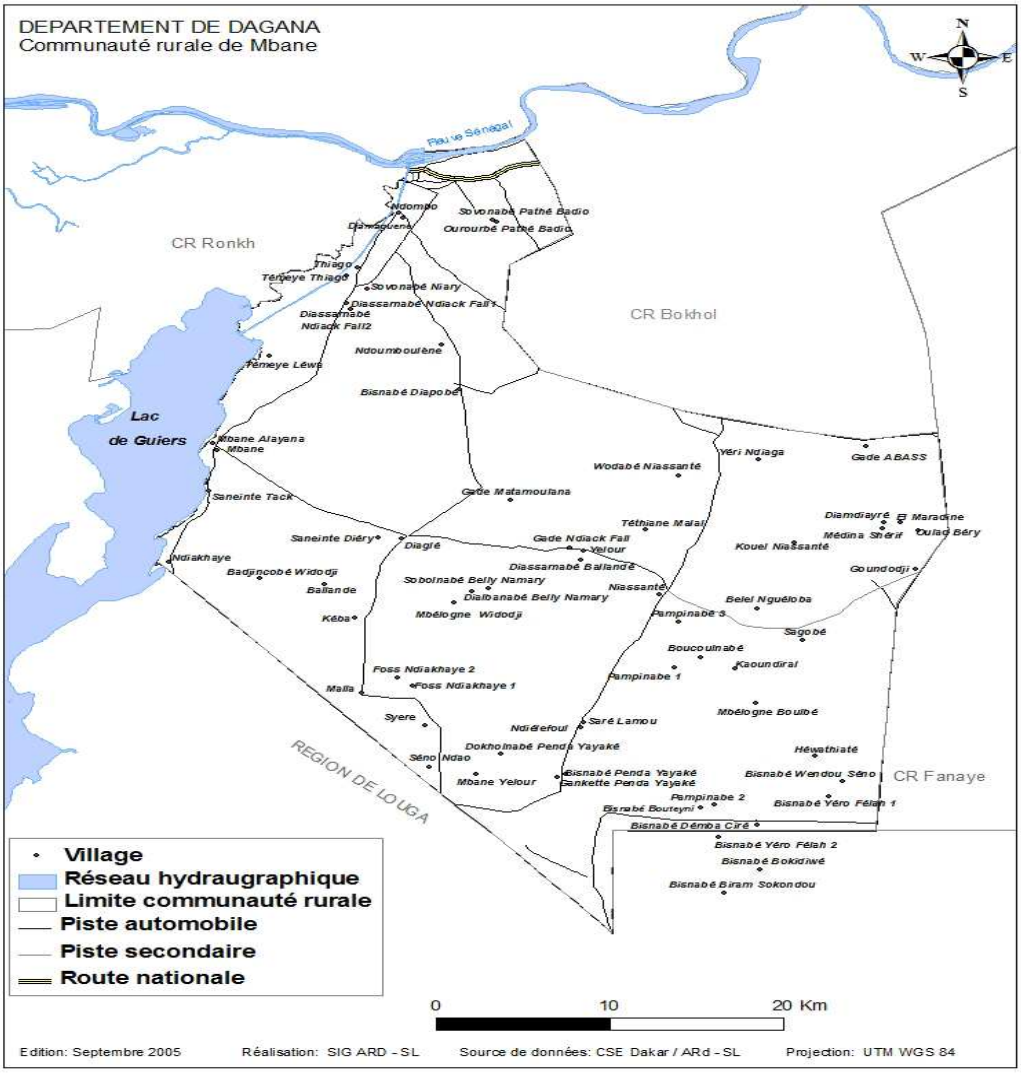
REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi
Région de Saint Louis
Département de Dagana
Arrondissement de Mbane
COMMUNAUTE RURALE DE MBANE

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTE RURALE DE MBANE 2010-2015



FINANCEMENT : PACR / VFS - MAITRE D'œuvre : ARD DE SAINT-LOUIS

EDITION : OCTOBRE 2010

SIGGLES ET ABREVIATIONS

ARD	Agence Régionale de Développement
CCL	Code des Collectivités Locales
CEP	Commission élargie de Planification
CL	Collectivité Locale
CR	Conseil Rurale
CR	Communauté Rurale
CT	Collectivité Territoriale
PLD	Plan Local de Développement
POAS	Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols
STD	Services Techniques Déconcentrés
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TF	Task Force
UMV	
OMD	Objectif du Millénaire pour le Dévelopement
ASESCAW	
ANCAR	
SAED	Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta
ASPRODEB	
CNCAS	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
WAMEC	
CLCOP	
TF	Task force

SOMMAIRE

LE MOT DU PRESIDENT 7
CONTEXTE ET BASE LEGALE 8
DEMARCHE METHODOLOGIQUE 9
1- La préparation 10
2- L'atelier de lancement 10
3– La mise en place des cadres de concertation locaux (CCL) 11
4- Les enquêtes villages et l'exploitation des données 11
5- Le cadrage 11
6 – L'élaboration et la restitution du bilan diagnostic 11
7- La planification 12
7.1- Avec les populations 12
7.2- Avec le Conseil rural élargi à la CEP 12
8- La finalisation du PLD et sa restitution au CR en vue de son adoption 12
LE BILAN DIAGNOSTIC 14
I - PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE 14
1.1- La situation géographique 14
1.2- Le milieu physique 18
1.2.1- Les sols 18
1.2.2- Climat 18
1.2.3- Végétation 18
1.2.4- Faune 19
1.2.5- Hydrographie 19
II- LE PROFIL DEMOGRAPHIQUE 20
2.1. Effectif et accroissement 20
2.2. Structure de la population 20
III – L'EDUCATION 21
3.1. La petite enfance 21
3.1.1- La situation de l'accès 21
3.1.2- La situation de la qualité 21
3.1.3- La situation sur la gestion 22
3.1.4- Les Partenaires du sous secteur 22
3.2. L'enseignement élémentaire 22
3.2.1- Situation sur l'accès 22
3.2.2- Situation sur la qualité 23
3.2.3- Situation sur la gestion 24
3.3. L'enseignement moyen 24
3.4. Formation professionnelle 25
3.5. L'enseignement arabo-coranique 25
3.6. L'alphabétisation 25
IV- LA SANTE 25
4.1. Situation des infrastructures de santé 25
4.2. Situation de l'accès 26
4.3. Situation de la qualité 27
4.3.1- Les infrastructures 27
4.3.2- Le personnel et l'équipement 27
4.3.3- La gestion 27
4.3.4- Le bilan épidémiologique 27
4.3.5- Les partenaires du secteur 27

V – L'HYDRAULIQUE ET L'ASSAINISSEMENT 28
5.1- L'hydraulique 28
5.1.1- Les infrastructures hydrauliques 28
5.1.2- L'accès à l'eau potable 28
5.1.3- La qualité 29
5.1.4- La gestion 29
5.2- L'assainissement 29
5.2.1. Caractéristiques générales 29
5.2.2. Contraintes liées à l'assainissement 30
5.2.3. Perspectives en matière d'assainissement 30
VI- ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES 30
6.1- Impacts des activités humaines sur l'environnement et les ressources naturelles 30
6.1.1- Les impacts liés à l'agriculture 30
6.1.2. Les impacts liés à la pêche 31
6.1.3. Les impacts liés à l'activité d'élevage 31
6.1.4. Les impacts de l'habitat humain sur l'environnement 31
6.1.5- Quelques dates repères liées à des catastrophes naturelles 32
6.1.6- Perspectives en environnement et gestion des ressources naturelles 32
6.2- La problématique foncière à Mbane 32
VII- DIAGNOSTIC DU SECTEUR D'APPUI A LA PRODUCTION 33
7.1- Le désenclavement 33
7.1.1. Les pistes de production 33
7.1.2- Les postes et télécommunications 34
7.2- L'énergie 34
7.3- Les financements 35
XIII- JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS, CULTURE ET PATRIMOINES 35
8.1- La Jeunesse 35
8.2- Le sports 35
8.3- Les loisirs 36
8.4- La culture et les patrimoines 37
IX- GENRE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL 38
X – L'ECONOMIE LOCALE 39
10.1- Profil historique 39
10.2- Les secteurs de l'économie locale 40
10.2.1- le secteur primaire 40
10.2.1.1. L'agriculture 40
10.2.1.2- L'élevage 44
10.2.1.3- La pêche continentale 47
10.2.1.4- L'exploitation forestière 47
10.2.2- Le secteur informel 48
10.2.2.1- Le commerce 48
10.2.2.2- L'artisanat 48
10.2.2.3- Le transport 49
XI- LES ACTEURS LOCAUX 50
11.1- Le Conseil rural 50
11.2. Les autres acteurs partenaires du conseil rural 55
11.2.1- Les partenaires institutionnels (collectivités locales) 55
11.2.2- Les partenaires techniques et financiers 55
11.2.3- Les opérateurs du secteur privé 55
11.2.4- Les Services Techniques de l'Administration 56
11.2.5- Les Organisations de la société civile 56

XII – SYNTHESE DU BILAN DIAGNOSTIC 58
PERSPECTIVES 60
I- VISION A LONG TERME SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA CR 60
II - STRATEGIE A MOYEN TERME (SIX PROCHAINES ANNEES) 61
LE PLAN D'INVETISSEMENT LOCAL 64
LA MISE EN ŒUVRE DU PIL..... 108
I- Le financement du PIL..... 108
II- Le programme annuel d'investissements et d'actions de la CR 1088
III- La mise en œuvre du programme annuel d'investissements et d'actions.....1088
IV- L'évaluation du PLD 1099

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Liste des villages officiels de la Communauté rurale par zone

Tableau 2 : Evolution de la population de la communauté rurale de Mbane

Tableau 3 : Répartition de la population par classe d'âge

Tableau N°4 : Effectifs et nombre de section dans les jardins communautaires

Tableau N°5 : Situation des ouvrages de commodité dans les jardins communautaires

Tableau N°6 : Taux d'accès à l'école élémentaire par zone (Rayon d'accès 2km)

Tableau N°7 : Les ouvrages annexes et commodité

Tableau N°8 : les ouvrages annexes et commodité (suite)

Tableau N°9 : Ratios

Tableau N°10 : Inventaire des infrastructures sanitaires

Tableau N°11 : Situation de l'accès à la santé par zone

Tableau N° 12: Situation des infrastructures d'eau potable

Tableau N°13 : Situation de l'accès à l'eau potable

Tableau 14 : Superficies aménagées et des superficies exploitées

Tableau 15 **:** Superficies exploitées en diverses cultures en hivernage, saison froide et saison chaude

Tableau N°16 : Les partenaires

Tableau N°17 : Synthèses des contraintes et des opportunités de l'agriculture

Tableau N°18 Evolution du cheptel (nombre de têtes)

Tableau N°19 : Forces et faiblesses du sous secteur de l'l'élevage

Tableau N°20 : Les commissions du conseil rural

Tableau N°21 : Evolution du budget de la CR

Tableau N°22: Origine des ressources budgétaire

Tableau N°23 : Dépenses allouées aux secteurs couverts par le budget d'investissement (2006-2007)

Tableau N°24 : Budget alloué à l'entretien du patrimoine de la CR en 2009

Tableau N°25 : Le Stock de capital à la charge du conseil rural

LE MOT DU PRESIDENT

Mesdames et Messieurs les populations de la communauté rurale de Mbane
Mesdames et Messieurs les acteurs, services techniques et société civile
Chers invités, Mesdames et Messieurs

C'est pour moi autant un honneur qu'un plaisir, dans le cadre de la cérémonie qui nous réuni aujourd'hui, cérémonie d'une importance incommensurable car consacrant la finalisation de notre deuxième PLD, d'avoir à prononcer ce mot.

Vous me permettrez à l'entame de mes propos, de vous remercier vivement de votre présence à cet événement trés important pour notre communauté rurale. Ceci témoigne de l'importance particulière que vous accordez à cette localité ô combien emblématique qu'est Mbane.

Mesdames et messieurs, arrivés à la fin de ce processus qui a pris une démarche participative, qui a vu l'implication de tous les acteurs de la vie économique, politique et sociale mais aussi des partenaires techniques et financiers, nous avons atteint notre objectif qui consistait à confectionner de la manière la plus optimale et prenant en considération toutes les préoccupations, notre PLD de seconde génération.

En effet, il me plait de rappeler que la planification stratégique que nous avons opérationnalisée dans ce PLD, sera d'un apport fondamental dans le développement de notre localité. Cette planification a été la dernière étape après un état des lieux exhaustif suivi d'un profond diagnostic de la situation de tous les secteurs, identifiant les atouts ou forces, les faiblesses ou contraintes, les opportunités et les menaces. Ainsi, des perspectives claires précises et réalistes basées sur ce diagnostic ont été arrêtées. Aujourd'hui donc, à travers ce PLD, notre communauté rurale dispose d'une réelle maitrise de son développement à travers une connaissance précise de sa situation de référence.

Cela a été possible grâce à la mise à contribution des acteurs locaux dans la collecte d'informations, la participation aux ateliers zonaux et communautaires qui ont été les socles de la démarche méthodologique. Aux Chefs de village, aux femmes, aux jeunes, aux OCB, aux conseillers ruraux, aux personnes ressources, Services techniques et partenaires, etc. qui ont participé au processus d'élaboration du PLD, je leur adresse mes sincères remerciements pour leur engagement sans faille.

Nous avons ainsi gagné le défi de la mobilisation. Il reste maintenant celui de la mise en œuvre qui demande la fortification de la dynamique citoyenne enclenchée.

Permettez-moi encore de beaucoup remercier nos partenaires l'ARD, les services techniques membres du comité technique régional qui n'ont ménagé aucun effort dans la mise en route de ce processus.
Je voudrai terminer par demander à tout un chacun ici présent de prier DIEU que la mise en œuvre de tous les programmes projets et politiques consignés dans notre PLD soit effective dans le période 2010-2015. Que le miséricordieux fasse que notre communauté rurale soit un modèle de bonne gouvernance et de développement.
Amine !!!!!

CONTEXTE ET BASE LEGALE

Le Sénégal, comme la plupart des pays, s'est engagé de manière irréversible dans une politique de décentralisation pour abréger la durée qui serait nécessaire à l'Etat pour arriver tout seul au niveau de développement souhaité.

La loi 96-07 portant transfert de compétences et le décret N° 96-1133 du 27 décembre 1996 relatif à la mise en œuvre de la compétence planification, les collectivités locales sont invitées à élaborer leur plan local tous les six ans. Aujourd'hui, plusieurs programmes de développement local font de l'existence de cet instrument, une conditionnalité pour l'éligibilité des collectivités territoriales.

Le Conseil est élu au suffrage universel et investi de la mission de « *promouvoir le développement économique, social, éducatif, culturel, technique et scientifique de la collectivité».* Il doit à ce titre, conduire la réalisation d'un projet de territoire dont le PIL constitue l'instrument opérationnel au cours des six ans à venir.

De par sa démarche participative, le PLD constitue un outil de mobilisation et de valorisation des ressources du milieu. Dans le cadre d'un aménagement pertinent du territoire et une attention particulière au genre, il doit prendre en charge, l'accès à des services sociaux de qualité (OMD), le développement économique, le renforcement des capacités des acteurs locaux pour mieux assurer les prérogatives et les fonctions, la communication, la gestion durable des patrimoines et des ressources naturelles et la prévention des risques et catastrophes, etc.

Dans ce contexte précis et face à la claire définition des attentes des populations, le Plan Local de Développement (PLD) permet une bonne visibilité de l'ensemble des acteurs sur les programmes de développement de la Communauté rurale.

Ce PLD a été réalisé grâce au partenariat noué avec le Projet d'Appui aux Communautés Rurales-Vallée du Fleuve Sénégal (PACR-VFS) et à l'appui technique de l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Saint Louis et des Services techniques déconcentrés (STD) de la région.

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La méthodologique adoptée pour l'élaboration de ce Plan Local de Développement (PLD) repose sur :

- une amélioration de la démarche participative pour consacrer l'appropriation du document par tous les acteurs, parties prenantes de la mise en œuvre,

- le transfert d'un savoir faire en matière de planification locale aux acteurs locaux (élus, services techniques, cadres locaux de concertation et personnes ressources) pour permettre à ces derniers de conduire eux-mêmes l'élaboration des futurs PLD et l'auto évaluation de leur développement.

- la réhabilitation des élus dans leur fonction de décideur et de pilotage du Plan d'investissement Local (PIL), sans remettre en cause l'association tacite des populations et des partenaires dans le choix des projets pour faire du PLD un cadre de référence articulé autour des programmes nationaux et régionaux et accepté par tous les acteurs.

Les ateliers de diagnostic et de planification documentés avec la présentation préalable des données, la responsabilisation des animateurs dans tout le processus d'élaboration du PLD, les séances de travail aux niveaux communautaire et zonal et la validation et la priorisation des projets semblent prendre en compte les principales préoccupations citées précédemment.

A ce propos, le processus déroulé a porté sur :

➥ La mise en place d'un « Task Force » (TF) au niveau régional, coordonné par l'ARD, ayant pour rôles:

- la confection des outils de collecte et d'exploitation des données,

- la définition des attentes auprès de chacun des acteurs locaux,

- le recrutement d'un agent d'appui ayant au moins le niveau de la maîtrise,

- la réhabilitation à la planification des acteurs impliqués à l'élaboration du PLD,

- le pilotage des ateliers (cadrage, diagnostic et planification, niveau zonal et communautaire),

- la rédaction et la présentation du bilan diagnostic et du PLD devant les instances de validation technique et politique.

Ce TF est composé des agents de l'ARD et des STD ciblés comme le Service régional de la Planification, le Service Régional d'Appui au Développement Local (SRADL), le Service Régional de l'Aménagement du Territoire, la Division Régionale de l'Hydraulique, l'Agence Régionale de la Statistique et de la Démographie et l'Inspection Régionale des Eaux et Forêts.

➥ La mise en place d'une Equipe Technique Locale (ETL), constituée de l'agent d'appui, et des animateurs locaux (un par zone).

Le chef de l'ETL, en plus de la collecte des données de seconde main, est chargé de la formation des animateurs et de la supervision de tous les travaux de terrain (mise en place des cadres de concertation locaux, enquêtes villages, correction et transmission des questionnaires au TF et préparation des ateliers (cadrage, diagnostic et planification).

Le chef de l'ETL participe aux ateliers d'analyse des données et de rédaction du PLD, organisés au niveau régional.

➥ Le processus d'élaboration du PLD peut être structuré en huit (08) grandes étapes :

i. la préparation,
ii. l'atelier de lancement,
iii. la mise en place des cadres de concertation locaux,
iv. les enquêtes villages et l'exploitation des données,
v. le cadrage,
vi. la rédaction et la restitution du bilan diagnostic,
vii. la planification et la validation,
viii. la finalisation du PLD et sa restitution au CR en vue de son adoption.

1- La préparation

Après la décision d'élaboration du PLD prise en session du conseil rural, les préalables et activités suivants ont été avec l'appui de l'ARD et des Services techniques :

- la mobilisation du budget auprès d'un partenaire et de la CR,
- l'institution d'une CEP par arrêté du PCR,
- la proposition du projet de termes de référence du PLD par l'ARD,
- le recrutement de l'agent d'appui par l'ARD,
- la mise en place du « Task Force » régional,
- la confection des outils de collecte et de traitement des données quantitatives et qualitatives,
- l'élaboration d'un chronogramme détaillé de réalisation du PLD (activité, par qui ?, quand ?, moyens ?, produits ?),
- l'organisation de l'atelier d'habilitation (TF, élus, agent d'appui, partenaires),
- la sélection des animateurs par zone par le Conseil et l'ARD.

2- L'atelier de lancement

C'est un moment solennel de sensibilisation des acteurs locaux sur le PLD, de partage sur les attentes et les préoccupations, d'échange sur l'offre technique et le chronogramme d'élaboration et la définition des attentes à l'endroit des élus, des services techniques locaux et de la société civile.

L'atelier de lancement a été présidé par le Représentant de l'Etat, avec à ses côtés le PCR, le Directeur de l'ARD et le Partenaire Technique et Financier (PTF) du PLD.

Ont Participé à cet atelier : les représentants des Chefs de village, les Imams, les personnes ressources des villages, les OCB représentatives, les PTF de la CR.

Cette séance était publique et tout le monde avait droit à la parole.

3– La mise en place des cadres de concertation locaux (CCL)

Après une bonne formation théorique et pratique des animateurs par l'agent d'appui, ces derniers sous la supervision de l'expert en planification de l'ARD, ont mis en place les Comités Villageois de Développement (CVD) et Inter-Villageois (CIVD). Les produits de ce travail ont été: le diagramme de Venn par village, le répertoire des OCB, les Procès Verbaux de l'installation des CVD et CIVD avec les membres du bureau et leurs coordonnées (téléphone, mail, etc.).

Le Cadre Communautaire de Développement (CCD) fut installé plus tard par le CR appuyé en cela par l'ARD.

4- Les enquêtes villages et l'exploitation des données

Avec une seconde formation théorique et pratique, les animateurs et les coordonnateurs de CVD ont administré les outils de collecte confectionnés par le TF portant sur :

- l'inventaire, qualité des services et gestion des infrastructures socio économiques et services de base existants,
- l'inventaire et la distance pour la satisfaction des besoins pour les services produits non disponibles dans la localité,
- l'inventaire des activités économiques, des potentialités et atouts (aménagements, marres, etc.), des risques et menaces et la salubrité (gestion des ordures), etc.

L'agent d'appui mit à profit ces périodes de préparation du lancement, de mise en place des cadres de concertation et des enquêtes villages, pour assurer la collecte des données de seconde main auprès de la CR, des services techniques, des organisations professionnelles, des unités de production, etc.

5- Le cadrage

Après exploitation de toutes ces données (statistiques et résultats des enquêtes villages) par le TF, deux produits ont été obtenus: la CR en chiffres et les zones en chiffres. Ces produits ont été analysés et des questions soulevées.

Le cadrage qui constitue une innovation importante par rapport aux procédés classiques, est un moment de partage et de validation des données quantitatives d'une part, et d'autre part de collecte de données qualitatives pour étayer l'analyse des statistiques et compléter les besoins en informations traduits dans les grilles sectorielles préparées par le TF.

Le cadrage doit permettre une analyse complète de l'ensemble des secteurs abordés dans le bilan diagnostic : la description, l'appréciation des performances, les infrastructures d'appui, les acteurs, les contraintes, les solutions préconisées, les partenaires, les projets en vue, les atouts et opportunités, l'ambition des acteurs, les menaces, etc.

Après l'atelier de cadrage, le TF s'est mis immédiatement à la rédaction des chapitres (une semaine).

6 – L'élaboration et la restitution du bilan diagnostic

Au cours d'un atelier régional du TF associant l'agent d'appui, il a été effectué:

- la validation d'un sommaire du bilan diagnostic,
- l'intégration des chapitres traités,
  - la lecture, la correction des coquilles et la reformulation de phrases,
  - la rédaction de parties manquantes,
  - la préparation de la restitution du bilan diagnostic.

7- La planification

Pour impliquer les populations et laisser le conseil rural assurer ses prérogatives de décider des projets de son territoire, la planification sera axée sur un processus à deux niveaux avec les populations et les élus.

7.1- Avec les populations

Au niveau de chaque zone et avec les organisations à caractère économique déterminantes dans le développement de la CR, un atelier de partage et de validation des données, suivi de l'identification de projets est organisé pendant une bonne journée.

Pour chaque résultat concerné par les participants, des projets jugés pertinents sont débattus et consignés démocratiquement dans les propositions (libellé, localisation, coût, contribution des populations, partenaires en vue, etc.).

Cet exercice de planification consacre le démarrage des activités du CIVD récemment mis en place.
A la fin de la séance, le facilitateur synthétise le projet de plan d'action et précisera que le dernier mot revient au Conseil rural qui se prononcera lors de sa séance de sélection et de priorisation du PIL de la CR.

7.2- Avec le Conseil rural élargi à la CEP

Après une revue des indicateurs cibles, la situation de la CR et des zones est rappelée pour chaque résultat, suivie des projets proposés.

Avec les éclairages des services techniques si nécessaires, le conseil tenant compte de ses possibilités propres et opportunités diverses, se fixe des performances et procède au choix des projets et de leur programmation sur l'échéance du plan.

Cette façon de procéder qui épouse parfaitement la gestion accès aux résultats (GAR), tient à placer le Conseil rural dans sa fonction d'exécutif local.
A la fin de la séance, le facilitateur présente les résultats de l'atelier.

8- La finalisation du PLD et sa restitution au CR en vue de son adoption

Avec un bilan diagnostic validé et un PIL défini par le conseil lui-même, le TF et l'agent d'appui disposent des éléments essentiels pour finaliser le PLD.

Le renforcement de capacités des acteurs locaux et le plan de communication du Conseil rural, qui ont été traités de manière transversale peuvent chacun faire l'objet d'un plan d'action.

La finalisation et la restitution du PLD au CR pour adoption, peut ainsi se réaliser dans une dizaine de jours après l'atelier de sélection et de priorisation des projets, le temps de mettre en bonne et due forme et de procéder à quelques tirages du PLD et des plans de Communication (PC) et de Renforcement des Capacités des acteurs locaux (PRC).

➥ La démarche ainsi proposée pour l'élaboration des PLD apporte des réponses aux limites jusqu'ici constatées dans l'élaboration des documents de planification locale à savoir : le populisme dans les ateliers, le manque d'appropriation du PLD même par le Conseil rural, le déficit d'expertise et de connaissance dans l'exercice de planification.

LE BILAN DIAGNOSTIC

I - PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE

1.1- La situation géographique

Mbane est un village qui fut créé en 1854. Suite à la Réforme administrative et territoriale de 1972, Mbane fut érigé en Communauté Rurale et devint le chef-lieu de l'arrondissement portant son nom regroupant deux communautés rurales : Mbane et Gaé. C'est à la suite des décrets n° 2008-748 et 2008-749 du 10 juillet 2008, que, respectivement, Gaé fut érigé en commune, Mbane et Bokhol devinrent les deux communautés rurales de l'arrondissement de Mbane.

La communauté rurale de Mbane est située en latitude entre 16°N et 17°N et en longitude entre 15°W et 16°W. Elle se trouve dans la région de Saint-Louis du Sénégal, département de Dagana. Elle est limitée :

- au Nord par la comune de Richard-Toll et la communauté rurale de Bokhol,
- à l'Est par les arrondissements de Thillé Boubacar (département de Podor),
- à l'Ouest par le lac de Guiers et la Taouey,
- au Sud par les arrondissements de Keur Momar Sarr (Louga) et de Yang-Yang (Linguère).

Mbane occupe la partie sud de la route nationale (RN) N°2 sur l'axe Richard-Toll/ Dagana.

La CR de Mbane couvre une superficie de 1906 km2 et compte une population estimée à 40 468 hts en 2010 avec 3 679 ménages[1].Sa densité moyenne est de 21,2 hts/km².

Elle est constituée de 65 villages officiels et de 46 hameaux.

Tableau n°1 : Liste des villages officiels de la Communauté rurale par zone

Zone	Nom village officiel	Nombre de village
Badjincobé	Badjincobé Widodji	3
	Ballande	
	Kéba	
Bouteyni	Bisnabé Biram Sokodou	13
	Bisnabé Bokidiwé	
	Bisnabé Bouteyni	
	Bisnabé Demba Ciré	
	Bisnabé Penda Yayaké	
	Bisnabé Wendou Séno	
	Bisnabé Yéro Félah 1	
	Bisnabé Yéro Félah 2	
	Goundodji	
	Héwathiaté	
	Mbane Yélour	
	Mbélogne Boulbé	
	Pampinabé 2	

[1] http://www.pepam.gouv.sn/acces.php?idreg=04&idcr=04112, Consulté le 19 oct. 10

Liste des villages officiels de la Communauté rurale par zone (suite1)

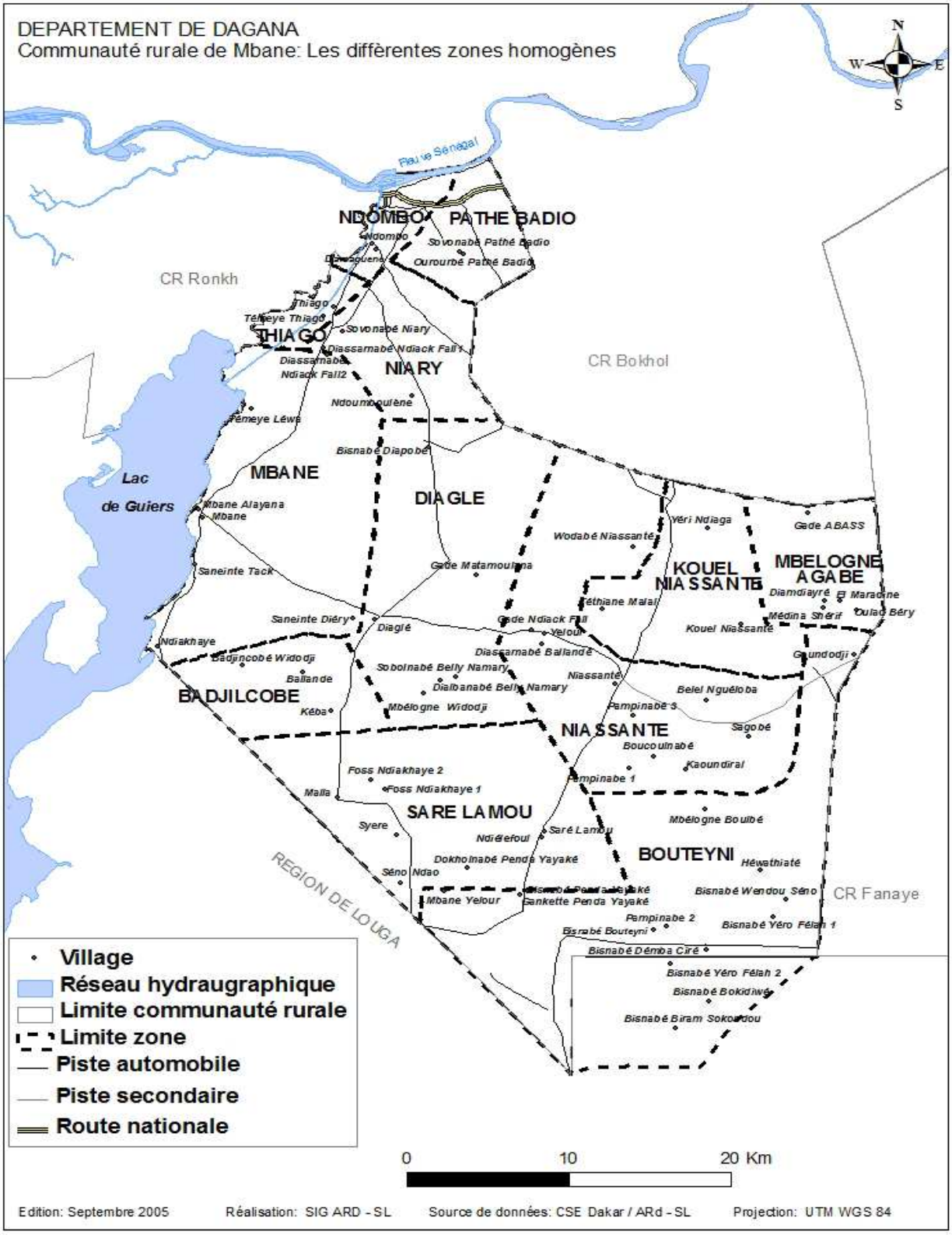
Zone	Nom village officiel	Nombre de village
Diaglé	Bisnabé Diapobé	6
	Diaglé	
	Dialbanabé Belly Namary	
	Mbélogne Widodji	
	Sobolnabé Belly Namary	
	Gade Matamoulana	
Kouel Niassanté	Yéri Ndiaga	2
	Kouel	
Mbane	Diassarnabé Ndiack Fall2	7
	Mbane	
	Mbane Alayana	
	Ndiakhaye	
	Saneinte Diéry	
	Saneinte Tack	
	Témèye Léwa	
Mbélogne Agabé	Diamdiayré	5
	El Maradine	
	Gade Abass	
	Médina Shérif	
	Oulad Berry	
Ndombo	Diamaguène	2
	Ndombo	
Niary	Diassarnabé Ndiack Fall1	3
	Ndoumboulène	
	Sovonabé Niary	
Niassanté	Pampinabé 1	11
	Belel Nguéloba	
	Boucoulnabé	
	Gade Ndiack Fall	
	Kaoundiral	
	Niassanté	
	Diassarnabé Ballandé	
	Pampinabé 3	
	Sagobé	
	Wodabé Niassanté	
	Yelour	
Pathé Badio	Ourourbé Pathé Badio	2
	Sovonabé Pathé Badio	

Liste des villages officiels de la Communauté rurale par zone (suite2)

Zone	Nom village officiel	Nombre de village
Saré Lamou	Dokholnabé Penda Yayaké	9
	Foss Ndiakhaye 1	
	Foss Ndiakhaye 2	
	Gankette Penda Yayaké	
	Malla	
	Ndiélefoul	
	Saré Lamou	
	Séno Ndao	
	Syère	
Thiago	Témèye Thiago	2
	Thiago	
TOTAL CR		**65**

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

Carte de zonage de la CR de Mbane



Source : SIG ARD Saint-Louis

1.2- Le milieu physique

La CR de Mbane recèle des caractéristiques physiques (climat, sol, végétation, hydrographie) favorables à l'agriculture et l'élevage. La pédologie de la CR de Mbane révèle l'existence de deux zones à savoir le Walo et le Diéri.

- Le Walo: c'est la zone du lac et ses alentours couvrant 14,5% de la superficie totale de la communauté rurale de Mbane soit 276,7 km2. Le Walo renferme des sols hydro-morphes enrichis par les limons du lac de Guiers.
- Le Diéri : c'est la zone aride qui couvre 85,5% de la communauté rurale de Mbane soit 1629,63 km2. Les sols du Diéri sont dits Dior, aptes aux cultures hivernales et irrigables sous réserve d'aménagements hydro-agricoles.

1.2.1- Les sols

Nous avons dans la CR trois types de sols :

- les sols argileux ou Kollé
- les sols sablo- argileux ou Wagadjiga
- les sols sablonneux sur les hautes terres appelés Balanthie ou Dior.

Les sols argileux sont répartis en trois sous groupes selon leur texture ; ce sont les sols Fondé de couleur beige que l'on retrouve dans les ruptures de levée et les berges, les sols noirs argilo-limoneux concentrés dans certaines zones autour du lac comme à Ndiakhaye et enfin les sols rouges autour de Mbane.

De manière générale, les sols dans l'étendue de la CR sont des sols très fertiles et aptes à la production. Il n'y a pas de problème de salinité sur ces terres.

1.2.2- Climat

Le climat est de type sahélien tropical marqué par :

- une saison des pluies qui dure 03 mois (de juillet à septembre) avec une pluviométrie relativement instable mais qui a connu une baisse considérable depuis les années 70. La saison des pluies dure trois mois. Les pluies sont inégalement réparties dans l'espace avec une pluviosité très contrastée.
- Une saison sèche qui dure 09 mois

1.2.3- Végétation

Elle est caractéristique des zones arides et semi-aride avec une forte population d'épineux et principalement des acacias. On retrouve les espèces suivantes : Balanites-aegyptiaca, Acacia radiana, Acacia nilotica, Acacia seyal, Acacia méliféra, Prosopice silensis, Euphorbia balsaniféra, Calotropis procéra, etc. Cette végétation Contraste considérablement avec celle qui dominait le paysage il y a plus d'un demi-siècle avec des espèces caractéristiques de la zone Sub-guinéenne comme : le Comifora Africana, le Grémya, l'acacia albida, le padamier, l'ébène du Sénégal, Kodioli, Kellé, Bobori, Eeri, Golomie, Lawdyendi, Thiombi, Déguéeti, etc. Toutes ces espèces ont disparu avec la baisse de la pluviométrie et les sécheresses répétées

Avec la construction du barrage de Diama, de nouvelles espèces souvent aquatiques sont apparues causant d'énormes dérèglements écologiques. Ces peuplements essentiellement constitués du

Typha australus, du Salvinia-molesta et du Salernia, ont envahi les plans et surplanté les Nymphéas (lotus et micranta) dont le cycle de vie était saisonnier.

Des initiatives de conservation des rares espaces boisés se multiplient de plus en plus surtout chez les éleveurs dans la zone du Diéri. A côté des ces actions informelles, on peut noter l'existence de 25 aires protégées héritées du programme Biodiversité auxquelles viennent s'ajouter les 6 aires de mise en défens de 16 ha chacune, clôturées et financées par la Laiterie du Berger afin de maintenir sur des périodes plus longues le tapis herbacé qui sert de fourrage au bétail.

1.2.4- Faune

La perte de l'habitat naturelle de la faune, liée à la dégradation des écosystèmes est symptomatique de la disparition de plusieurs espèces animalières comme : les antilopes et les gros mammifères. La population de la faune sauvage est essentiellement constituée de singes, de phacochères, de rongeurs comme les lièvres, les écureuils, les rats, les reptiles, les oiseaux et la microfaune.

L'activité de chasse est pratiquée dans la communauté rurale qui abrite deux zones amodiées appartenant à Alain et Jean Yves.

Dans le lac de Guiers, tout comme dans la Tawaye, nous avons des espèces très diversifiées de poissons d'eau douce fortement menacées du fait de l'exploitation irrationnelle de la ressource. La construction du barrage de Diama a occasionné la disparition de toutes les espèces d'eau saumâtre comme les crustacés, qui faisaient leurs intrusions jusque dans le lac.

1.2.5- Hydrographie

La communauté rurale de Mbane est arrosée par un des défluents du Fleuve Sénégal la Tawey qui alimente le lac de Guiers, le plus important du pays (……Km2).

Le nombre de mares temporaires est relativement important (….), mais le temps de séjour des eaux dure rarement deux mois. Les mares de Penda Mawndé, Saguébi Diahmi et Sing Diéri se tarissent au bout de 4 à 6 mois. Seule la mare de Kouel dépasse cette durée.

Du fait des aménagements et du déficit de points d'eau pour le bétail, la CSS a mis un réseau de mares artificielles dont 2 à Senda, 1 à Niary et une autre à Ndoumbalène. Ces points d'eau sont souvent pollués, très boueux et constituent des sources de maladies pour le cheptel.

On note aussi un réseau de ruisseaux et de marigots, jadis alimenté par la Tawaye qui se fossilise du fait des endiguements et du reprofilage de la Tawaye.

II- LE PROFIL DEMOGRAPHIQUE

2.1. Effectif et accroissement

En 2010, la population de la CR de Mbane était d'environ 40 468 habitants, représentant 15 % de la population régionale. L'effectif des femmes était de 20 841 soit 51,5 %. Le taux d'accroissement de la population entre 1976 et 2010 était de 3 %. Ce fort taux est estimé normal compte tenu de son poids démographique.

Tableau 2 : Evolution de la population de la communauté rurale de Mbane

Données	Année 2010
nombre concession	3 066
nombre ménage	3 679
masculin	19 627
féminin	20 841
population totale	40 468
Taux de croissance moyen 1976-2010	**3,0%**

Source : SRSD Saint-Louis 2009

2.2. Structure de la population

La CR de Mbane à une population très jeune. En effet, près de 60 % ont moins de 20 ans contre 4,8% pour les personnes âgées de plus de 60 ans. Les femmes âgées de 15 à 49 ans sont évaluées à 9358 hts soit 23,1% de la population. Ces jeunes et ces femmes constituent aujourd'hui un atout pour la CR pour booster son développement à travers une bonne politique d'éducation et de santé, et la réalisation de projets visant spécifiquement ces deux groupes.

Tableau 3 : Répartition de la population par classe d'âge

Groupe d'âges	Population	
	Effectifs	%
0 à 1an	1093	2,7
1 à 5 ans	5139	12,7
5 à 13 ans	13079	32,3
15 à 49 ans	17 411	43,0
50 à 59 ans	1798	4,4
60 et +	1947	4,8
population totale	**40468**	100,0
FAR (15 - 49 ans)	9358	23,1
Population 7 – 12 ans	7770	18,9
Population 13 – 16 ans	4705	11,6

Source : SRSD Saint-Louis 2009

III - L'EDUCATION

3.1. La petite enfance

3.1.1- La situation de l'accès

Malgré son nombre important de villages et hameaux, la communauté rurale de Mbane ne compte que trois jardins communautaires concentrés dans sa partie Ouest. Deux sont situés dans la zone de Mbane (Mbane, Ndiakhaye) et un à Diaglé. Cette répartition ne permet de couvrir que 4 villages officiels sur 65 offrant un taux d'accès géographique de 6,15%. Outre ce faible taux, l'unique salle de classe dont dispose ces jardins limite leur capacité d'accueil à 60 enfants. L'extension de ces derniers à 3 salles et l'ouverture de nouveaux jardins communautaires dans chacune des dix autres zones au moins, permettraient de tripler ce taux.

3.1.2- La situation de la qualité

Ouvert en 2005 par le PNUD sur demande des populations des trois villages, les jardins qui ont des pour des effectifs variant entre 50 et 70 enfants ne disposent d'aucun ouvrage de commodité. Et malgré leur prise en charge par l'IDEN depuis 2009 contribuant à la formation des trois monitrices, ces dernières ne disposent pas de personnel d'appui pour pouvoir assurer au mieux les aspects pédagogiques.

Par ailleurs, l'enseignement de la langue arabe est inclus dans le programme au niveau de l'école de Mbane, une initiative que les formateurs souhaitent répercuter dans les autres écoles.

Tableau N°4 : Effectifs et nombre de section dans les jardins communautaires

Localité	Nb Section	Effectif fille	Garçon	Effectif Total
Diaglé	1	29	24	53
Mbane	3	37	31	68
Ndiakhaye	1	25	27	52
TOTAL	**5**	**91**	**82**	**173**

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

Tableau N°5 : Situation des ouvrages de commodité dans les jardins communautaires

Localité	Nb Section	Existence de Latrine	Existence de Clôture	Existence Eau
Diaglé	1	non	non	non
Mbane	3	oui	non	non
Ndiakhaye	1	non	non	non

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

3.1.3- La situation sur la gestion

Les initiatives sont quasi inexistantes. L'intérêt manifesté par les populations pour l'ouverture des jardins ne se traduit pas encore par leur implication dans la gestion de ces établissements. L'extension des jardins qui reste un besoin réel devrait être accompagnée d'une mise en place d'associations de parents d'élèves fortement impliquées dans le fonctionnement et la gestion des écoles.

3.1.4- Les Partenaires du sous secteur

Après la fin du programme PNUD, la communauté rurale n'a enregistré que l'Etat comme partenaire intervenant dans le sous secteur de la petite enfance à travers l'IDEN. Pourtant beaucoup de projets et programmes comme le PLAN, la JICA etc. qui appuient le secteur de l'éducation en général, mettent l'accent sur la petite enfance. La communauté rurale gagnerait à les approcher pour améliorer son taux d'accès et les conditions d'apprentissage dans le sous secteur.

Faiblesses et contraintes

- Absence de partenaires
- Aucune politique du conseil rural en direction du sous secteur

Forces et opportunités

- Engagement des populations à inscrire leurs enfants en masse
- Appui de l'IDEN
- Engagement du conseil rural à prendre en charge le sous secteur désormais

3.2. L'enseignement élémentaire

Malgré sa bonne couverture en écoles élémentaires, la CR de Mbane a l'un des TBS de la région qui ne dépasse pas la moyenne. Estimé à 47% avec 25% pour les filles contre 22% pour les garçons, ce faible TBS s'explique par le faible taux de fréquentation surtout dans la zone Dièry où est concentré pourtant, près de la moitié des écoles. Dans cette zone, les écoles sont pour la plupart à 2 classes avec des effectifs dépassant rarement 30 élèves par classe.

Le souhait de certaines populations de disposer d'une école dans leurs localités et l'éloignement de plusieurs villages entrainent souvent la non inscription de plusieurs enfants au CEI. Des efforts de création d'écoles couplés à une forte sensibilisation des parents pourraient certainement booster le TBS pour passer du simple au double en un temps record.

3.2.1- Situation sur l'accès

Mbane est l'une des communautés rurales de la région les plus dotées en écoles élémentaires. Néanmoins, avec son étendue très important justifiant ainsi l'éloignement des localités les uns par rapport aux autres, ses 52 écoles élémentaires ne permettent de couvrir que 61 villages sur les 71, dans un rayon de 2 km autour de chaque école. Ce qui offre un taux d'accès géographique de 79%. Le gap en termes de couverture en école élémentaire concerne surtout les zones localisées dans le dièry comme Bouteyni et Saré Lamou dont les taux d'accès sont respectivement de 17% et 67%. L'amélioration du taux d'accès passe nécessairement par la création de nouvelles écoles dans ces zones.

Tableau N°6 : Taux d'accès à l'école élémentaire par zone (Rayon d'accès 2k**m)**

ZONE	NB ECOLE	NB TOT VILLAGE	NB VILLAGE AYANT ACCES	TAUX D'ACCES DES VILLAGES
Badjincobé	3	5	5	100%
Bouteyni	3	12	2	17%
Diaglé	6	8	7	88%
Kouel Niassanté	4	4	4	100%
Mbane	7	8	7	88%
Mbélogne Agabé	2	5	5	100%
Ndombo	3	3	3	100%
Niary	3	4	4	100%
Niassanté	14	13	13	100%
Pathé Badio	2	4	3	75%
Saré Lamou	3	9	6	67%
Thiago	2	2	2	100%
TOTAL	**52**	**77**	**61**	**79%**

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

3.2.2- Situation sur la qualité

Le déficit en ouvrages annexes et de commodités est trop important dans la communauté rurale. On note partout un nombre d'écoles très élevé ayant besoin de blocs sanitaire, de clôture, d'eau etc. Par contre, le nombre d'abris provisoires à remplacer est de 39 abris concentrés pour la plupart dans les zones de Mbane, de Thiago et de Niassanté.

Tableau N°7 : Les ouvrages annexes et commodité

zone	Nb écoles	Nb Salles de classe	Nb salles AP	Nb écoles sans latrine	Nb écoles sans clôture	Nb écoles sans eau	Nb écoles sans électricité	Nb écoles sans BA	Nb écoles sans plant. Arbre
Badjiocobé Vidodji	3	8	4 (50%)	2 (66%)	3 (100%)	3 (100%)	2 (66%)	3 (100%)	3 (100%)
Bouteyni	3	5	1 (20%)	1 (33%)	3 (100%)	3 (100%)	2 (67%)	3(100%)	3 (100%)
Diaglé	6	13	3 (23%)	5 (71%)	6 (86%)	7 (100%)	5 (71%)	7 (100%)	5 (71%)
Kouel Niassanté	4	6	0 (0%)	2 (50%)	3 (75%)	3 (75%)	3 (75%)	3 (75%)	3 (75%)
Mbane	7	29	11 (38%)	3 (43%)	5 (71%)	6 (86%)	6 (86%)	6 (86%)	6 (86%)
Mbélogne Agabé	2	5	1 (20%)	2 (67%)	3 (100%)	3 (100%)	3 (100%)	3 (100%)	3 (100%)
Ndombo	3	14	3 (21%)	1 (33%)	2 (67%)	1 (33%)	2 (67%)	3 (100%)	3 (100%)
Niary	3	4	3 (75%)	3 (100%)	3 (100%)	3 (100%)	3 (100%)	3 (100%)	3 (100%)
Niassanté	14	22	7 (50%)	8 (57%)	13 (93%)	12 (86%)	10 (71%)	13 (93%)	13 93%)

Tableau N°7 (suite) : Les ouvrages annexes et commodité

zone	Nb écoles	Nb Salles de classe	Nb salles AP	Nb écoles sans latrine	Nb écoles sans clôture	Nb écoles sans eau	Nb écoles sans électricité	Nb écoles sans BA	Nb écoles sans plant. Arbre
Pathé Badio	2	5	1 (20%)	1 (50%)	2 (100%)	2 (100%)	2 (100%)	2 (100%)	2 (100%)
Saré Lamou	3	12	2 (17%)	0 (0%)	2 (67%)	1 (33%)	0 (0%)	3 (100%)	2 (67%)
Thiago	2	14	6 (43%)	0 (0%)	2 (100%)	2 (100%)	1 (50%)	1 (50%)	2 (100%)
TOTAL CR	**52**	**137**	**42 (30%)**	**25 (51%)**	**44 (90%)**	**43 (88%)**	**36 (73%)**	**47 (96%)**	**45 (92%)**

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

Tableau N°9 : Ratios

zone	Nb école	Nb Salle de classe	Ratio élève/classe	Ratio élève / table-banc	Ratio cours/classe
Badjiocobé Vidodji	3	8	20	2	2
Bouteyni	3	5	9	2	1
Diaglé	6	13	31	2	2
Kouel Niassanté	4	6	8	1	1
Mbane	7	29	31	1	1
Mbélogne Agabé	2	5	25	2	2
Ndombo	3	14	39	2	1
Niary	3	4	19	2	2
Niassanté	14	22	20	1	2
Pathé Badio	2	5	7	2	1
Saré Lamou	3	12	28	2	2
Thiago	2	14	40	3	1
TOTAL CR	**52**	**137**	**28**	**2**	**1**

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

La bonne couverture de la CR en écoles élémentaires a bien compensé les difficultés de surnombre dans les classes telles que constatées dans la plupart des collectivités locales de la région.

En plus des efforts liés à l'accès, la communauté rurale doit concentrer ses efforts sur les ouvrages annexes et de commodité pour maintenir les enfants à l'école.

3.2.3- Situation sur la gestion

Dans la quasi-totalité des écoles il existe une association de parents d'élèves qui participe activement aux activités. Par contre, des comités de gestion, il en existe rarement et ils sont souvent non fonctionnels. La CR gagnerait à les organiser afin de leur confier des tâches liées surtout à l'entretien et à la maintenance des écoles.

3.3. L'enseignement moyen

L'ouverture de deux nouveaux collèges à Saré Lamou et à Ndombo vient renforcer le seul CEM qui existait à Mbane jusqu'en 2009. Hébergés au niveau des écoles élémentaires, ces collèges peuvent

accueillir les élèves qui venaient des zones les plus reculées. Il est à préciser que des locaux pour abriter ces CEM sont en construction.

Le collège de Mbane avait bien assuré la prise en charge des nouveaux admis à l'entrée en sixième de la CR. Et pourtant, il souffre d'un manque de tables-bancs (70 environ), d'insécurité avec l'absence de clôture sur une étendue de 6 ha et d'insuffisance de blocs sanitaires. Les 4 box existant sont partagés entre 393 élèves.
Le personnel enseignant ne dispose ni de blocs sanitaires ni de salles privés pour préparer convenablement les cours.
Cette année, le collège compte 396 inscrits dont certains viennent de villages situés à plus de 3 km. L'installation d'une cantine scolaire et l'achat d'un bus qui assurerait le ramassage des élèves contribuerait à réduire le taux de déperdition qui est de 2% en 2009.

3.4. Formation professionnelle

Le centre de formation professionnel de Richard Toll constitue le principal réceptacle pour les élèves qui quittent le collège et les autres jeunes qui souhaitent suivre une formation professionnelle.
Un accompagnement de cette frange de jeune par le conseil rural contribuerait à la mise en place d'une main d'œuvre locale qualifiée dont une communauté rurale aussi vaste et peuplée a besoin.

3.5. L'enseignement arabo-coranique

Près de 50 daaras et 6 écoles arabes non formelles sont recensés dans la CR. Compte tenu de l'importance du nombre d'enfants qui fréquentent ces structures, une part importante doit leur être réservée dans la politique éducative du conseil rural.

3.6. L'alphabétisation

Une initiative est en cours avec le programme Tostan qui prévoit l'ouverture de 10 classes d'alphabétisation cette année. Des formateurs sont en train d'être mis à niveau pour former les populations dans les langues locales. La communauté rurale peut étendre l'initiative aux autres zones afin de hausser son taux d'alphabétisation dans les 5 ans à venir.

IV- LA SANTE

4.1. Situation des infrastructures de santé

La communauté rurale de Mbane compte 6 postes de santés et 9 cases de santé dont deux non fonctionnelles. Malgré ce nombre important d'infrastructures, ces dernières sont inégalement réparties dans l'espace. En effet, 4 zones sur les 12 ne disposent d'aucune infrastructure sanitaire alors que la zone de Diaglé renferme 2 cases de santé et 1 poste de santé pour ses 5 villages. Pour de nouvelles infrastructures à construire, la communauté rurale doit tenir compte de ce déséquilibre pour avoir un taux d'accès à la santé acceptable.

Tableau N°10 : Inventaire des infrastructures sanitaires

Zone	NB Villeges officiels	Poste de santé avec maternité		Case de santé		Nb structures sanitaires/zone
		Nb	Localisation	Nb	Localisation	
Badjincobé	3	0	-	0	-	**0**
Bouteyni	12	1	Bouteyni	0	-	**1**
Diaglé	5	1	Diaglé	2	Sovonabé Belly Namary, Weyndou Samba	**3**
Kouel Niassanté	2	0	-	0	-	**0**
Mbane	8	1	Mbane	3	Ndiakhaye/Kéba,Saneinte Tack, Temeye Lewa	**4**
Mbélogne Agabé	5	0	-	0	-	**0**
Ndombo	3	1	Ndombo	0	-	**1**
Niary	3	0	-	0	-	**0**
Niassanté	11	1	Niassanté	0	-	**1**
Pathé badio	2	0	-	1	Sovanabé Pathé Badio	**1**
Saré Lamou	9	0	-	3	Gankétte Penda Yayaké, Nguelé Foul,Saré Lamou	**3**
Thiago	2	1	Thiago	0	-	1
TOTAL CR	**65**	**6**	**-**	**9**	**-**	**15**

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

4.2. Situation de l'accès

Tableau N°11 : Situation de l'accès à la santé par zone

Zone	Nb Villages officiels	Nb Villages ayant accès	Taux d'accès géographique
Badjincobé	3	0	0%
Bouteyni	12	3	25%
Diaglé	5	1	20%
Kouel Niassanté	2	0	0%
Mbane	8	5	63%
Mbélogne Agabé	5	0	0%
Ndombo	3	2	67%
Niary	3	2	67%
Niassanté	11	3	27%
Pathé badio	2	0	0%
Saré Lamou	9	0	0%
Thiago	2	2	100%
TOTAL CR	**65**	**18**	**28%**

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

Si l'on considère un rayon de 5 km autour des poste de santé, seuls 18 villages sont couverts sur les 65 soit un taux de 28%. La vaste étendue de la CR est à l'origine de l'éloignement des villages ce

qui affaiblie nettement le taux d'accès géographique. Cet éloignement est par endroit corrigé par les cases de santé dont 8 sont localisés dans des villages n'ayant pas accès à un poste. En effet si ces cases sont considérées, le taux d'accès à une structure sanitaire serait de 40%. C'est dire que la création de cases de santé bien équipées et pris en charge efficacement par les postes serait une solution compensatoire au gap énorme de plus de 60% en ce qui concerne l'accès à la santé.

Tous les postes de santé de la CR ont une maternité bien équipée mais, la vaste étendue de la CR constitue une contrainte majeure pour les patients surtout les femmes au moment des accouchements alors que le principal moyen de transport est la charrette. En outre, aucune structure ne dispose d'ambulance pour les évacuations de malades depuis les postes de santé vers le district de Richard-Toll.

4.3. Situation de la qualité

4.3.1- Les infrastructures

Les infrastructures sanitaires de la CR sont dans leur quasi-totalité en mauvais état surtout les postes de Diaglé, Ndombo, Thiago, Bouteyni et Mbane qui nécessitent d'être réhabilités.

4.3.2- Le personnel et l'équipement

Chacun des postes de santé est sous la gestion d'un seul infirmier. Malgré le nombre important de villages polarisés par ces postes, ces infirmiers ne disposent d'aucun agent d'appui. A l'exemple de Mbane et de Diaglé où le taux de fréquentation est très élevé, l'affectation d'aides infirmiers est impérative. Les agents de santé communautaires installés dans les cases de santé ne bénéficient d'aucune prise en charge bien qu'ils assurent pleinement des activités de santé préventive et promotionnelle, des causeries etc.

En plus des ruptures de médicaments fréquentes dans la zone, un manque d'équipements tels que des réfrigérateurs, auto clave, poubelle, lits et motos pour les visites dans les cases de santé est constaté.

4.3.3- La gestion

Aucune initiative liée à la gestion et à l'entretien des infrastructures n'est enregistrés du coté des autorités locales et des populations. Ceci a grandement contribué à la vétusté des infrastructures et au manque de certains équipements.

4.3.4- Le bilan épidémiologique

Malgré les moyens techniques et matériels limités, les structures sanitaires de Mbane font de bons résultats en termes d'assistance médicale. Les maladies les plus fréquentes sont la grippe, les maladies de la peau, la bilharziose et les Infections et maladies sexuellement transmissibles.

4.3.5- Les partenaires du secteur

Des partenaires comme PRP, PARTENARIAT et Lux Dev appuient les structures sanitaires de la communauté rurale dans des activités de formation de matrones, de causerie et d'entretien et de maintenance des infrastructures.

Faiblesses et contraintes

- Absence de motivation des matrones et des ASC.
- Insuffisance et irrégularité des fonds de dotation liés à la santé.

- Enclavement de la plupart des structures sanitaires.
- Absence de comité de gestion.

Forces et opportunités

- Présence de partenaires
- Engagement du personnel

V – L'HYDRAULIQUE ET L'ASSAINISSEMENT

5.1- L'hydraulique

5.1.1- Les infrastructures hydrauliques

La communauté rurale comptabilise 5 forages et 3 stations de potabilisation. Toutes ces infrastructures ont des capacités limitées leur permettant de ne desservir qu'un seul village à l'exception de Mbane dont la station de potabilisation est raccordée à un réseau d'adduction d'eau qui couvre 11 villages officiels.

Il existe de l'eau potable au moins dans un village des 8 zones sur les 12 ; c'est dire que la couverture spatiale est quasi équilibrée.

TableauN°12 : Situation des infrastructures d'eau potable

Zone	Type	Localisation	Villages desserts
Bouteyni	Forage	Bouteyni	Bouteyni
Diaglé	Forage	Diaglé	Diaglé
Mbane	Station	Mbane	Mbane, saneinte Tack, saneinte Kaw,Pomo, Badjincobé, Kouel Balande, Diaglé, Singou Dièry,Témey Léwa, Témey Salane, Témey Toucouleur
	Station	Ndiakhaye	Ndiakhaye
Ndombo	Forage	Ndombo	Ndombo, Diamaguene
Niassanté	Forage	Niassanté	Niassanté
Saré Lamou	Forage	Saré Lamou	Saré Lamou
Thiago	Station	Thiago	Thiago, Temeye Thiago

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

5.1.2- L'accès à l'eau potable

Malgré cette couverture quasi équilibrée, le taux d'accès à l'eau potable est très faible si l'on considère un rayon d'1 km autour d'une infrastructure hydraulique. Le renforcement des 5 forages et l'extension des réseaux existants feraient résorber le gap de 75% d'ici 2015 . Pour l'instant il n'y'a aucun branchement particulier alors que la station de Mbane avec sa capacité permet bien un raccordement des ménages au niveau des villages couverts.

Tableau N°13 : Situation de l'accès à l'eau potable

Zone	Nb Villages officiels	Nb villages ayant accès	Taux d'accès géographique
Badjincobé	3	2	67%
Bouteyni	12	1	8%
Diaglé	5	1	20%
Kouel Niassanté	2	0	0%
Mbane	8	6	75%
Mbélogne Agabé	5	0	0%
Ndombo	3	0	0%
Niary	3	0	0%
Niasanté	11	2	18%
Pathé badio	2	0	0%
Saré Lamou	9	2	22%
Thiago	2	2	100%
TOTAL CR	**65**	**16**	**25%**

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

5.1.3- La qualité

La faible capacité des forages et le manque de formation des gestionnaires conduisent souvent à des ruptures dans la distribution de l'eau surtout au niveau de Diaglé. Des ruptures de stock de sulfate de potassium constituant le produit de base de la potabilisation, sont souvent connues car celui-ci n'est pas disponible sur le marché local.

Le prix du m3 d'eau varie selon les zones; à Mbane, compte tenu des charges d'électricité et salariales, le m3 est vendu à 400f au BF tandis que dans les autres zones il est à 300 F.

5.1.4- La gestion

Des comités de gestion existent mais ils ont besoin d'être formés pour mieux valoriser la ressource. Aujourd'hui le raccordement des concessions au réseau d'AEP est souhaité par les populations mais les comités n'ont pas assez de compétence et d'expérience dans les aspects techniques et financiers pour prendre en charge cette question.

5.2- L'assainissement

5.2.1. Caractéristiques générales

On note dans la communauté rurale une absence totale de canalisation et d'égouts pour les eaux pluviales comme pour les eaux usées. Les eaux usées de lessive ou de vaisselle sont déversées dans les rues.

En ce qui concerne les eaux pluviales, elles ne causent pas de problèmes majeurs dans les villages, seuls deux d'entre eux (Ndombo et Thiago) ont quelques soucis pour évacuer les eaux de pluies qui s'accumulent dans quelques dépressions. C'est au niveau des voies de circulation que les eaux de ruissellement causent quelques difficultés majeures.

Pour l'essentiel, les ménages utilisent des fosses septiques avec risques de pollution de la nappe. Les disparités constatées dans l'utilisation des latrines avec des fosses septiques sont relativement

importantes avec un accès très faible dans les villages isolés à majorité peulh. Lorsque les fosses sont remplies les populations font appel à des véhicules de vidange qu'elles peuvent trouver dans la commune de Richard TOLL.

La gestion des latrines publiques est du ressort des bénéficiaires qui sont déjà organisés ou qui s'organisent en conséquence.

Plusieurs programmes sont déjà intervenus pour construire des latrines communautaires et individuelles.

5.2.2. Contraintes liées à l'assainissement

- contamination des sols et la nappes,
- déversement des boues de vidanges dans la nature ; ce qui peut entrainer d'autres problèmes de santé et de pollution de l'environnement,
- défaillance du système de police et de contrôle qui dépend de Dagana alors qu'il y'a une brigade à R. TOLL.

5.2.3. Perspectives en matière d'assainissement

- 100% des villages utilisent des latrines,
- 1 ménage/1 latrine,
- Traitement de tous les ravins au niveau des axes de circulation ; il s'agit des axes suivants :

- Ndombo – Thago – Mbane,
- Diaglé – Saré Lam, à hauteur de Diabé Pobbi,
- Mbélogne – Foss- Ndiakhaye,
- Diaglé – Niassante à hauteur de Yelour,
- Mbane – Diaglé, à hauteur de Koyel.

VI- ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

6.1- Impacts des activités humaines sur l'environnement et les ressources naturelles

6.1.1- Les impacts liés à l'agriculture

La politique de maîtrise de l'eau consécutive aux différentes sécheresses devenues cycliques, a fini par aliéner le système agraire à la culture irriguée au détriment des cultures de décrue. Ce changement radical des modes de production est source de diverses formes de pollution et compromet sérieusement la capacité de reproduction ou de régénération de la biodiversité. Les effets marquants de l'agriculture sur l'environnement et les écosystèmes sont :

- déforestation surtout constatée chez les grands exploitants agricoles,
- déstructuration des sols et baisse de leur fertilité,
- pollution des eaux et des sols, principalement par la compagnie sucrière (CSS) qui détient les superficies les plus importantes et déverse ses effluents dans le lac de Guiers.
- gaspillage de la ressource eau dû aux systèmes d'irrigation inadaptés ou mal faits (fuites d'eau, forte infiltration et/ou évaporation),

- perte de terres cultivables du fait de l'envahissement des berges par les plantes aquatiques,
- destruction de l'habitat de la faune,
- apparition de nouvelles maladies pour les populations et le cheptel,
- réduction des espaces de pâturage et de points d'abreuvement pour le bétail ; ce qui conduit à des conflits d'ailleurs très fréquents entre agriculteurs et éleveurs.
- Pollution de l'air par les grands exploitants (feu de récolte, usine etc.)

6.1.2. Les impacts liés à la pêche

L'activité de pêche est pratiquée sur la Tawaye et dans le lac de Guiers pendant toute l'année. Elle est une activité très florissante, mais peu règlementée. Les pratiques de pêche tout comme les filets utilisés ne sont pas règlementaires ; ce qui compromet considérablement la préservation de la diversité des espèces et du potentiel de reproduction. Les conséquences de telles pratiques sont :

- la disparition des espèces, on note déjà la disparition d'une espèce très noble le Polyptérénus ou Khaap
- la baisse de la production due à la raréfaction de la ressource.

Un dispositif de veille et de suivi de l'activité de pêche est mis en place pour le lac de Guiers et pour la gestion de la Tawaye, mais peine à jouer pleinement son rôle.

6.1.3. Les impacts liés à l'activité d'élevage

L'élevage est la seconde activité la plus importante après l'agriculture et souffre beaucoup de l'extension de cette dernière. Le confinement du cheptel dans des espaces de plus en plus réduits, a pour corollaire la diminution du potentiel fourrager. Les réactions se manifestent par des réflexes de survie et une exploitation irrationnelle des réserves dont les effets sont les suivants :

- déforestation surtout au niveau des espèces ligneuses,
- feux de brousse : chaque année, plusieurs foyers sont enregistrés et sont provoqués par les fumeurs, les échappements des voitures, les agriculteurs lors des défrichements etc.
- habitat spontané lié à la transhumance et très dévastatrice des ressources naturelles dans le voisinage immédiat,

6.1.4. Les impacts de l'habitat humain sur l'environnement

L'habitat est très dispersé dans la CR de Mbane avec beaucoup de hameaux, de petits villages et quelques grandes agglomérations. Cette organisation de l'espace fait que les effets de l'habitat sur l'environnement se ressentent plus autour des gros villages comme Mbane, Ndombo ou Thiago. La demande en bois (combustible ou d'œuvre pour la construction) et la production de déchets constituent les sources essentielles de pollution ou de dégradation de l'environnement. Elles se manifestent par :

- Déboisement excessif,
- Accumulation des ordures dans des dépotoirs sauvages visibles à l'entrée ou à la sortie des gros villages,
- Dissémination des sachets en plastique.

6.1.5- Quelques dates repères liées à des catastrophes naturelles

- 1986 : attaques par les souris,
- 1989 : attaque par les criquets pèlerins
- 1992 : grosse inondation liée au débordement de la Tawey, entraînant des pertes de terres de Temeye à Ndiakhaye,
- 2002 : vague de froid, entraînant la décimation de beaucoup de cheptels,
- 2004 : attaque par les criquets pèlerins

6.1.6- Perspectives en environnement et gestion des ressources naturelles

- Préservation des forêts et des espaces boisés,
- Organisation des opérations de défrichement par les exploitants,
- Concertation entre les différents acteurs (conseil régional, conseil rural, services forestiers, populations etc.)
- Création d'une pépinière communautaire,
- Sensibilisation des populations sur le reboisement et la création de bois villageois,
- Règlementation de la pêche,
- Aménagement de sites de gestion des ordures ménagères,
- Equipement et mise en place de système de gestion des déchets solides.
- Renforcement des comités de salubrité de Nbombo Thiago et Mbane.

6.2- La problématique foncière à Mbane

- ***De la richesse des terres de Mbane à l'affectation anarchique***

L'hydrographie et l'hydrologie de la zone montrent aussi la possibilité de pratiquer l'agriculture irriguée et l'agriculture de décrue notamment par le biais du Lac de Guiers et du Taouey avec la mise en valeur de plusieurs types de spéculations agricoles : patate douce, oignon, arachide, piment, produits maraîchers, etc.

C'est compte tenu de la richesse de ses terres que la CR de Mbane constitue un objet de convoitise d'un nombre important de sénégalais mais aussi de grands industriels nationaux et étrangers évoluant dans le domaine de l'agro-business.

Cette course effrénée aux terres de Mbane n'a pas manqué de susciter un conflit foncier entre les populations locales constituées pour l'ensemble d'agriculteurs et d'éleveurs et les exploitants et investisseurs nationaux et étrangers.

- ***De l'affectation anarchique des terres de Mbane à la crise foncière***

La situation établie par l'actuel conseil sur les affectations foncières à partir du cahier des délibérations, montre que Mbane a distribué plus de terres qu'elle n'en dispose. La surface de la communauté rurale ne compte que 190.600 hectares, néanmoins 232.208 hectares ont été attribués

de manière anarchique soit un surplus de 42.608 hectares dont ne dispose pas la communauté rurale.

C'est cette affectation anarchique des terres qui est à l'origine du problème foncier avec la population du fait du déplacement de certains villages peuls ainsi que de la réduction des zones de pâturage au profit des exploitants agricoles. De ce point de vue, la crise foncière à Mbane découle de la spoliation des terres qui étaient jusque-là entre les mains des populations locales pour les affecter à des hommes d'affaires ou d'industriels nationaux et étrangers en contrepartie d'infrastructures de base (adduction d'eau, équipements scolaires, sanitaires, etc.).

Cette affectation anarchique des terres causes de nombreux problèmes :

- dégradation de l'environnement par l'aménagement de milliers d'hectares par les sociétés évoluant dans l'agro-business ;
- détournement d'objectifs des exploitants agricoles ;
- non maîtrise des terres attribuées ;
- exode rural des jeunes à cause du déficit de terres;
- canaux de drainage des sociétés de l'agro-business qui constituent des obstacles pour les troupeaux ;
- limitation du déplacement des troupeaux et des hommes ;
- divagation des troupeaux dans les champs.

Perspectives

- Audit foncier avec mise en place d'un Système d'Information Foncier
- Délimitation des terres attribuées
- délimitation des zones d'agriculture et d'élevage

VII- DIAGNOSTIC DU SECTEUR D'APPUI A LA PRODUCTION

7.1- Le désenclavement

7.1.1. Les pistes de production

La délimitation des pistes de production et des voies de passage souffre d'une absence de circuits officiels formels. Avec les POAS, les parcours de bétail ont été identifiés de manière consensuelle et sont entrain d'être mise en œuvre. Quant aux pistes de production ou des voies de circulation des biens et services, seuls trois axes sont clairement identifiés :

- Ndombo – Mbane – Diakhaye qui fait 38 Km ; c'est la départementale qui mène jusqu'à Keur Momar Sarr dans la région de Louga à 14Km,
- Mbane – Diaglé (14Km) ;
- Niary – Diaglé (16Km).

Il existe d'autres voies secondaires qui changent de tracée au gré des saisons et de l'évolution des villages et hameaux.

De toutes les pistes citées, il n'en existe aucune qui soit en bon état. En saison des pluies, elles ne sont accessibles que par un certain type de véhicule, alors qu'en saison sèche elles sont sablonneuses sur des distances assez importantes ; ce qui provoque l'enlisement des véhicules de transport. Cette situation est d'autant plus grave que dans souvent des cas, il arrive que des chargements pourrissent en cours de route ou n'arrivent pas à destination pour ceux qui voudraient rallier le marché hebdomadaire le plus important de la communauté rurale à Niassanté. Le programme PNIR avait identifié la piste Ndombo – Niassanté comme projet à réaliser mais annulé au dernier moment du fait de la clôture du programme.

7.1.2- Les postes et télécommunications

La communauté rurale ne dispose pas de bureau de poste. Pour accéder à ce service, les populations sont obligées de se déplacer jusqu'à Richard Toll. Cette dépendance ne se limite pas seulement à ce service, car pour disposer d'un accès internet, les Mbanois doivent encore se rabattre sur Richard Toll. Les rares possibilités d'accès à Internet on les trouve dans les villages qui disposent de lignes téléphoniques fixes, entre Ndombo et Mbane. Il s'agit pour l'essentiel des abonnements Keurgui Kheweul de SONATEL, dont le débit ne permet d'avoir une connexion de qualité.

Sur le plan de la couverture téléphonique mobile, toute la communauté rurale est couverte ; on peut avoir accès au moins à l'un des trois opérateurs GSM présents au Sénégal (Orange, Tigo et Expresso).

L'accès à la radio est possible sur la bande FM, avec une qualité d'écoute nettement meilleure le soir. Les radios les plus écoutées sont : Dunya, RTS, Sud, Walf, etc. Pour regarder la télé en toute saison, c'est surtout avec les chaines satellitaires par un système de distribution par « cablage » à défaut d'avoir les moyens de se payer sa propre parabole. Par ailleurs, mais avec une qualité moindre, l'on peut capter les chaines de télés locales en VHF ou UHF.

7.2- L'énergie

Les besoins en énergie sont très pressants dans la communauté rurale. Seuls quatre villages ont accès à l'électricité (Ndombo, Mbane, Thiago et Ndiakhaye). Pour les besoins des services sociaux de base, les infrastructures communautaires sont souvent alimentées à l'énergie solaire (surtout au niveau des postes de santé) ou au gasoil pour tous les forages qui n'ont pas accès à l'électricité thermique, les stations de pompage etc.

Les ménages sont branchés à plus de 90% au réseau SENELEC pour les villages qui disposent d'électricité. Dans les autres villages, les ménages s'équipent de lampes solaires ou chargeables à l'électricité à défaut de les faire fonctionner avec des piles changeables. Dans certains hameaux, l'on se sert souvent de la lumière produite par les foyers de cuisine pour éclairer les concessions.

L'utilisation de bois de chauffe est la pratique la plus courante pour la satisfaction des besoins en combustibles. Le charbon de bois et le gaz butane sont aussi très usités ; seulement ces deux produits souffrent de pénurie. Du fait de la rareté des ressources ligneuses, certains ménages utilisent la bouse de vache et dans les gros villages, le gaz est entrain de supplanter progressivement les combustibles traditionnels.

Dans le cadre de la vulgarisation de combustibles de substitution, des séances de démonstration à l'utilisation de charbon à base de typha ou de balle de riz ont été organisées dans certains villages. Il n'y a pas eu de suite pour l'adoption de ce combustible alternatif par les ménages.

Face à ce déficit d'énergie, il n'y a pas de mécanisme ou de comportement visant à réduire les besoins en énergie. Les fourneaux ou foyers améliorés pour la réduction de la consommation de bois ou de charbon de bois ne sont pas très développés dans la communauté rurale. Cette observation est aussi valable lorsqu'on s'interroge sur l'ingénierie des bâtiments, l'économie d'énergie ou les conforts que l'on peut tirer des opportunités de la nature, ne sont pas tenus en compte dans les méthodes de construction dans la plupart des cas. Cependant, l'on note que l'éparpillement des bâtiments dans les concessions, favorise la circulation de l'air et la diffusion de la lumière.

Sur le plan agricole, l'essentiel de la production est assurée par des stations de pompage qui fonctionnent au gasoil. Seuls 200ha financés à Thiago dans le cadre de la coopération la JICA sont alimentés à l'électricité.

7.3- Les financements

Sur l'ensemble du territoire de la communauté rurale, seule la mutuelle MEC-DELTA a son siège à Mbane avec l'appui de la coopération italienne par le biais de CISV. La mutuelle WAMEC est la seule créée par et pour les populations de la communauté rurale de Mbane ; cependant son siège se trouve dans la commune de Richard Toll. Cette dépendance est d'autant plus visible que l'essentiel des institutions financières qui ont une contribution considérable dans les secteurs de productions sont basées à Richard Toll. Il s'agit : de la CNCAS, du CMS, et du PAMECAS.

D'autres institutions de financement interviennent spécifiquement auprès de leurs groupes cibles : il s'agit du FEPRODES pour les femmes, du FNPJ pour les jeunes etc.

Les financements les plus significatifs constatés dans la communauté rurale proviennent des programmes de l'Etat et des partenaires bilatéraux, notamment au niveau des infrastructures de production (centre de formation pour la pêche, aménagements primaires, stations de pompage etc.).

XIII- JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS, CULTURE ET PATRIMOINES

8.1- La Jeunesse

La communauté rurale de Mbane compte une population fortement jeune avec près de 63% de la population âgées de moins de 35 ans.

Le groupe d'âge de 15 à 35 ans constituant l'un des piliers du développement de la CR, est confronté à de nombreux problèmes relatifs à l'insuffisance de collèges pouvant les accueillir après le CM2 à l'instar des âgés de 14 ans, l'inexistence de structures de formation professionnelle, l'accès à l'emploi, l'accès à la terre, les mariages précoces et l'accès aux financements

A ces faiblesses et contraintes, les solutions suivantes ont été proposées : l'augmentation du nombre des collèges dans la CR, l'ouverture de centre de formation professionnelle à MBane, l'ouverture d'un lycée à MBane, la création des structures d'insertion des jeunes, la facilitation de l'accès à la terre des jeunes et aux financements.

8.2- Le sports

Dans la CR de MBane, seules deux disciplines sont pratiquées à savoir le football et la lutte

Pour le football : il existe 21 ASC dont 16 affiliées à l'ODCAV de Dagana avec un total de 1190 pratiquants répartis comme suit :

16 à 18 ans Cadets : 430 pratiquants

18 à 35 ans Seniors : 760 pratiquants

L'accès est très moyen avec un seul terrain aménagé à Mbane et 37 aires de jeu de mauvaise qualité inégalement réparties dans la CR sans aucune menace d'expropriation ou de dangers autres que l'absence des forces de l'ordre lors des compétitions.

La CR de Mbane qui est la zone 3 de l'ODCAV de Dagana est divisée en trois poules regroupant les 16 équipes dans un championnat très populaire, mais amateur avec un encadrement local ayant comme partenaires le CR et quelques mécènes originaires de la zone.

Les faiblesses ou contraintes du football sont : l'inexistence de stade dans toute la CR, le mauvais état des aires de jeu non aménagées, l'inexistence de formation ou de recyclage pour les cadres, l'insuffisance de ressources financières, l'insécurité, les difficultés de transport des équipes lors des compétitions, l'absorption des meilleurs talents par les ASC de Richard Toll, l'absence de couverture sanitaire des joueurs.

S'agissant de la lutte, elle est pratiquée lors des phases finales en prélude à la finale lors de la veillée culturelle. Il est également organisé des compétitions régulières avec la CR de Syer. Les contraintes notées sont liées à l'inexistence d'une arène de lutte dans toute la CR, le manque de financement, l'absence de prise en charge sanitaire des lutteurs, la faiblesse des motivations financières des lutteurs, l'absence de politique de renforcement des capacités des lutteurs et de l'encadrement, l'irrégularité des rencontres de lutte.

Le sport dispose néanmoins de forces et d'opportunités pour son développement que sont : la motivation forte des populations envers les disciplines pratiquées (football, lutte), l'existence de talents avérés.

Les solutions préconisées pour le développement du sport sont: l'aménagement de terrains fonctionnels dans les gros villages de la CR, la construction de stades omnisports, la promotion des autres disciplines (basket, handball, athlétisme etc. …), la formation et le recyclage de l'encadrement de toutes les disciplines.

8.3- Les loisirs

La faible électrification de la CR demeure l'une des causes du sous-équipement de la CR en postes téléviseurs ajouté à cela l'inexistence de salles de cinéma dans toute la CR malgré le nombre très important d'amateurs de lutte, de football et de danse traditionnelle Walo Walo basée sur le Cosaan

Le CR, à travers sa commission Jeunesse, Sports, Culture et loisirs demeure l'un des partenaires privilégiés du sous-secteur hormis certains cadres.

Les foyers de jeunes demeurent toutefois des réceptacles de loisirs dans les villages.

Les loisirs se résument ainsi aux activités « d'Ada ak Cosan », aux manifestations folkloriques et aux soirées dansantes.

Le sous-secteur dispose néanmoins de forces et d'opportunités que sont : la présence de sites culturels, la présence de ressources humaines à former dans le domaine.

Les contraintes du sous-secteur Loisirs demeurent : l'insuffisance de l'expertise dans le domaine moderne du loisir et l'insuffisance des moyens matériels et financiers.

Les solutions suivantes ont été préconisées : la multiplication et l'animation des foyers de jeunes, le développement de l'écotourisme dans la CR, le financement du sous- secteur loisirs et la formation des encadreurs dans le domaine.

8.4- La culture et les patrimoines

Les activités culturelles de la CR sont les suivantes : la circoncision traditionnelle, l'art culinaire marqué par les plats traditionnels, les activités de « Ada ak Cosan », la lutte traditionnelle et les mariages traditionnels durant les fêtes de Tabaski et de Tamkharite.

Les cibles de ces activités culturelles varient de moins de sept ans pour la circoncision traditionnelle, de 10 à 14 ans pour le Cosan, passant de 15 à 35 ans pour la lutte traditionnelle et de 16 à 20 ans pour les mariages traditionnels.

Les populations de la CR ont une très bonne perception des activités culturelles et des ressortissants de la CR viennent de Dagana, partout dans le Sénégal et aussi de Nouakchott pour marquer leur intérêt.

La CR regorge de sites historiques non exploités tels que :

- Dogou Bour : place interdite à toute autorité (à 1km 500 de Saneine)
- Dakhar Dahaa : acceptation de toute prière faite sous l'arbre situé à 1 km du village de Saneine
- Dakhar El Hadji Malick sous lequel le saint homme a écrit Taysir, à Ndombo Sandjiry Diop
- Kan Diack dans le Lac du Guiers entre NDiakhaye et Malla où réside le mauvais esprit (Rab)

Toutefois, les 72 heures de Mbane organisées par les cadres de la CR et les 72 heures de NDombo organisées par l'AVD de NDombo demeurent les activités culturelles de grande envergure de la CR.

Ainsi, la culture regorge de forces et opportunités pour son développement que sont : l'adhésion et appropriation des populations de la CR, l'existence d'une expertise, de talents avérés et la manifestation d'intérêt du CR

Les faiblesses et contraintes du sous- secteur sont ainsi identifiées :

- inexistence de maison de la culture digne de son nom dans la CR,
- absence de financement de la culture
- inexistence de formation ou de recyclage des acteurs, et de l'encadrement

Les solutions préconisées à ces contraintes sont :

- la construction d'une maison de la culture ou centre culturel à MBane,
- la formation ou affectation d'encadreurs culturels à MBane, NDombo et à Thiago,
- la restauration des sites historiques,
- la grande information et la vulgarisation des événements culturels.

IX- GENRE, GROUPES VULNERABLES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le Genre et développement local est un volet innovant qui nous permet d'appréhender la situation des groupes vulnérables dans la CR afin d'y apporter des solutions progressives dans la planification des actions à mener.

La population de la CR est constituée en grand nombre de 0 à 14 ans et de 15 à 35 ans avec une population moyenne de femmes âgées de 15 à 49 ans dite Femmes en âge de procréer, les âgés de plus de 65ans et plus sont à un pourcentage moindre et les personnes en situation de handicap sont d'environ 45 dans le village de MBane et plus de 300 dans le reste de la CR.

Les principales difficultés ou besoins non satisfaits de ces groupes vulnérables varient selon le groupe d'âge ainsi :

- Le groupe d'âge de 0 à 14ans reste confronté à de nombreux besoins non satisfaits tels que : la prise en charge insuffisante sur le plan santé principalement pour la bilharziose et le paludisme, les frais de scolarité en dessus du pouvoir d'achat de la plupart des familles, l'insuffisance de collèges pouvant les accueillir après le CM2, l'orientation vers le métier dés le bas âge sans fréquenter l'école primaire, les pires formes de travail de l'enfant (aide familial agricole, éleveur, pêcheur, artisanal), l'inexistence de garderie d'enfants et de case des tout-petits dans toute la CR.
- Quant à ceux de 15 à 35 ans, les contraintes ont été identifiées et répertoriées à la partie Jeunesse du document
- Les femmes âgées de 15 à 49 ans généralement appelées les femmes en âge de procréer constituent un pourcentage important de la population et est une cible des OMD, d'où la nécessité de leur accorder un suivi particulier dans tous les documents de planification. Dans la CR de Mbane, elles sont confrontées aux besoins non satisfaits suivants :

- problème d'informations sur la santé de la reproduction,
- problème de personnel qualifié dans le domaine (une seule sage-femme dans la CR basée à Ndombo (2 semaines de présence) entraînant plus de 70% des accouchements assistés par les matrones,
- la plupart des visites pré et post natales sont effectuées par les ICP ; ce qui pose des problèmes de non fréquentation de certaines femmes liées aux croyances traditionnelles, inexistence d'ambulance devant assurer les évacuations sanitaires dans toute la CR.

En plus de ces problèmes de santé de la reproduction, les femmes sont confrontées à des problèmes de formation, de faible accès à la terre et l'absence de financement pour leurs activités
Les solutions suivantes sont retenues pour résoudre les contraintes évoquées pour les femmes en âge de procréer : affectation d'une sage-femme à Mbane, mise en place de deux ambulances dans la CR, relever le plateau technique et renforcer l'équipement médical, développer l'IEC/SR surtout pour les CPN, la PF et la PTME, les facilités d'accès à la terre et accès aux financements des femmes.

- Les personnes âgées de plus de 65 ans constituent une partie des couches vulnérables non moins importante de la population confrontée tout de même à des problèmes réels que sont : la non prise en charge par le plan Sésame, l'absence de spécialiste en gérontologie même à Richard-Toll, les travaux manuels insupportables par l'âge au niveau des exploitations agricoles, les pensions très faibles pour les retraités de l'administration et du privé.

Les solutions suivantes sont proposées pour améliorer leurs conditions d'existence à savoir :

- leur accès à la prise en charge SESAME,
- la prise en charge de leurs maladies spécifiques,
- l'amélioration de leurs revenus (pensions à relever, financement de projets en embouche ovine, bovine et en aviculture)

- La CR de MBane, à l'instar des autres collectivités locales, compte une population non négligeable en situation d'handicap communément appelées personnes en situation d'handicap, constituées en une association communautaire ayant son siège social à Mbane. On constate tout de même certaines personnes qui n'ont pas intégré l'association qui les regroupe. Les problèmes ont été notés les concernant :
  - leur non adaptation physique aux travaux agricoles, pastoraux etc …,
  - l'absence de leur suivi médical,
  - les coûts des soins chers et non subventionnés,
  - les difficultés d'accès aux financements et l'absence d'appui institutionnel au profit de l'organisation

Ainsi les solutions suivantes ont été proposées pour l'amélioration de leur situation :

- des consultations gratuites et complètes avec suivi régulier par un médecin,
- un appui institutionnel pour la construction d'un siège équipé et multifonctionnel à Mbane
- le financement de projets adaptés à leur situation physique pour leur autonomisation (embouche bovine, ovine et aviculture)

X - L'ECONOMIE LOCALE

10.1- Profil historique

L'économie locale de la communauté rurale de Mbane, au sens d'un processus de création de richesses (Produit local brut) par l'ensemble des activités de production développées sur le territoire, a toujours été basée sur un secteur primaire moteur et un secteur informel en progression. L'histoire relativement récente de l'économie locale, fait apparaître deux profils.

Le premier (avant 1970), assimilable à une économie, reposait sur :

- une agriculture pluviale dans le Diéri et la décrue autour de la Tawaye et du lac de Guiers avec le mil comme principal produit et quelques autres cultures vivrières.
- une pêche continentale déficitaire,
- un élevage bovin, ovin et caprin pour des objectifs sociaux ou de sécurisation : prestige, préparation d'évènements, thésaurisation,
- une cueillette des produits de la forêt pour la subsistance et la préparation de cadeaux à distribuer pendant les voyages dans les centres urbains,
- un secteur informel en balbutiement tourné autour de l'artisanat traditionnel (forgerons, cordonniers, etc.), le petit commerce et le transport hippomobile.

Ce premier profil correspond à une économie de subsistance fermée : productions et services locaux entièrement destinés à l'autoconsommation (surplus dans la pêche), des importations faibles, faisant même du riz un produit de luxe.

Le second profil (1970 – à nos jours) a eu pour éléments déclencheurs la sécheresse, la réalisation des aménagements par la SAED, la pénétration des fonctionnaires, l'appui de missionnaires chinois et l'entrée des femmes dans l'économie. Ils ont fait naître chez les populations, l'amélioration et l'adaptation des conditions de production, la recherche de la productivité dans toutes les activités économiques développées, l'engouement vers un cadre de vie épanouissant.

La Communauté rurale prenait ainsi son envol vers la structuration d'une économie locale moderne, parce que préparée dans les échanges avec l'extérieur.

C'est autour de cette problématique qu'il faut comprendre la place de Richard-Toll dans le développement de Mbane, qu'il faudra prendre en compte dans le développement actuel et futur de la CR.

Aujourd'hui, l'économie locale de la CR de Mbane est structurée autour de :

- une agriculture irriguée aux abords des cours d'eau (Tawaye et lac de Guiers) et la culture pluviale dans le Diéri portant sur des spéculations à haute valeur ajoutée,
- une pêche avec des prises faibles à cause des plantes envahissantes,
- un élevage productif pratiqué par toutes les populations, alors que partout ailleurs dans la région, cette activité reste l'apanage des peulhs,
- une production forestière diversifiée et très prisée, offrant des revenus importants aux exploitantes et exploitants,
- un secteur informel porteur axé sur :
    - l'artisanat avec des corps de métier en adéquation avec les besoins,
    - le commerce tourné vers les produits locaux (agriculture, élevage, pêche, artisanat et manufacturières),
    - le transport automobile et hippomobile pour le déplacement des personnes et des productions du secteur primaire.

Ainsi, Mbane est une des rares communautés sénégalaises avec la perception d'être dans la voie de la réduction de la pauvreté et de la croissance économique.

Cependant des contraintes, constituant même des menaces, sont perceptibles dans plusieurs sous secteurs : pêche, agriculture, ressources forestières qui sont les seules potentialités de la Communauté rurale.

10.2- Les secteurs de l'économie locale

Avec une quasi-absence du secteur moderne, l'économie locale de la communauté rurale de Mbane repose sur les secteurs primaire et informel.

10.2.1- le secteur primaire

Il couvre les sous secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la forêt.

10.2.1.1. L'agriculture

Avec un total de 2347,61 ha de superficie aménagée et de 1812,32 ha de superficie exploitée au courant de l'année 2009, l'agriculture est la principale activité génératrice de revenus dans la CR.

Elle se présente sous deux formes avec la quasi-disparition de la décrue. Elle est pratiquée en irrigation aux abords de la Tawaye et du lac de Guiers et en culture pluviale dans le Diéri.

Tableau N°14 : Superficies aménagées et des superficies exploitées

Communauté Rurale	Superficies aménagées (en ha)	Nombre Total UMV	Superficies exploitées (en ha)
MBANE	2347,61	180	1812,32

Source : SAED

Tableau N°15 : Superficies exploitées en diverses cultures en hivernage, saison froide et saison chaude

Superficie en hivernage (en ha)				Superficie en saison froide (en ha)				Superficie en saison chaude (en ha)		
Riz	Maïs ou Sorgho	Autres	Total	Tomate	Maïs ou Sorgho	Autres	Total	Riz	Autres	Total
280,72	67,4	392,87	740,99	83,84	11,5	411,71	507,05	224,01	340,27	564,28

Source : SAED

L'agriculture irriguée : elle concerne à peine 20% des ménages et est caractérisée par une diversité culturale et des rendements assez importants. Aptes pour toutes les variétés de culture, les spéculations les plus pratiquées par les producteurs de la CR sont l'arachide, le riz et le maraîchage.

L'arachide est cultivée deux fois l'an, principalement en contre saison avec des rendements situés entre 2 et 2,5 tonnes à l'hectare. Le prix au producteur est d'environ 400 FCFA le « andar » (1,15 kg) en plus de la paille très recherchée pour l'alimentation du bétail. Pourvoyeuse d'emplois saisonniers, elle est aussi efficace pour l'élimination des nématodes en culture de rotation.

Une grande partie de la production est écoulée bord champ avec des commerçants en provenance des grands centres urbains (Dakar, Touba, Saint-Louis), ou à Richard-Toll.

La culture de l'arachide souffre de la gestion inadaptée du régime hydrologique, de la mauvaise qualité des semences, de la cherté des intrants (18 46 00) et de l'insuffisance des aménagements.

La culture du riz en progression dans la CR, est aujourd'hui présente à Ndombo et à Thiago dans la zone de la Taouey et un peu aux abords du lac de Guiers. Les rendements moyens sont de 5,5 tonnes à l'hectare. Le prix au producteur semble stagner à 8 500 FCFA par sac de paddy de 60 kg.

La culture du riz a l'avantage d'être le principal produit de consommation des sénégalais, et ses sous produits en particulier le son et les résidus (sankhal) sont très utilisés pour engraisser le bétail.

Les facteurs bloquants de la culture du riz sont les retards dans la mise en place des crédits, l'absence de circuits fiables de commercialisation, les menaces liées aux oiseaux granivores, les maladies fréquentes et la cherté des intrants.

Le maraîchage principalement pratiqué en contre saison froide, est la culture la plus en vue par les agriculteurs de la CR à cause de sa haute productivité. La patate douce, l'oignon, les pastèques sont les principales spéculations à côté de la tomate, des choux, du piment, des aubergines, du maïs, des melons, du gombo, etc.

Les rendements sont appréciables (entre 20 et 40 tonnes à l'hectare) et les prix sont très rémunérateurs. Les productions sont vendues bord champ auprès de commerçants venus des

centres urbains (Dakar, Touba et Saint-Louis, etc.) et de la Mauritanie pour la patate et les melons, les pastèques et la tomate.

Les difficultés notées dans le maraîchage sont la sensibilité des spéculations aux maladies, la cherté des intrants, les difficultés de stockage et de conservation de certains produits, etc.

La patate douce est aujourd'hui toute espèce confondue, la première spéculation à cause de sa rentabilité. Elle résiste bien aux maladies, mais a de grandes capacités d'infestation de la terre par les nématodes.

Peu assistés par l'Etat dans la production, ces agriculteurs de la CR de Mbane travaillant sur les aménagements comprennent parfaitement la notion de productivité. Ils rêvent d'une agriculture moderne et sécurisée bâtie autour des hautes technologies d'aménagement et d'irrigation (aménagement au laser, systèmes goutte à goutte, aspersion, etc.) avec de grandes capacités de commercialisation (exportation). Ils sont sur le bon chemin avec des revenus moyens actuels de plus de 150 000 FCFA par mois (estimés à partir des dépenses).

Cependant, ils doivent être plus exigeants à la conservation durable des ressources (terre et eau) et orienter leur développement vers l'accroissement de la production et la conquête de nouveaux marchés, plutôt que d'indexer leur productivité sur les prix au producteur qui flambent à cause de l'étroitesse de l'offre par rapport à la demande.

La culture sous pluie : pratique ancestrale, l'agriculture sous pluie est pratiquée dans le Diéri, terres éloignées des cours d'eau (Tawaye et lac de Guiers) pendant l'hivernage. Elle est pratiquée par environ 80% des ménages. La récolte est pour l'essentiel destinée à la consommation familiale. Elle est caractérisée par des rendements faibles à cause de l'insuffisance de l'engrais utilisé, de la pluviométrie souvent déficitaire, du manque de qualité des semences, malgré l'intervention de l'Etat.

Les principales spéculations cultivées sont le mil, le niébé, l'arachide, les pastèques, etc.

Pour le mil et l'arachide qui en sont les cultures les plus significatives, les rendements sont loin d'atteindre 300 kg à l'hectare soit seulement près du dixième de ce qui est obtenu sur les aménagements.

En plus des contraintes déjà évoquées, l'agriculture sous pluie souffre des fréquentes maladies des plantes, des oiseaux granivores et de la divagation des animaux entre autres.

Il est établi que la culture sous pluie traverse de grandes difficultés et doit aujourd'hui son existence aux velléités culturelles et au manque d'alternatives des habitants restés dans le Diéri. La recherche agricole doit se développer en proposant des variétés à très court cycle (moins de trois mois et peu exigeantes en eau), faute de quoi la construction de chéneaux résistants à l'infiltration semble être l'unique solution.

- **Les programmes d'appui au développement agricole dans la CR**

Le sous secteur de l'agriculture bénéficie d'appuis matériels et techniques auprès d'acteurs divers comme indiqué dans le tableau suivant:

Tableau N°16 : Les partenaires

Les PARTENAIRES	DOMAINES ET ACTIVITES
Etat du Sénégal, ses démembrements et ses programmes	Etat : distribution de semences d'arachide et d'engrais aux agriculteurs de la CR. SAED : appui conseils, réalisation d'études et d'aménagements hydro-agricoles ANCAR : appui, conseils et organisation des producteurs ruraux (création du CLCOP),
ASESCAW. .	Appui technique aux producteurs et financements pour acquisition de semences et d'équipements
Mond 3 ONG espagnole	Appui technique et financements
ASPRODEB	Reconstitution de semences d'arachide.
Caisse Nationale de Crédits Agricoles du Sénégal (CNCAS)	Crédits de campagne pour le riz et la tomate industrielle
Les mutuelles	Crédits (campagnes, commercialisation, etc.)
La Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS)	Construction de pistes Construction de bassins pour l'abreuvement du bétail, etc.
Autres privés (exploitants)	Construction de chéneaux pour leur exploitation mais avec accès par les petits agriculteurs à la périphérie des infrastructures.

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

- **Les projets de développement agricole en vue dans la CR**

Le PDMAS vient de démarrer ses activités pour la réalisation d'aménagements, la modernisation des exploitations, l'appui à la production et à la commercialisation dans le département. Son intervention dans la Communauté rurale de Mbane sera pour bientôt.

L'OMVS envisage de réaliser la réhabilitation des aménagements de Ndombo (200 ha) et de Thiago (250 ha).

La CSS dans le cadre d'accord de la Communauté rurale pour la réalisation d'un pont sur la Taouey pour le passage de ses véhicules, construira en contrepartie, un canal partant du Walo au Diéri au bénéfice des populations, des pistes pour le désenclavement des zones et mettra de l'électricité pour tous les villages traversés.

Dans le cadre d'un programme d'investissement pour la modernisation de son outil de production pour atteindre l'autosuffisance du Sénégal en sucre, la CSS avec l'accord de la CR a engagé un projet KT150 d'environ 60 milliards pour la production à terme de 150 tonnes par an.

Ces projets envisagés entre le Conseil rural et la CSS, doivent faire l'objet d'une formalisation par une convention signée en bonne et due forme pour garantir leur réalisation.

Tableau N°17 : Synthèses des contraintes et des opportunités de l'agriculture

Types de culture	Contraintes et faiblesses	Opportunités et atouts
CULTURES IRRIGUEES	- Insuffisance des aménagements, - Défaut d'étude d'impact environnemental, - Aménagements sommaires des privés sans études techniques préalables, - Mauvaise qualité des semences, - Cherté des intrants, - Retard des crédits de campagne, - Fréquence des maladies des plantes, - Gestion inappropriée de l'hydrologie, - Menaces des oiseaux et des criquets, - Non maîtrise de la commercialisation, - Enclavement des zones de production, - Manque d'infrastructures de stockage, - Manque de matériels agricoles, - Déficit de formation des producteurs.	- Capacités des producteurs, - Terres fertiles, - Ouverture à la modernisation, - Prix producteur rémunérateur, - Existence d'un marché (R-Toll, commerçants du Sénégal et de la Mauritanie, etc.), - Relative maîtrise de l'eau, - Existence de partenaires (projets et programmes d'appui), - grande ambition des producteurs
CULTURES SOUS PLUIE	- Irrégularité de la pluviométrie, - Non mise en œuvre du POAS - Divagation des animaux, -Réduction dramatique des pâturages, - Mauvaise qualité des semences, - Menaces des oiseaux et des criquets, - Manque de matériels agricoles, - Enclavement, - Rendements faibles.	- Coûts de production faibles, - Existence de terre.

10.2.1.2- L'élevage

Avec une fonction stratégique et économique avérée, l'élevage, dans la CR de Mbane, est caractérisé par un cheptel important et relativement diversifié comme l'indique le tableau ci-suit.

Tableau N°18 Evolution du cheptel (nombre de têtes)

Espèces	POAS (2000)	2008	2009	croissance (%)
Bovins	20 000	42000	43000	**115**
Ovins	7 500	37000	38000	**406,67**
Caprins	9 500	42000	42500	**347,37**
Equins	1 150	1660	1800	**56,52**
Asins	5 000	1900	2000	**-60**
Camelin	45	-	-	
Volaille	20 000	13000	13500	**-32,5**

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

Activité très rentable, l'élevage est pratiqué par toutes les ethnies en présence dans la CR. Il est source de financement de l'agriculture chez les wolofs et un moyen de thésaurisation chez les peulhs.

Avec ces dernières années pluvieuses et l'abondance des sous produits agricoles (arachide, patate, riz, etc.), l'élevage amorce un développement très ressenti dans la CR, comme en témoigne le nombre des ménages concernés (90%), le nombre de têtes moyen par troupeau (65 ovins, 50 bovins, 32 caprins source POAS).

Les bovins avec un effectif de 20 000 têtes en 2000 sont passés à 43 000 en 2009, soit une variation de 115%. A l'exception d'une petite minorité s'adonnant à l'embouche bovine, l'essentiel des animaux est élevé de manière extensive (recherche de pâturage, transhumance).

Aujourd'hui, on constate l'apparition de petites unités de transformation de lait installées à Richard-Toll mais s'approvisionne auprès des éleveurs de la CR. Malheureusement, avec les difficultés d'accès en aliments concentrés et les caractéristiques de la race « Ndama » qui peuple les troupeaux, les rendements en lait sont très faibles (moins de 5 litres par vache et par jour).

Les maladies les plus fréquentes chez les bovins sont : la fièvre aphteuse, les distomatoses, les parasites internes et externes, etc.

Les ovins sont passés de 7 500 têtes en 2000 à 38 000 en 2009, soit une variation de 407%. Ils sont surtout élevés à domicile pour l'embouche et vendus pour régler un besoin. La pasteurellose ovine est aujourd'hui la maladie la plus observée chez les moutons.

Les caprins sur la même période sont passés de 9 500 unités à 42 500, soit une variation 347%. Ils sont souvent laissés en divagation et commercialisés pour faire face à un petit problème d'argent d'un membre de la famille.

Les équins ont évolué de 1 150 têtes en 2006 à 1 800 en 2009, soit une variation de 56,52%. Ils sont utilisés pour les activités champêtres et le transport de personnes et des marchandises. Les maladies les plus répandues chez les équins sont la colique et le gourme.

Apanage quasi exclusif des maures, les camelins étaient autrefois élevés comme moyen de transport pendant les longs voyages. Ils sont aujourd'hui en nette diminution à cause du développement des autres moyens de transport. Sa viande n'est pas tellement prisée.

Les volailles connaissent sur la période une variation à la baisse de 32,5%. L'élevage de la volaille garde encore tout son aspect traditionnel et est l'affaire des femmes. Avec cette forme d'élevage, les sujets trouvent eux-mêmes leur propre nourriture et les coûts de production sont moindres. La volaille connaît cependant des maladies comme la variole.

Pour l'accompagnement du développement de l'élevage, l'Etat, par ses services, intervient dans l'insémination artificielle (Service de l'élevage), appui conseil et l'introduction des coqs « raceurs » (ANCAR) et a mis avec des partenaires une ligne de crédit pour le financement de la modernisation de fermes et d'étables (ex projet ASODIA).

L'ONG « ASESCAW » s'est aussi orientée vers l'insémination artificielle pour améliorer les races bovines et contribuer à l'accroissement de la productivité de l'élevage.

La laiterie du berger installée à Richard-Toll, est en partenariat avec des éleveurs auprès desquels, elle achète la production de lait et les ravitaille en aliments concentrés

L'ambition des éleveurs est de voir instituée dans la CR, une filière dense avec des fermes modernes, des races améliorées et productives et des unités de fabriques d'aliments accessibles aux éleveurs.

Notons cependant que l'élevage court une menace pesante avec les vagues de froid dont la dernière qui s'est produite en 2002, avait décimé le cheptel bovin et ovin en particulier.

En guise de conclusion, le tableau suivant récapitule les contraintes et atouts du sous secteur de l'élevage dans la CR.

Tableau N°19 : Forces et faiblesses du sous secteur de l'l'élevage

Faiblesses et contraintes	Forces et opportunités
- Vols de bétail, - Manque d'infrastructures d'appui, - Difficultés d'accès aux concentrés, - Absence de financements adaptés, - Réduction et appauvrissement des pâturages, - Persistance des feux de brousse, - Non maîtrise de la commercialisation, - Déficit de formation des éleveurs	- Abondance de sous produits agricoles, - Existence d'une demande (marché), - Source de financement de l'agriculture, - Emergence d'unités laitières, - Présence massive de peulhs, - Utilisation des bouses de vaches pour la fabrication de fertilisants (bio fertile).

Source : Enquêtes de l'ARD pour l'élaboration du PLD 2010-2015

10.2.1.3- La pêche continentale

La Communauté rurale dispose de deux zones de pêche avec les deux cours d'eau que sont la Tawaye (défluent) et le Lac de Guiers.

Au niveau de la Tawaye, la pêche est pratiquée avec les sennes de plage, tandis qu'au lac de Guiers, elle se fait avec les filets dormants et les « dolinke » (hameçons).

Le tilapia est de loin la principale espèce pêchée constituant plus de 70% des prises à côté des chinchards, des capitaines, etc.

Statistiques et analyse des mises à terre

Les quantités débarquées, de même que le nombre de pêcheurs, baissent d'année en année, mais tout le monde s'accorde sur le fait que la ressource est toujours présente an abondance dans les eaux. Les plantes envahissantes (le typha) et la grande hauteur des eaux font que les pêcheurs ont des difficultés d'accès aux poissons.

Ces plantes envahissantes ne sont pas toujours considérées comme un inconvénient. En effet, devant le non respect des règles de sauvegarde de la ressource par la plupart des pêcheurs y compris les maliens migrants, le typha était le seul régulateur des prises.

Avec les prix très rémunérateurs des produits, les pêcheurs sont tous d'accord sur la rentabilité de leur activité.

On dénombre aujourd'hui près de 500 pêcheurs (les maliens non comptés) qui sont organisés dans deux conseils de pêche, dont les quelques activités menées sont orientées vers des demandes d'appui auprès de l'Etat.

En effet les problèmes que rencontre la pêche continentale dans la Communauté rurale ont pour noms : l'envahissement des eaux par les plantes aquatiques, le niveau d'eau élevé, la cherté du matériel de pêche, les difficultés d'accès au financement, les zones interdites de pêche (réserve), les noyades, le manque de moyens du centre de pêche.

Notons cependant que l'Etat envisage de doter le centre des moyens nécessaires et de l'équiper convenablement pour assurer le développement de la pisciculture dans la communauté rurale

10.2.1.4- L'exploitation forestière

Avec une vaste superficie et une faible densité, la Communauté rurale a toujours disposé d'une forêt riche en produits animaux et végétaux. On y trouve aujourd'hui :

- deux zones amodiées pour la pratique de chasse (sanglier et petit gibier),
- le guawé, le niandane, le bouye, le jujube, le sump, le bois de chauffe, les gousses d'accacia, le typha, etc.

Ces produits végétaux en particulier le guawé, sont cueillis, préparés et vendus à des commerçants venus de Dakar et des autres centres urbains du pays.

Les exploitants ne se comportent pas comme des professionnels, ils font juste prévaloir un droit d'usage ménager. Ainsi ils ne disposent d'aucune organisation et payent une taxe aux services des eaux et forêts pour l'acheminement des produits vers les grandes villes.

Les quelques appuis pour la sauvegarde et l'exploitation des produits forestiers sont :

- l'Etat à travers le service des Eaux et forêts,
- le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers son projet bio diversité qui aide les populations dans la régénération forestière,
- le Centre de Suivi Ecologique (CSE) pour la reconnaissance des marres et des feux de brousse.

A l'exception du typha, toutes les ressources animales et forestières sont en diminution à causes des sécheresses répétées, des déforestations et des inondations (Guawé)

Néanmoins, la forêt est aujourd'hui dans la communauté rurale une importante source de revenus, mais des efforts plus énergiques sont nécessaires pour sa régénération.

10.2.2- Le secteur informel

L'informel, constitué des sous secteurs du petit commerce, de l'artisanat et du transport, vient en appoint au secteur primaire, le moderne étant existant. A l'exception des mutuelles locales, aucun appui n'est à leur portée.

10.2.2.1- Le commerce

Il porte sur les intrants, les produits de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche de l'artisanat et des boutiques de quartier.

En plus de Richard Toll, lieu par excellence de vente des produits, il est organisé dans la communauté rurale trois marchés hebdomadaires (Mbane, Niassanté et Bouteyni).

Les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et artisans font eux-mêmes le commerce de leurs produits soit à Richard Toll ou dans les lieux de production.

Par contre on note l'existence de vrais commerçants (approvisionnement et commercialisation) qui sont en majorité constitués de femmes. Ces dernières mobilisent leurs capitaux auprès d'un membre de la famille ou à partir d'un prêt contracté auprès d'une mutuelle.

Le sous secteur du commerce est confronté à l'enclavement des lieux d'approvisionnement, aux difficultés d'accès financements et à un manque de formation en matière de gestion.

10.2.2.2- L'artisanat

Si autrefois les activités artisanales se limitaient aux métiers traditionnels (forgeron, bijoutier, coordonnier, laobés), la Communauté rurale renferme aujourd'hui une gamme très diversifiée qui couvre la quasi-totalité des besoins des populations en matière de produits et de services.

Dans les gros villages Mbane, Thiago, Ndombo, Diaglé, Saré Lamou Ndiakhaye, tous les produits et services de l'artisanat sont disponibles.

Les métiers les plus courants sont la fabrication des nattes, la teinture, le traitement des cuirs et peaux, la transformation des produits agricoles et forestiers et de la pêche, les maçons, les menuisiers bois et métalliques, les peintres, les plombiers, les électriciens, les mécaniciens, etc.

La communauté rurale ne dispose pas de centre de formation professionnelle et technique, les artisans sont souvent formés à Dakar, Nouakchott, ou Saint-Louis.

Même si quelques uns d'entre eux sont affiliés à la chambre des métiers de Richard Toll, les artisans ne se retrouvent pas encore dans une organisation communautaire dynamique pour la prise en charge du développement de leurs activités.

Ils rencontrent des difficultés pour leur perfectionnement, l'équipement des ateliers, l'accès au financement, l'approvisionnement en matière première et la commercialisation des produits finis.

Très peu d'entre eux replissent les conditions requises pour prétendre à un marché public. Des initiatives doivent être prises pour amener les plus performantes à pouvoir répondre aux appels d'offres surtout ceux lancés par la communauté rurale.

10.2.2.3- Le transport

Presque dépourvue de routes bitumées et assez pauvre en pistes, les moyens de transport existant dans la communauté rurale sont les véhicules Mercédès 35 places, les supers SG camionnés, les PICK UP 4x4 et les charrettes (chevaux et ânes).

Ces moyens de transportent aussi bien les personnes, le animaux que les marchandises.

Les véhicules et les pistes manquent de confort et le transport intérieur est relativement cher (Mbane – Richard Toll 500 F pour 27 km, Ndombo-Thiago 200 pour 7 km). Cependant avec cars baptisé «horaires», le transport sur Dakar est à bon prix (3 500 F).

Beaucoup de villages sont encore loin des pistes, ce qui amène certaines populations à faire plus de 3 km à pied pour trouver un moyen de transport.

La filière transport est inexistante dans la communauté rurale, c'est à Richard Toll où l'on trouve le garage de Mbane avec des mécaniciens, des boutiques de vente de pièces détachées pour automobile et des restaurants tenus par les originaires de la CR.

XI- LES ACTEURS LOCAUX

11.1- Le Conseil rural

L'actuel conseil est composé de 46 conseillers dominés par des novices dans la fonction d'élu : 67% en sont à leur premier mandat contre 24% en deuxième mandat. Ceux qui ont fait plus représentent (3 et 4 mandats) 8%.

Les 85 % des conseillers sont dans la classe d'âge 35 et 60 ans. Ce qui dénote une faible présence des jeunes (2%) et des plus de 60 ans (13%). La présence féminine est aussi très faible avec un taux de 11% qui est loin de l'objectif de la parité intégrale.

Le niveau d'instruction est relativement satisfaisant avec 52% des conseillers qui ont atteint au moins le primaire. Ceux ayant atteint le niveau secondaire et supérieur représentent respectivement 15% et 13%. Toutefois, avec 48% de conseillers non instruits, le conseil se doit de faire beaucoup d'efforts pour éviter les risques d'exclusion de cette catégorie dans le processus décisionnel.

Concernant la situation socioprofessionnelle, il ressort une certaine diversité avec une dominance des éleveurs (33%) suivis des agriculteurs/cultivateurs (22%) et des salariés (20% dont 9% de la CSS). La totalité des conseillères se déclarent ménagères (11%). La présence des enseignants, commerçants et chauffeurs reste marginale avec respectivement 7%, 4% et 2%.
Par ailleurs, l'organigramme du CR est structuré autour d'un président, de deux vice-présidents et de 13 commissions qui se présentent comme suit :

Tableau N°20 : Les commissions du conseil rural

COMMISSIONS	
1. Domaniale ; 2. Santé ; 3. Éducation ; 4. Étude et Planification ; 5. Environnement ; 6. Agriculture, Élevage et Hydraulique 7. Finance.;	8. Pêche ; 9. Jeunesse, sports et Loisirs ; 10. Groupement féminin et affaires Sociales ; 11. Urbanisme et Habitat ; 12. Organisation ; 13. Relations avec les chefs de village, litiges et Conflits ;

Source : CR de Mbane

Une certaine volonté de rupture dans le fonctionnement des commissions s'est manifestée dès leur installation avec l'exigence assignée à chacune d'entre elles de se doter d'un tableau de bord lui permettant d'avoir une maîtrise claire de ses missions et de son champ d'intervention.
Les commissions ont beaucoup travaillé et produit de très bons résultats. Cependant à cause des taux importants d'analphabète en français, des rapports écrits ne sont pas produits.

Il ressort ainsi que la plupart des commissions ne fonctionne moyennement et même les plus dynamiques d'entre elles accusent des dysfonctionnements en termes d'irrégularité et de fréquence des réunions. Les raisons de ce déficit de fonctionnement sont liées entre autres à l'insuffisance des moyens financiers et logistiques, le déficit de salle de réunion pour les commissions, le déficit de capacités des conseillers dans le pilotage et la coordination des activités.

Toutefois, certaines commissions se sont montrées dynamiques dans la mise en œuvre de certaines initiatives.

- La commission domaniale s'est distinguée dans les investigations menées pour établir la situation sur les affectations de terres. Ce travail a permis de constater que les superficies affectées jusqu'en 2009 dépassent largement la superficie de la CR de Mbane (233208ha/190600 ha). Un processus de désaffectation est ainsi engagé sur les attributions irrégulières.

  Par ailleurs, la commission assure un important rôle de médiation sur les terrains à conflit. Elle assure aussi pour le conseil la gestion en amont de toutes les demandes en terres et prépare les propositions sur les projets d'affectation et de désaffectation de terres.
- La commission environnementale se fait aussi beaucoup remarquer dans la mise en place d'un système de gestion des ordures ménagères intégrant le ramassage, le traitement et la valorisation des matières organiques en compost. Un programme test couvrant les villages de Ndombo, Thiago et Mbane est lancé avec l'implication des GPF, ASC, comité de santé et les CVD.

- La commission financière s'est montrée entreprenante dans la mobilisation des ressources locales. Au-delà de son appui à l'élaboration du budget, la commission procède à l'évaluation des recettes potentielles en relation avec les services des impôts et du trésor et s'implique dans le suivi pour le recouvrement des recettes prévues. Concernant la taxe rurale, un calendrier de recouvrement a été arrêté avec le Sous préfet en plus des réunions de sensibilisation tenues avec les chefs de villages. Ainsi, d'un taux recouvrement habituellement très bas, moins de 15%, on est passé à près de 50% en 2009.

- ***Un conseil qui montre des acquis dans la capacité de pilotage***

Pour harmoniser et gérer de manière efficace le développement de son territoire, le conseil rural s'appuie sur différents outils tels que le PLD, le PAOS, le PLDE et les PAI arrêtés avec les partenaires. L'ARD, le PACR-VFS, la SAED et l'IDEN sont les principaux partenaires qui appuient le CR de Mbane dans l'élaboration de ces outils.

En termes de moyens humains et logistiques le CR dispose d'un ASCOM assisté par un enseignant membre du CR. Aussi, le CR Mbane bénéficie-t-il d'une Maison communautaire récemment construite et équipée en matériels modernes avec des ordinateurs, une photocopieuse et une imprimante. Il est doté d'un véhicule de service.

Toutefois, les conseillers éprouvent de réels besoins de formation en planification, en décentralisation et compétences transférées, en gestion administrative et financière, en passation des marchés, et en processus d'élaboration du budget.

- ***Des capacités de communication qui demandent à être améliorées***

Malgré les atouts notés à travers la disponibilité d'une bonne couverture de l'information à Mbane (radios, télévision, presse, etc.), cette dernière circule de manière relativement importante. En effet, au plan externe, le CR n'informe pas régulièrement les services techniques déconcentrés censés l'appuyer dans l'animation du développement de la localité. De même, au niveau interne du CR, la circulation de l'information est quasiment limitée dans le cadre des réunions de délibération du conseil.

Toutefois, il importe de souligner que la communication mérite une attention particulière en raison de la situation spécifique de Mbane caractérisée surtout par des tensions politiques qui se manifestent presque à toutes les occasions. Dans ce contexte, une bonne politique de communication pourrait contribuer à apaiser le climat social, promouvoir des comportements citoyens vis-à-vis du paiement des taxes et impôts locaux, de la protection de l'environnement, de la gestion des infrastructures de base.

Ce défi est largement à la portée de Mbane si certains atouts en présence sont bien valorisés. Il s'agit notamment de la bonne couverture en radio, télévision, la presse écrite, les pratiques d'affichage, etc.

Le budget du conseil rural de Mbane

Avec un budget prévisionnel de 260 700 325 FCFA en 2009, le CR n'a pu réaliser que 49 850 756 FCFA soit un taux de réalisation de 19,1%. Le blocage institutionnel de mars 2009 à novembre 2009 noté à la suite d'un contentieux électoral en est la cause. Cela constitue le niveau de mobilisation de recettes le plus faible depuis 2006. Les recettes budgétaires ont affiché une tendance à la baisse en passant respectivement de 160 253 775 FCFA en 2006 à 138 808 873 FCFA en 2007, puis à 81 042 593 FCA en 2008. Ce qui dénotait un manque de réalisme dans les prévisions de recettes avec un taux de réalisation moyen de 19% de 2006 à 2009.

Heureusement, une reprise à la hausse s'est opérée de façon significative en 2010, avec le nouveau CR élu en mars 2009, avec une réalisation de recettes de 195 176 673 F CFA à la fin du troisième trimestre de l'exercice seulement. Cela correspond à un taux de réalisation de 52,8% constituant une performance record au cours des cinq dernières années.

Tableau N°21 : Evolution du budget de la CR

Année	Recettes prévues			Recettes réalisées			Taux de réalisation
	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	
2006	64 729 877	171 783 484	836 513 361	66 036 175	94 217 600	160 253 775	19,2%
2007	95 903 343	710 055 093	805 958 436	10 032 673	128 776 200	138 808 873	17,2%
2008	102 167 300	229 183 337	331 350 637	42 989 912	38 052 681	81 042 593	24,5%
2009	125 381 498	135 318 827	260 700 325	36 827 096	13 023 660	49 850 756	19,1%
2010	168 233 782	201 082 625	369 316 407	57 711 096	137 465 577	195 176 673	52,8

Source : CR de Mbane

Pour les années 2006 et 2007, les recettes constituées des autres fonds de concours provenant de l'État et des projets et programmes partenaires, ont représentés respectivement 59,8% et 70,2%. Cependant, une telle tendance s'est vue inversée en 2008 et 2009 avec des taux respectifs de 5,8% et 23%.

Les produits de la fiscalité locale (impôts locaux, taxes rurales, produit domanial, etc.) représentent 37% des recettes en 2006 contre 82% en 2008 et 47% en 2009.

Tableau N°22 : Origine des ressources budgétaires

Année	Fonds de dotation	Produits fiscalité locale	Autres fonds de concours	Excédent capitalisé	Total
2006	6 531 906	59 504 269	94 217 600	-	160 253 775
2007	7 076 344	2 956 330	97 480 200	31 296 000	138 808 873
2008	9 921 300	66 400 740	4 720 553	-	81 042 593
2009	10 306 300	16 414 690	8 000 000	-	34 720 990
2010	11 000 000	33 587 649	4 000 000	146 588 124	195 175 773

Source : CR Mbane

Globalement, les recettes mobilisées sont pour l'essentiel orientées vers les dépenses d'investissement. La part allouée aux investissements a atteint respectivement 59% et 93% en 2006 et 2007. Toutefois, la baisse des recettes globales s'est accompagnée d'une baisse du taux d'investissement qui chute à 47% en 2008 et 26% en 2009.

Les dépenses d'investissement ont profité particulièrement aux secteurs de l'aménagement des pistes pour le désenclavement, la construction et la réhabilitation d'infrastructures dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique et de l'élevage.

Tableau N°23 : Dépenses allouées aux secteurs couverts par le budget d'investissement (2006-2007)

	Santé		Désenclavement		Hydraulique		Éducation		Élevage		Autres	
Année	Montant[2]	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
2006	23 000	17	97 000	70	4 000	3	7 500	5	4 200	5	-	-
2007	8 000	10	40 000	50	6 000	8	-	-	24 000	30	1560	2

Source : CR Mbane

[2] En milliers de francs

- ***Des acquis dans la prise en compte de l'entretien dans les prévisions de dépenses qui demandent à être matérialisés dans les réalisations***

La lecture du budget montre la préoccupation du conseil à s'occuper de l'entretien de son patrimoine infrastructurel dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau potable, de l'énergie mais également sur les moyens logistiques de fonctionnement. Cependant, cette volonté ne se traduit dans les réalisations qu'à un taux de 9% seulement.

Tableau N°24 : Budget alloué à l'entretien du patrimoine de la CR en 2009

Désignation	prévisions	Réalisations
Entretien machines et matériel de bureau	2 000 000	-
Entretien divers (secrétariat et bureau)	5 000 000	-
Entretien véhicule/cyclomoteur TATA	3 350 000	2 288 920
Entretien divers (puits/forages)	3 000 000	-
Entretiens divers (panneaux solaire)	3 000 000	-
Entretien divers (infrast scolaires)	4 200 000	-
Entretien et réparation bâtiments publics	2 000 000	-
Entretien divers (infrast sanitaires)	3 000 000	-
Total entretien	**25 550 000**	**2 288 920**
Budget	**369 316 407**	**195 176 673**

Source : CR Mbane

Si on considère le patrimoine infrastructurel du CR relatif au secteur de la santé, de l'éducation et des bâtiments administratifs dont la valeur est estimée à environ 1,1 milliards, le conseil rural doit faire face à un besoin théorique d'entretien de 56,7 millions. Avec une prévision en entretien de 25,5 millions en 2010 représentant 7% du budget, le Conseil rural accuse un gap de 8% par rapport au besoin théorique d'entretien qui devrait correspondre à 15% du budget.

Tableau N°25 : Le Stock de capital à la charge du conseil rural

Secteur	Infrastructures	Valeur stock de capital (En millions)
Education	129 salles de classe	774
Santé	6 postes de santé	240
	9 cases de santé	90
Bâtiment administratif	2 siège	30
Total	**-**	**1 134**
Besoin théorique d'entretien	**-**	**56,7**

Source : ARD SL

11.2. Les autres acteurs partenaires du conseil rural

Un portefeuille partenarial assez diversifié

Le CR de Mbane compte une panoplie de partenaires constitués des partenaires techniques et financiers (PTF), des collectivités locales, des Services Techniques Déconcentrés, des opérateurs du secteur privé et de la société civile.

11.2.1- Les partenaires institutionnels (collectivités locales)

Le conseil régional est un partenaire stratégique du CR surtout dans les sous secteurs de l'enseignement moyen, de l'eau potable et de la coopération décentralisée. Mbane qui se retrouve cette année avec 3 collèges dont 2 nouvellement créés, a besoin de l'intervention conséquente du conseil régional pour assurer un environnement scolaire favorable au niveau du moyen.

Par ailleurs, dans le cadre d'un programme hydraulique initié par le Conseil régional et ses partenaires du Nord, Mbane a bénéficié d'une station de potabilisation à Ndiakhaye réalisé par l'opérateur Alizés.

Dans le cadre de l'intercommunalité, le CR est partie prenante du cadre de concertation des collectivités locales du département qui a noué une coopération avec le Conseil Général du Nord sous l'impulsion du Conseil régional. L'ONG le Partenariat et l'ARD sont les partenaires techniques qui les appuient dans la mise en œuvre des conventions.

11.2.2- Les partenaires techniques et financiers

Les PTF interviennent entre autres dans l'appui du CR à la planification, la maîtrise d'ouvrage, le financement de projets dans divers secteurs économiques et sociaux. Il s'agit principalement des projets et programmes initiés par l'Etat comme le PACR-VFS, le PNDL en plus des interventions de la SAED, l'ANCAR et l'ARD. La BAD fait aussi partie des partenaires qui se sont investis pour la réalisation de pistes communautaires à travers le PNIR (2006-2007).

11.2.3- Les opérateurs du secteur privé

La CR de Mbane bénéficie du soutien des industries dont les plus importantes sont la Compagnie Sucrière Sénégalaise (***CSS)*** avec qui il a noué tout récemment un partenariat ciblant différents domaines tels que l'électrification de deux villages (les deux Médines), la construction d'un pont dans une zone à risque pour la sécurité des populations, la réalisation d'une canalisation souterraine pour faciliter l'irrigation de certaines zones, la réalisation d'aménagements au niveau de la CR, une prise en charge des vieillards, , la construction d'un CEM, la construction de forages avec équipements et la mise en place de pare-feu avec l'introduction de nouvelles techniques, etc.

Il y a également l'ONG espagnole ***Mon3*** qui s'active dans la culture fourragère et l'aviculture ; elle a mis en place un magasin de stockage d'aliments et une usine de fabrique de barbelés employant une dizaine de personnes au niveau de la CR. D'autres ONG sont aussi actives dans l'accompagnement des populations de Mbane :

- L'ONG saoudienne, ***Ferlo gomme,*** qui intervient dans le domaine de l'agriculture bio ;
- L'ONG espagnole COOPERA intervenant comme opérateur d'un projet financé par l'Agence espagnole de coopération internationale au développement (AECID). Il s'agit de la mise en place d'un centre d'appui pour l'amélioration des rendements agricoles visant (i) le renforcement de capacités des OCB ; (ii) l'augmentation des revenus des groupes vulnérables et (iii) la réduction du taux de chômage des jeunes.

11.2.4- Les Services Techniques de l'Administration

Il s'agit du sous-préfet qui représente l'Etat dans le contrôle de légalité et l'assistance au conseil dans la mobilisation des services techniques déconcentrés.

Le ***CADL*** est le service technique le plus rapproché assurant une mission d'appui, de conseil et d'accompagnement des OCB et du CR. Il joue un rôle important au niveau de la CR mais fait face à un déficit de moyens matériels et humains pour remplir efficacement sa mission.

Le CR bénéficie aussi de l'appui du Service Régional de Développement Rural (**SRDR)**, du ***Centre de pêche***, de l'***IDEN***, du ***District*** et du ***Service hydraulique de Ndioum.***

11.2.5- Les Organisations de la société civile

On distingue principalement les cadres de concertation, le forum civil et les Organisations Communautaires de Base (OCB).

Les cadres de concertations locaux ont été mis en place récemment pour favoriser une réelle participation des populations dans tous domaines ayant trait à la gouvernance locale. Conformément aux principes de planification participative dans l'élaboration du PLD, ces cadres ont été fortement utilisés dans le processus d'élaboration du présent PLD. Mbane compte ainsi dans chaque village officiel un CVD, et 12 CIVD à l'échelle zonale. Le Cadre Communautaire de Concertation pour le Développement Local (CCDL) attend encore d'être installé.

Les Organisations Communautaires de Base (OCB) : on les retrouve à tous les niveaux de la CR de Mbane où les populations se sont organisées en associations, groupements, comités de gestion, pour prendre à bras le corps leurs propres préoccupations. Les OCB constituent un important levier de développement à mettre davantage à profit pour impulser une dynamique de développement socioéconomique local durable. Toutefois, la plupart des OCB reste caractérisée par certaines faiblesses tenant à :

- l'irrégularité des tenues de réunion,

- la mauvaise circulation de l'information,
- le déficit de communication avec CR,
- le déficit de compétences et la méconnaissance des missions.

Le forum civil également s'active beaucoup pour les questions de bonne gouvernance locale.

En définitive, l'efficacité recherchée dans le pilotage du développement local requiert un engagement du conseil et de ses partenaires pour relever les défis liés entre autres à la synergie dans les interventions, au renforcement du dialogue social, à la communication, au renforcement de capacités des acteurs locaux, à la mise en place d'outils opérationnels de mise en œuvre du PLD.

XII – SYNTHESE DU BILAN DIAGNOSTIC

La communauté rurale de Mbane, à l'image de beaucoup de communautés rurales de la région de Saint-Louis, reste confrontée à un niveau de développement local très moyen.

La communauté rurale qui compte 65 villages et 45 hameaux est caractérisée par un taux d'accès à l'éducation de l'ordre de 69%, par une répartition assez inégale des infrastructures éducatives mais par une bonne couverture en écoles primaires. Cependant, le déficit de partenaires et de politiques du conseil rural en direction du secteur de l'éducation et le déficit de matériel didactique ne favorisent pas la bonne santé de ce secteur.

Le secteur de la santé est caractérisé par un taux d'accès géographique très faible, de l'ordre de 28%. Les infirmiers, chefs des postes de santé ne disposent d'aucun agent d'appui. En plus de cela, on note des ruptures fréquentes de médicaments et un manque d'équipement tels que des réfrigérateurs, auto clave, poubelle, lits et motos pour les visites dans les cases de santé est constatée.

Malgré une couverture quasi équilibrée, le taux d'accès à l'eau potable est très faible si l'on considère un rayon d'un km autour d'une infrastructure hydraulique. Le taux d'accès géographique est de 25%.

En ce qui concerne l'assainissement, on note dans la communauté rurale une absence totale de canalisation et d'égouts pour les eaux pluviales comme pour les eaux usées. Les eaux usées de lessive ou de vaisselle sont déversées dans les rues.

Pour ce qui est de l'énergie, les besoins sont pressants, mais seuls quatre village ont accès à l'électricité. Dans ces villages, les ménages sont branchés à plus de 90% au réseau de la SENELEC. Dans les autres villages, les ménages s'équipent de lampes solaires ou chargeables à l'électricité à défaut de les faire fonctionner avec des piles changeables. Dans certains hameaux, l'on se sert souvent de la lumière produite par les foyers de cuisine pour éclairer les concessions. L'utilisation de bois de chauffe est la pratique la plus courante pour la satisfaction des besoins en combustibles. Le charbon de bois et le gaz butane sont aussi très usités ; seulement ces deux produits souffrent de pénurie

La délimitation des pistes de production et des voies de passage souffre d'une absence de circuits officiels formels. Avec les POAS, les parcours de bétail ont été identifiés de manière consensuelle et sont entrain d'être mise en œuvre. Quant aux pistes de production ou des voies circulation des biens et services, seules trois axes sont clairement identifiés. Il existe d'autres voies secondaires qui changent de tracée au gré des saisons et de l'évolution des villages et hameaux.

La communauté rurale bénéficie des largesses naturelles avec un environnement propice qui favorise le développement des secteurs productifs tels l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat etc. Malheureusement, l'exploitation intense des ressources environnementales a tendance à dégrader l'environnement.

Mbane est aussi connu pour ses problèmes fonciers. Compte tenu de la richesse de ses terres, la communauté rurale de Mbane constitue un objet de convoitise d'un nombre important de sénégalais mais aussi de grands industriels nationaux et étrangers évoluant dans le domaine de l'agro-business. Cette course effrénée aux terres de Mbane n'a pas manqué de susciter un conflit foncier entre les populations locales constituées pour l'ensemble d'agriculteurs et d'éleveurs et les exploitants et investisseurs nationaux et étrangers.

L'économie locale repose surtout sur le secteur primaire avec l'agriculture irriguée, l'agriculture sous pluie l'élevage la pêche, l'artisanat et le secteur informel avec le commerce et le transport.

Principale activité de génération de revenus dans la CR, l'agriculture se présente sous deux formes avec la quasi disparition de la décrue : l'agriculture irriguée et l'agriculture sous pluie. Avec une fonction stratégique et économique avérée, l'élevage est caractérisé par un cheptel important et relativement diversifié. S'agissant de la pêche, la Communauté rurale dispose de deux zones avec les deux cours d'eau que sont la Taouey (défluent) et le Lac de Guiers.

Le commerce porte sur les intrants, les produits de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche de l'artisanat et des boutiques de quartier. Pour ce qui est de l'artisanat, la Communauté rurale renferme aujourd'hui une gamme très diversifiée qui couvre la quasi-totalité des besoins des populations en matière de produits et de services.

PERSPECTIVES

I- VISION A LONG TERME DU DEVELOPPEMENT DE LA CR

La vision à long terme, exprimée par le Président du Conseil rural dans son mot adressé aux populations et aux partenaires est de bâtir « **une Collectivité locale de référence en matière de bonne gouvernance locale et de développement économique et social durable** ».

Avec l'adoption, dans les années 1996, de la décentralisation comme paradigme de régulation politique, le législateur sénégalais a pris la résolution d'impliquer les populations à la gestion des affaires publiques. Dans cet élan, furent créées les collectivités locales - entités territoriales par le biais et à l'intérieur desquels doit s'organiser la participation des populations - qui constituent des démembrements de l'Etat investis de prérogatives de puissance publique et ayant pour mission générale de concevoir, de programmer et de mettre en œuvre des actions de développement économique, éducatif, social et culturel d'intérêt régional, communal ou rural. En matière de développement économique et social, la CR de Mbane compte se hisser, pour la période 2010-2015, à un niveau référentiel en adoptant un plan axé sur les orientations stratégiques que sont :

- La correction de la deregulation consécutive aux attributions illégales et privant les populations de leurs biens
- La gestion parcimonieuse et efficiente du patrimoine foncier
- La gestion participative de la communauté rurale avec les populations
- La réalisation des Objectif du Millénaire pour le Développement ;
    - Une augmentation du niveau d'accès à l'éducation et à la formation par la mise en place d'infrastructures appropriées, à toutes les échelles et dans tous les secteurs, dans les milieux où leur présence s'avère nécessaire. Ceci s'accompagnera du renforcement de la fonctionnalité des infrastructures scolaires existantes,
    - Une amélioration de la couverture sanitaire par l'entremise de la création de nouveaux postes et de nouvelles cases de santé dans certains milieux stratégiques ayant un rayon de polarisation assez appréciable. Il est également prévu des actions de réfection et d'équipement de certaines infrastructures dans le but d'améliorer la qualité des soins en relevant sensiblement le plateau technique ;
    - Un renforcement de l'accès à l'eau potable et à certains équipements d'assainissement ;
    - Un meilleur accès à l'énergie, un facteur clé du développement économique
    - Une meilleure prise en charge des groupes vulnérables quant à l'accès et à la qualité des services publics ;
- La promotion d'actions allant dans le sens de préserver et de valoriser les divers ordres de patrimoines ;
- L'amorce d'un développement économique viable et durable
- Le développement de conditions propices à l'épanouissement de la bonne gouvernance locale, conditions qui peuvent se résumer à deux dimensions;

- Un conseil rural très conscient des enjeux de sa mission et résolument tourné vers le développement de sa collectivité par le biais d'une démarche participative fortement assise sur la concertation avec la population et les partenaires
- Une population pétrie d'une conscience citoyenne forte qui la pousse à s'impliquer, au mieux des circonstances et d'elle-même, au développement de la communauté rurale ;

Les objectifs susmentionnés sont bien réalisables quand on sait que le conseil rural s'est dressé en fer de lance du développement local de la communauté rurale de Mbane et que la population manifeste toute sa disponibilité et son engagement indéfectible à accompagner ce dernier dans sa mission. De ce fait, il reste seulement à passer à la concrétisation par des actes.

II - STRATEGIE A MOYEN TERME (SIX PROCHAINES ANNEES)

Conformément à l'ambition définie plus en haut, le développement de la CR de Mbane doit se structurer autour de six (06) orientations débouchant respectivement sur des résultats ciblés :

E1 : la gestion du territoire

E2 : la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement

E3 : la préservation et la valorisation des patrimoines

E4 : le développement économique

E5 : la gouvernance locale

E1 : la gestion du territoire

La planification spatiale demeure un paramètre déterminant dans tout projet de développement économique et social. C'est sans doute la raison pour laquelle la CR de Mbane l'inscrit au cœur de ses préoccupations dans le cadre de son nouveau PLD. Sont attendus des actions de planification spatiale les trois résultats suivants :

E1R1 : les terres attribuées à des non ayants-droit sont désaffectées et affectées aux ayants-droit

E1R2 : le patrimoine foncier de la CR est sécurisé

E1R3 : l'espace de la CR est harmonieusement utilisé

E2 : la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement

Le diagnostic mené dans la communauté rurale a permis de constater que du chemin reste à parcourir quant à l'atteinte des OMD. En effet, le niveau d'accès aux services sociaux de base demande à être renforcé.

Dans cet élan, les résultats ciblés sont les suivants :

E2R1 : le niveau de développement de l'éducation et de la formation est amélioré

E2R2 : l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés

E2R3 : les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés

E2R4 : le développement de l'énergie propre prend son envol dans la CR

E2R5 : les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services Publics

E3 : la préservation et la valorisation des patrimoines

Le souci de la durabilité oblige le CR de Mbane à être plus attentif à la protection des divers ordres de patrimoines : les ressources naturelles (ressources forestières, foncières, hydrauliques, etc.), le cadre de vie, ainsi que les patrimoines historiques culturels. En ce qui concerne cette orientation, les résultats suivants sont attendus :

E3R1 : les ressources naturelles sont préservées et valorisées

E3R2 : la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages

E3R3 : les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés

E4 : le développement économique

Point de développement économique sans une bonne organisation et une redynamisation conséquente des secteurs d'activités productives. Dans cette perspective le CR de Mbane se focalise sur les potentialités de son milieu et qui touchent plus à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche continentale et à l'artisanat. Le développement de ces secteurs suppose que le territoire soit bien aménagé afin que la circulation des hommes et des produits soit facilitée et que les zones de production et de consommation soient bien interconnectées. Par rapport à cette orientation, ces objectifs sont poursuivis :

E4R1 : les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place

E4R2 : l'agriculture est sur la voie du développement

E4R3 : l'élevage est sur la voie du développement

E4R4 : la pêche continentale et la pisciculture sont en développement

E4R5 : l'artisanat se développe

E5 : la gouvernance locale

L'atteinte de tous ces résultats est strictement conditionnée par l'instauration de la bonne gouvernance. L'attrait de cette dernière tient au fait qu'elle fortifie l'éthique de la responsabilité des élus locaux, stimule la participation responsable des populations et organise le partenariat entre les différents acteurs sur des bases plus assainies. Pour cette orientation, les résultats ciblés sont :

E5R1 : les fonctions et les prérogatives du Conseil rural sont assurées (fonctionnalité des organes du CR, mobilisation des finances locales, pilotage et coordination du développement local, communication, gestion durable des infrastructures, développement exploitation du potentiel de partenariat, etc.)

E5R2 : les OCB sont capacitées

E5R3 : les services techniques sont mieux outillés pour accompagner la CL et le développement économique local

E5R4 : les opérateurs économiques sont capacités

E5R5 : les partenaires collaborent avec le conseil rural

E5R6 : les populations peuvent contrôler les actes de gestion du CR

PLAN D'INVESTISSEMENT ET D'ACTION DE 2011

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E1 GESTION DU TERRITOIRE				
E1.R1. le patrimoine foncier de la CR est sécurisé				
Confection d'un système d'informations foncières (SIF)	CR	PACR/VFS	1	PM
Total E1.R1. le patrimoine foncier de la CR est sécurisé			1	PM
E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé				
Vulgarisation du plan d'aménagement du PDMAS	CR	SAED	1	1 000 000
Matérialisation des points d'eaux pastoraux	12 zones POAS	PACR/VFS	1	900 000
Aménagement des points pastoraux	12 zones POAS	PACR/VFS	1	6 000 000
Aménagement et renforcement des mares pastorales	12 zones POAS	PACR/VFS	1	18 000 000
Délimitation et signalisation verticale de zones	12 zones POAS	PACR/VFS	1	3 000 000
Ouverture et délimitation des couloirs de passage du bétail	12 zones POAS	PACR/VFS	1	21 000 000
Total E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé			**6**	**49 900 000**
TOTAL E1 : GESTION DU TERRITOIRE			**7**	**49 900 000**
ENJEUX ET ORIENTATION : E2 REALISATION DES OMD				
E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré				
création de 21 écoles élémentaires (1 classe, cloture, latrine)	boguel ngalgou, bardial, jassarnabé, bardial 2, temey thiago, bellel pathé, mbélogne boulbé, bisnabé belel sadjégui, bisnabé kalom, bisnabé boké diwé, bsnabé yéro féla 1, bowdé ndiarka, mbélogne widodji, foss ndiakhaye 2, séno ndawène, syere, bélimar belel mbed, mbélogne kagne, diam weli, oulad diery	Etat, IDEN, CR, partenaires	1	45 000 000
Construction de 2 sallees de classes	Gade Assi Samba	Etat (BCI)	1	12 000 000
Construction de 17 salles de classes (extension)	Diaglé,Léwa,Kawndiral,Wadabé Niassanté,Sovonabé Belly Namary,Pomo, Pampinabé 1,Mbelogne Touffame,Mbelogne Goudi, Mbelogne,Bounama Yelour,Foundoung,Ganket Penda Yayaké,Pathé Badio Ourourbé,Saré Lamou,Témey,Ndoumboulène	Etat (Fast Track 2)	1	155 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENT ET D'ACTIONS DE 2011 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
construction 39 classes (remplacement) abris provisoires	Kouel Balande (2)Bounama yelour (1),Diaglé (1),Sovonabé Belly namary(1),Foundoung(1),Saneinte(1), Singou Dieri(1),Temeye Peulh(1),Temeye Soubalbé(1),Mbane(4),Léwa(1),Gade Abass(1),Ndombo(1),Ndombo Diamaguene(1),Ndoumbouléne(1),Sovonabé Niary (2),Kaw Ndiral(1), Mbélogne Touffam(1), Mbélogne Goudé(2), Pampinabé 3(1),Wadabé Niassanté(1),Ourourbé Pathé Badio(1),Foss Ndiakhaye I(1),Gankette Penda Yayak(1),Thiago(5), Temeye Lewa(1)	Etat, Autres partenaires	1	30 000 000
réhabilitation de 10 salles de classe	ndombo (2), thiago (1), diamaguène (1), gankette penda yayaké (1), saré-lamou (2), dialbanabé (1), belly namari (1), diaglé (1)	Etat, IDEN, CR, partenaires	1	5 000 000
construction de 13 murs de clôture (13 écoles élém.)	malla, foss ndiakhaye 1, saré-lamou, gankette penda yayaké, diamaguène, thiago, bisnabé penda yayaké, bouteyni, niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, weyndou samba	Etat, Autres partenaires	1	10 000 000
réhabilitation du mur de cloture de l'école de Ndombo	Ndombo	Etat, Autres partenaires	1	3 000 000
Construction de 8 blocs sanitaires	Bounama Yelour,Foundoung,Ganket Penda Yayaké,Mbelogne, Mbelogne Goudi,Mbelogne Touffame, Pampinabé1,Wadabé Niassanté	Etat (Fast Track 2)	1	15 440 000
réhabilitation de 2 blocs sanitaires	pathé badio, thiago	Etat, CR, partenaires	1	1 800 000
Construction de 13 blocs administratifs	Léwa,Kawndiral,Wadabé Niassanté,Sovonabé Belly Namary, Pampinabé 1,Mbelogne Touffame,Mbelogne Goudi, Mbelogne,Bounama Yelour,Foundoung,Ganket Penda Yayaké,Saré Lamou,Diaglé	Etat (Fast Track 2)	1	27 230 000
création d'un CEM (construction de quatre salles de classe et un mur de clôture)	ndombo	Etat	1	40 000 000
construction de 11 Centres d'Eveil Communautaires	Mbane,diamaguène, mata moulana, ouroulbé pathé badio, saré-lamou, bouteyni, mbélogne, belly namari, bisnabé penda yayaké, ndombo, sovonabé Pathé badio	Etat, ONG	1	35 000 000
acquisition de manuels scolaires	Toutes écoles	Etat, CR, partenaires	1	1 000 000
acquisition de 415 tables bancs	diamaguène (75), ndombo (50), pathé badio (20), thiago (50), ouroulbé pathé badiou (20) , zone de saré lamou (200)	Etat, Autres, partenaires	1	3 500 000
Mise en œuvre d'un programme d'alphabétisation	Ndombo Diamaguène, Niary, Thiago, Mbane, Niassanté Mapoudji,	Etat	1	19 200 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTION DE 2011 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
appui en équipement des écoles arabes et dahra	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	2 000 000
Activités de sensibilisation sur l'inscription des enfants et le maintien des filles à l'école	CR mbane	CR, OCB, IDEN, partenaires	1	1 000 000
Total E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré			**17**	**406 170 000**
E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés				
construction et équipement de 3 postes de santé	Bouteyni,mar, saré-lamou	Etat (BCI), Autres partenaires	1	60 000 000
construction et équipement de 17 cases de santé avec clôture et latrine	gankette pende yayaké, bisnabé pende yayaké, malla, sam sam, mbélogne boulbé, boki diawé, bellel sadjéry, saré-lamou, ndiack fall 1, niary, lougouré bayré, balandé, bélogne, mapoudj, yelour, pam1	Etat, Autres partenaires	1	30 000 000
équipement de 2 postes de santé	bouteyni, diaglé	Etat, CR, partenaires	1	20 000 000
réhabilitation de 2 postes de santé	thiago, ndombo	Etat, CR, partenaires	1	20 000 000
Sessions annuelles de renforcement des capacités du personnel de la santé	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	3 000 000
réhabilitation de l'ambulance de la case de santé de saré-lamou	saré-lamou	Etat, CR, partenaires	1	5 000 000
acquisition de 3 ambulances	ndombo, thiago, mbane	Etat, CR, partenaires	1	15 000 000
sensibilisation sur le PEV, la PTME, les IST, la SR femme et adolescent	CR mbane	Etat, CR, ST, partenaires	1	5 000 000
PRN	CR mbane	PRN	1	30 000 000
Total E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés			**9**	**188 000 000**
E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés				
renforcement capacité de puits et forages avec construction de châteaux d'eau et réseau d'adduction	diamdiayré est (8km), yelour ouest (15km), mapoudj (15km), héwa thiat (7km)	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	43 000 000
Construction d'une station de potabilisation d'eau	Mbélogne Baidi	PEPAM	1	400 000 000
Adduction d'eau à partir du réseau de Mbane (1,5 km)	Temey Peulh	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	10 000 000
Implantation de 3 BF	ndombo, thiago	Etat, CR, partenaires	1	3 000 000
Programme de construction de 600 latrines privées (100/an)	Les gros villages de la CR	PEPAM/CREPAS/Populations	1	60 000 000
Total E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés			**5**	**516 000 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTION DE 2011 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR				
Electrification solaire de 16 villages	Diassarnabé Ndiack Fall,Gade Yelour,Kouel Niassanté,Wodabé Niassanté,Diawlédji,Sobalnabé Bely Namary,Pampinabé 2, Niassanté,Dialbanabé Bely Namary,Bisnabé Penda Yayaké,Pampinabé 1,Téthiane Malal, Badjinkobé,Saré Lamou,Bisnabé Diapobé (Sam Sam), Mapoudji	COMASEL	1	326 793 609
Electrification réseau senelec de 10 villages	Léwa Témey Salane, Saneinth Tack,Sovanabé 1,Pathé Badio,Témeye,Diaglé,Bardial,Niary, Médina, Saneinth kaw	COMASEL	2	262 521 392
Electrification réseau SENELEC ou Solaire de 11	Ganket Penda Yayaké, Pomo, Malla, Mbélogne,Ndoumboulène, Bisnabé Demba Sira, Weyndou Samba, Gade assi Samba, Seingou Dièry, Kawndiral, Sagobé	COMASEL, SENELEC, Autres partenaires	2	0
Total E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR			**5**	**589 315 001**
E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics				
Mise en place d'un fonds de crédit pour les femmes (50 000 000 par an)	CR	Etat, CR, partenaires	1	50 000 000
Mise en place d'un fonds d'assistance et de solidarité aux handicapés	CR		1	5 000 000
Mise en place d'un fonds d'insertion des jeunes (30 000 000 par an)	zone	Etat, CR, partenaires	1	30 000 000
Total E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics			**3**	**85 000 000**
E2.R6 jeunesse, sports et loisirs				
Total E2.R6 jeunesse, sports et loisirs			**0**	**0**
TOTAL E2 : REALISATION DES OMD			**34**	**1 784 485 001**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E3. PRÉSERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES				
E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées				
faucardage des typhas	Lac de guiers	PACR/VFS, Autres partenaires	1	1 000 000
Création de mise en défends de 6 Sites	Téthiane malal,Kouel Niassanté, Mapodji,Belly Namary,Alayana, Léwa	Laiterie du Berger (LDB), CR, DANONE	1	3 000 000
Total E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées			**2**	**4 000 000**
E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages				
mise en place d'un CETOM	pathé badio	CR, Autres partenaires	1	2 000 000
Total E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages			**1**	**2 000 000**
E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés				
Tenue de la semaine culturelle de Mbane	zone	CR, OCB	1	5 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTION DE 2011 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
Etude sur le patrimoine historique et culturel de Mbane		CR, Etat, Autres partenaires	1	3 000 000
Total E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés			**2**	**8 000 000**
TOTAL E 3 : PRESERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES			**5**	**14 000 000**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E4. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE				
E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place				
Total E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place			**0**	**0**
E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement				
acquisition de 3 tracteurs équipé en ofset et remorque	les 3 zones	Autres partenaires	1	7 000 000
acquisition de 3 batteuses à mil	les 3 zones	Autres partenaires	1	7 000 000
acquisition de 3 décortiqueuses arachide	les 3 zones	Autres partenaires	1	7 000 000
Total E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement			**3**	**21 000 000**
E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement				
Total E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement			**0**	**0**
E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement				
E4.R5 l'artisanat se développe				
Total E4.R5 l'artisanat se développe			**0**	**0**
TOTAL E4 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			**3**	**21 000 000**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E5. LA GOUVERNANCE LOCALE				
E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels				
Total E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels			**0**	**0**
E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées				
Organisation sessions de formation des élus sur la décentralisation au Sénégal et les compétences transférées (foncier, GRN,fonctionnement,planification etc.) (3 jrs)	CR	PNDL, PACR	1	1 000 000
Organisation sessions de formation des élus sur la gestion financière (confection du budget, passation des marchés) (3 jrs)	CR	PNDL, PACR	1	1 000 000
Organisation de sessions de formation des élus sur la gouvernance locale et le développement durable (fiscalité locale, développement économique local,développement des partenariats,gestion durable des infrastructures)(3 jrs)	CR	PNDL, PACR	1	1 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2011 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
Formation sur l'état civil (élus, chefs de villages, agents et officier d'état civil et ASCOM)	CR	PNDL, PACR	1	1 200 000
Formation du secrétaire communautaire en TIC, décentralisation et développement local	CR	CR	1	200 000
Production de supports de communication sur les capacités de la CR	CR	CR	1	1 200 000
Production de support de résumé du PLD	CR	PACR	1	300 000
Revue annuelle du PLD	CR	CR, Partenaires	1	300 000
Confection logo CR	CR	CR	1	300 000
Total E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées			**09**	**6 500 000**
E5.R3 les OCB sont capacitées				
Organisation de 2 sessions de fomation des OCB sur la gestion organisationnelle	CR	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	1 500 000
Total E5.R3 les OCB sont capacitées			**1**	**1 500 000**
E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités				
Rencontre d'échange annuelle entre le CR et les opérateurs économiques sur les investissements privés locaux	CR	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	500 000
Total E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités			**1**	**500 000**
E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural				
Mise en place d'un cadre de conceration des intervenants	CR	CR	1	200 000
Total E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural			**1**	**200 000**
TOTAL E5 LA GOUVERNANCE LOCALE			**12**	**8 700 000**
TOTAL GENERAL			**61**	**1 878 085 001**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTION DE 2012

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E1. GESTION DU TERRITOIRE				
E1.R1. le patrimoine foncier de la CR est sécurisé				
E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé				
Réalisation d'un plan de lotissement des grands villages	Ndombo, Thiago, Diaglé, Saré Lamou, Saneinth, Ndiakhaye,Mbane	PACR, Autres partenaires	1	200 000 000
Total E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé			**1**	**200 000 000**
TOTAL E1 GESTION DU TERRITOIRE			**1**	**200 000 000**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E2. REALISATION DES OMD				
E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré				
création de 21 écoles élémentaires (1 classe, cloture, latrine)	boguel ngalgou, bardial, jassarnabé, bardial 2, temey thiago, bellel pathé, mbélogne boulbé, bisnabé belel sadjégui, bisnabé kalom, bisnabé boké diwé, bsnabé yéro féla 1, bowdé ndiarka, mbélogne widodji, foss ndiakhaye 2, séno ndawène, syere, bélimar belel mbed, mbélogne kagne, diam weli, oulad diery	Etat, IDEN, CR, partenaires	1	45 000 000
construction 39 classes (remplacement) abris provisoires	Kouel Balande (2)Bounama yelour (1),Diaglé (1),Sovonabé Belly namary(1),Foundoung(1),Saneinte(1), Singou Dieri(1),Temeye Peulh(1),Temeye Soubalbé(1),Mbane(4),Léwa(1),Gade Abass(1),Ndombo(1),Ndombo Diamaguene(1),Ndoumbouléne(1),Sovonabé Niary (2),Kaw Ndiral(1), Mbélogne Touffam(1), Mbélogne Goudé(2), Pampinabé 3(1),Wadabé Niassanté(1),Ourourbé Pathé Badio(1),Foss Ndiakhaye I(1),Gankette Penda Yayak(1),Thiago(5), Temeye Lewa(1)	Etat, Autres partenaires	1	30 000 000
réhabilitation de 10 salles de classe	ndombo (2), thiago (1), diamaguène (1), gankette penda yayaké (1), saré-lamou (2), dialbanabé (1), belly namari (1), diaglé (1)	Etat, IDEN, CR, partenaires	1	5 000 000
construction de 13 murs de clôture (13 écoles élém.)	malla, foss ndiakhaye 1, saré-lamou, gankette penda yayaké, diamaguène, thiago, bisnabé penda yayaké, bouteyni, niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, weyndou samba	Etat, Autres partenaires	1	10 000 000
électrification solaire de 5 écoles	niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, wendou samba		1	4 000 000
construction de 12 blocs sanitaires à 2 boxes	diaglé, pomo, badjincobé, kouel, singou diéry, sanEinte, temey,weyndou samba, gade assy, malla, foss ndiakhaye 1, saré-lamou	Etat, Autres partenaires	1	4 800 000
construction de 3 blocs sanitaires (4 boxes)	ndombo , sowonabé, ouroulbé	Etat, CR, partenaires	1	2 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2012 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
construction de 3 salles de lecture	saré-lamou, diaglé, diabalnabé belly namari		1	9 000 000
Intallation de points d'eau potable dans 13 écoles	Léwa,Kawndiral,Wadabé Niassanté,Sovonabé Belly Namary,Pomo, Pampinabé 1,Mbelogne Touffame,Mbelogne Goudi, Mbelogne,Bounama Yelour,Foundoung,Ganket Penda Yayaké,Pathé Badio Ourourbé	PARTENARIAT,Autres partenaires	1	2 800 000
Création d'un lycée	mbane	Etat	1	60 000 000
construction de 4 Cases des Tout Petits	mbane, thiago, saré-lamou	Etat	1	60 000 000
acquisition de manuels scolaires	Toutes écoles	Etat, CR, partenaires	1	1 000 000
acquisition de 415 tables bancs	diamaguène (75), ndombo (50), pathé badio (20), thiago (50), ouroulbé pathé badiou (20) , zone de saré lamou (200)	Etat, Autres, partenaires	1	3 500 000
Sessions annuelles de formation/recyclages de moniteurs pour l'alphabétisation	CR mbane	CR, partenaires	1	1 000 000
construction et équipement de 13 salles de classe pour l'enseignement arabe	ndombo (4), pathé badiou thiago (4), foss ndiakhaye 2, diabalnabé belly namari, diaglé, saré-lamou, bouteyni	Etat, Autres partenaires	1	10 000 000
construction de 15 salles de classe pour les dahras	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	12 000 000
appui en équipement des écoles arabes et dahra	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	2 000 000
Activités de sensibilisation sur l'inscription des enfants et le maintien des filles à l'école	CR mbane	CR, OCB, IDEN, partenaires	1	1 000 000
Total E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré			**18**	**263 100 000**
E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés				
construction et équipement de 17 cases de santé avec clôture et latrine	gankette pende yayaké, bisnabé pende yayaké, malla, sam sam, mbélogne boulbé, boki diawé, bellel sadjéry, saré-lamou, ndiack fall 1, niary, lougouré bayré, balandé, bélogne, mapoudj, yelour, pam1	Etat, Autres partenaires	1	45 000 000
Adduction d'eau d'un poste de santé	Niassanté	partenaires	1	5 000 000
Sessions annuelles de renforcement des capacités du personnel de la santé	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	3 000 000
mise sur pied de mutuelle de santé	CR mbane	Etat, CR, partenaires, populations	1	30 000 000
sensibilisation sur le PEV, la PTME, les IST, la SR femme et adolescent	CR mbane	Etat, CR, ST, partenaires	1	5 000 000
Total E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés			**5**	**88 000 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTION DE 2012 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés				
extension du réseau d'AEP à partir de Ndombo (7 km)	Sovanabé pathé badio, Bardiale	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	45 000 000
Mise en place d'une antenne d'eau à partir de Ndombo (7 km)	Pathé Badio, Bardiale 2, Bardiale Diassarnabé, Sovonabé P Badio, Ourourbé P badio, Ourourbé Démba, Pathé Badio carrière)	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	30 000 000
renforcement capacité de puits et forages avec construction de châteaux d'eau et réseau d'adduction	diamdiayré est (8km), yelour ouest (15km), mapoudj (15km), héwa thiat (7km)	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	49 000 000
Extension réseau d'AEP Thiago vers Ndiack Fall	Ndiack Fall	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	18 000 000
Mise en place d'un canal d'évacuation des eaux de pluies	Mbane	PACRVFS/Etat,Autres partenaires	1	15 000 000
Programme de construction de 600 latrines privées (100/an)	Les gros villages de la CR	PEPAM/CREPAS?Populations	1	60 000 000
Adduction d'eau pour les marchés	Diaglé, Niassanté, Bouteyni	PEPAM/CREPAS	1	6 000 000
Construction de blocs de 4 box dans les marchés	Diaglé, Niassanté, Bouteyni	PEPAM/CREPAS	1	6 000 000
Total E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés			**8**	**229 000 000**
E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR				
Extension de l'electrification de Ndombo	Ndombo	Etat	1	10 000 000
Total E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR			**1**	**10 000 000**
E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics				
Mise en place d'un fonds de crédit pour les femmes (50 000 000 par an)	CR	Etat, CR, partenaires	1	50 000 000
Mise en place d'un fonds d'assistance et de solidarité aux handicapés	CR		1	5 000 000
Clôture perimetre maraîchers pour les GPF	CR		1	15 000 000
Mise en place d'un fonds d'insertion des jeunes (30 000 000 par an)	zone	Etat, CR, partenaires	1	30 000 000
Total E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics			**4**	**100 000 000**
E2.R6 jeunesse, sports et loisirs				

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2012 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
Réalisation de 3 enclosures d'aires de jeu	Diaglé, Mbane, Ndombo	Etat, Autres partenaires	1	50 000 000
aménagement de 6 aires de jeu	thiago,niassanté, saré-lamou, pathé badiou	CR, Autres partenaires	1	6 000 000
Total E2.R6 jeunesse, sports et loisirs			**2**	**56 000 000**
TOTAL E2 : REALISATION DES OMD			**38**	**746 100 000**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E3. PRESERVATIONS ET VALORISATIONS DES PATRIMOINES				
E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées				
création de bois 10 villageois	tous les villages officiels	Etat, CR, partenaires	1	4 000 000
redynamisation et équipement des comités de vigilance du lac	zone	COMPACT, CR, partenaires	1	1 000 000
Mise en place d'une unité de production de charbon (typha)	zone	PERACOP, ONG SOS sahel	1	3 000 000
réhabilitation des pare-feu	toutes les zones	Etat, CR, Autres partenaires	1	10 000 000
Création de 30 péinières villageois	30 villages	IREF,Biodiversité	1	3 000 000
programme de reboisement 10 000 plans par an	Toute la CR	IREF,Biodiversité	1	2 000 000
Total E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées			**6**	**23 000 000**
E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages			1	
Aménagement dépotoires d'ordure avec système de compostage et d'insinérateur	ndombo (démarré), thiago(démarré), pathé badio, mbane, niassanté, Bouteyni, Diaglé, Saré Lamou, Ndiakhaye	CR, Autres partenaires	1	2 000 000
Sessions de formation des gestionnaires des dépotoires et de recyclage d'ordures (2 par an)	ndombo (démarré), thiago(démarré), pathé badio, mbane, niassanté, Bouteyni, Diaglé	CR, Autres partenaires	1	2 000 000
Total E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages			**2**	**4 000 000**
E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés				
Tenue de la semaine culturelle de Mbane	zone	CR, OCB	1	5 000 000
matérialisation des sites historiques (contruction de momunents)	zone	CR, partenaires,APILG	1	6 000 000
organisation de sessions de formation de guides historiques	zone	CR, partenaires,APILG	1	2 000 000
Total E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés			**3**	**13 000 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2012 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
TOTAL E3 : PRESERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES			**11**	**40 000 000**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E4. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE				
E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place				
Construction de pistes latéritiques	Ndombo Niassanté (42km) Niassanté- Saré Lamou (15 km)Bouteyni (18 km), Diaglé-Saré Lamou(17 km), Diaglé-Niassanté (15km)	Etat, MCA, Autres partenaires	1	428 000 000
entretien piste ndombo-thiago (7km)	ndombo-thiago (7km)	Etat, MCA,Autres partenaires	1	5 000 000
Création d'un réseau de transport privé		CR, Opérateurs privés	1	60 000 000
Total E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place			**3**	**493 000 000**
E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement				
acquisition de 3 tracteurs équipé en ofset et remorque	les 3 zones	Autres partenaires	1	14 000 000
acquisition de 3 batteuses à mil	les 3 zones	Autres partenaires	1	14 000 000
acquisition de 3 décortiqueuses arachide	les 3 zones	Autres partenaires	1	14 000 000
création de 5 fermes agricoles	saré-lamou, gankette penda yayaké, mbélogne, malla, weyndou samba	Autres partenaires	1	5 000 000
aménagement de 200 ha de surface agricole	thiago	SAED, Autres partenaires	1	160 000 000
Total E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement			**5**	**207 000 000**
E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement				
Equipement materiel de fauçage (tracteur, faucheur, balotteur)		Etat, Autres partenaires	1	25 000 000
Amenagement et équipement d'enclots de stockage de fourrage	Mbane	Autres partenaires	1	10 000 000
organisation campagne d'insemination artificielle (50 vaches/an)	CR	Etat	1	3 000 000
construction d'un parc de vaccination	pathé badio	PNDL, PACR	1	6 000 000
Total E4.R3 l'élevage est sur la voie du développemen			**4**	**44 000 000**
E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement				
aménagements de 5 étangs piscicoles	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	4 000 000
sensibilisation sur les règles de pêche	CR mbane	Etat, ONG	1	400 000
Total E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement			**2**	**4 400 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2012 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
E4.R5 l'artisanat se développe				
Total E4.R5 l'artisanat se développe			**0**	**0**
TOTAL E4 : LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			**14**	**748 400 000**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E5. LA GOUVERNANCE LOCALE				
E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels				
Subvention pour l'appui au fonctionnement des 12 CIVD	CR	CR	1	1 200 000
Subvention pour l'appui au fonctionnement du cadre communautaire	CR	CR	1	300 000
Total E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels			**2**	**1 500 000**
E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées				
Voyages d'études	CR	CR, Partenaires	1	500 000
Achat équipement informatique	CR	CR, Partenaires	1	
Tenue d'émissions radio sur les activités et réalisations du CR (semestrielle)	CR	CR	1	300 000
Production de supports de communication sur les capacités de la CR	CR	CR	1	
Conception d'un site web	CR	Partenaire	1	800 000
Production de support de résumé du PLD	CR	PACR	1	
Revue annuelle du PLD	CR	CR, Partenaires	1	300 000
Confection logo CR	CR	CR	1	
Total E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées			**8**	**1 900 000**
E5.R3 les OCB sont capacitées				
Organisation de 2 sessions de formation des comités de gestion des forages et des stations de potabilisation	OCB	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	3 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2012 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FIANANCEMENT	NB	COUTS
Total E5.R3 les OCB sont capacitées			**1**	**3 000 000**
E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités				
Organisation d'une session de formation des opérateurs économiques locaux sur les techniques de montage de dossier de marché	CR	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	1 500 000
Rencontre d'échange annuelle entre le CR et les opérateurs économiques sur les investissements privés locaux	CR	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	500 000
Total E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités			**2**	**2 000 000**
E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural				
Tenue de réunions semestrielles d'évaluation des interventions	CR	CR, Partenaires	1	400 000
Organisation de foum des partenaires de la CR	Mbane	Partenaires	1	10 000 000
Total E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural			**2**	**10 400 000**
TOTAL E5 LA GOUVERNANCE LOCALE			**15**	**18 800 000**
TOTAL GENERAL			**79**	**1 753 300 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTION DE 2013

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
ENJEUX ET OREINTATIONS : E1. GESTION DU TERRITOIRE				
E1.R1. le patrimoine foncier de la CR est sécurisé				
E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé				
Total E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé			**0**	**0**
TOTAL E1 GESTION DU TERRITOIRE			**0**	**0**
ENJEUX ET OREINTATIONS : E2. REALISATION DES OMD				
E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré				
création de 21 écoles élémentaires (1 classe, cloture, latrine)	boguel ngalgou, bardial, jassarnabé, bardial 2, temey thiago, bellel pathé, mbélogne boulbé, bisnabé belel sadjégui, bisnabé kalom, bisnabé boké diwé, bsnabé yéro féla 1, bowdé ndiarka, mbélogne widodji, foss ndiakhaye 2, séno ndawène, syere, bélimar belel mbed, mbélogne kagne, diam weli, oulad diery	Etat, IDEN, CR, partenaires	1	45 000 000
construction 39 classes (remplacement) abris provisoires	Kouel Balande (2)Bounama yelour (1),Diaglé (1),Sovonabé Belly namary(1),Foundoung(1),Saneinte(1), Singou Dieri(1),Temeye Peulh(1),Temeye Soubalbé(1),Mbane(4),Léwa(1),Gade Abass(1),Ndombo(1),Ndombo Diamaguene(1),Ndoumbouléne(1),Sovonabé Niary (2),Kaw Ndiral(1), Mbélogne Touffam(1), Mbélogne Goudé(2), Pampinabé 3(1),Wadabé Niassanté(1),Ourourbé Pathé Badio(1),Foss Ndiakhaye I(1),Gankette Penda Yayak(1),Thiago(5), Temeye Lewa(1)	Etat, Autres partenaires	1	30 000 000
construction de 13 murs de clôture (13 écoles élém.)	malla, foss ndiakhaye 1, saré-lamou, gankette penda yayaké, diamaguène, thiago, bisnabé penda yayaké, bouteyni, niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, weyndou samba	Etat, Autres partenaires	1	10 000 000
électrification solaire de 5 écoles	niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, wendou samba		1	4 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTION DE 2013 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
construction de 12 blocs sanitaires à 2 boxes	diaglé, pomo, badjincobé, kouel, singou diéry, sanEinte, temey,weyndou samba, gade assy, malla, foss ndiakhaye 1, saré-lamou	Etat, Autres partenaires	1	4 800 000
construction de 3 blocs sanitaires (4 boxes)	ndombo , sowonabé, ouroulbé	Etat, CR, partenaires	1	2 000 000
construction de 11 Centres d'Eveil Communautaires	Mbane,diamaguène, mata moulana, ouroulbé pathé badio, saré-lamou, bouteyni, mbélogne, belly namari, bisnabé penda yayaké, ndombo, sovonabé Pathé badio	Etat, ONG	1	40 000 000
acquisition de manuels scolaires	Toutes écoles	Etat, CR, partenaires	1	1 000 000
acquisition de 415 tables bancs	diamaguène (75), ndombo (50), pathé badio (20), thiago (50), ouroulbé pathé badiou (20), zone de saré lamou (200)	Etat, Autres, partenaires	1	3 500 000
ouverture de 16 classes d' alphabétisation	pathé badio (2), diamaguène (1), temey bardial pathé badio (1), saré-lamou (1), bouteyni (1), diabalnabé belly namari (1), diaglé (1), foss ndiakhaye (1), bisnabé penda yayaké (1)	Etat, partenaires	1	400 000
construction et équipement de 13 salles de classe pour l'enseignement arabe	ndombo (4), pathé badiou thiago (4), foss ndiakhaye 2, diabalnabé belly namari, diaglé, saré-lamou, bouteyni	Etat, Autres partenaires	1	10 000 000
construction de 15 salles de classe pour les dahras	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	12 000 000
appui en équipement des écoles arabes et dahra	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	2 000 000
Activités de sensibilisation sur l'inscription des enfants et le maintien des filles à l'école	CR mbane	CR, OCB, IDEN, partenaires	1	1 000 000
Total E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré			**14**	**165 700 000**
E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés				
construction et équipement de 17 cases de santé avec clôture et latrine	gankette pende yayaké, bisnabé pende yayaké, malla, sam sam, mbélogne boulbé, boki diawé, bellel sadjéry, saré-lamou, ndiack fall 1, niary, lougouré bayré, balandé, bélogne, mapoudj, yelour, pam1	Etat, Autres partenaires	1	45 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2013 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
construction de 4 murs de clôture de cases de santé	weyndou samba, saré lamou, foss ndiakhaye 1 , dialbanabé beli namari	Etat, CR, partenairse	1	7 000 000
adduction d'eau de 4 cases de santé	mbélogne, mapoudj, yélour, pampinabé1	Partenaires	1	10 000 000
électrification solaire de 4 cases de santé	mbélognen mapoudj, yelour, pampinabé	Partenaires	1	400 000
Sessions annuelles de renforcement des capacités du personnel de la santé	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	3 000 000
acquisition de 3 ambulances	ndombo, thiago, mbane	Etat, CR, partenaires	1	15 000 000
sensibilisation sur le PEV, la PTME, les IST, la SR femme et adolescent	CR mbane	Etat, CR, ST, partenaires	1	5 000 000
Total E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés			**7**	**85 400 000**
E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés				
renforcement du forage de niassanté pour desservir 4 villages	belel seno (9km), mapoudj (15km), yelour (8km)	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	49 000 000
Renforcement forage Ndiakhaye et création d'antenne d'eau	Mar 2, Louguéré Baylo	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	15 000 000
extension du réseau d'AEP de diaglé sur 7 km vers diabalnabé belly namary	diabalnabé belly namary	Etat, CR, PACR, partenaires	1	50 000 000
mise en place d'un système d'évacuation des eaux de pluie (réseau, bassin, moto pompe)	Ndombo, Thiago	PACR/VFS, Autres partenaires	1	10 000 000
Programme de construction de 600 latrines privées (100/an)	Les gros villages de la CR	PEPAM/CREPAS?Populations	1	60 000 000
Total E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés			**5**	**184 000 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTION DE 2013 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR				
Electrification réseau senelec de 10 villages	Léwa Témey Salane, Saneinth Tack,Sovanabé 1,Pathé Badio,Témeye,Diaglé,Bardial,Niary, Médina, Saneinth kaw	COMASEL	2	112 509 168
électrification de forage	ndombo	Etat, Autres partenaires	1	5 000 000
Total E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR			**3**	**117 509 168**
E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics				
Mise en place d'un fonds de crédit pour les femmes (50 000 000 par an)	CR	Etat, CR, partenaires	1	50 000 000
Mise en place d'un fonds d'assistance et de solidarité aux handicapés	CR		1	5 000 000
Mise en place d'un fonds d'insertion des jeunes (30 000 000 par an)	zone	Etat, CR, partenaires	1	30 000 000
Total E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics			**3**	**85 000 000**
E2.R6 jeunesse, sports et loisirs				
construction et équipementde trois foyers de jeunes	ndombo, mbane, diaglé	Etat, CR, partenaires	1	25 000 000
Total E2.R6 jeunesse, sports et loisirs			**1**	**25 000 000**
TOTAL E2 REALISATION DES OMD			**33**	**662 609 168**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E3. PRESERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES				
E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées				
création de bois 10 villageois	tous les villages officiels	Etat, CR, partenaires	1	4 000 000
redynamisation et équipement des comités de vigilance du lac	Zone	COMPACT, CR, partenaires	1	1 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2013 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
réhabilitation des pare-feu	toutes les zones	Etat, CR, Autres partenaires	1	10 000 000
faucardage des typhas	Lac de guiers	PACR/VFS, Autres partenaires	1	1 000 000
Création de mise en défends de 10 nouveaux Sites	ndombo, thiago	IREF,Biodiversité	1	2 500 000
Total E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées			**5**	**18 500 000**
E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages				
Aménagement dépotoires d'ordure avec système de compostage et d'insinérateur	ndombo (démarré), thiago(démarré), pathé badio, mbane, niassanté, Bouteyni, Diaglé, Saré Lamou, Ndiakhaye	CR, Autres partenaires	1	4 000 000
Sessions de formation des gestionnaires des dépotoires et de recyclage d'ordures (2 par an)	ndombo (démarré), thiago(démarré), pathé badio, mbane, niassanté, Bouteyni, Diaglé	CR, Autres partenaires	1	2 000 000
Total E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages			**2**	**6 000 000**
E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés				
Tenue de la semaine culturelle de Mbane	Zone	CR, OCB	1	5 000 000
matérialisation des sites historiques (contruction de momunents)	Zone	CR, partenaires,APILG	1	6 000 000
Total E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés			**2**	**11 000 000**
TOTAL E3 PRESERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES			**9**	**35 500 000**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E4. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE				
E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place				
Construction de pistes latéritiques	Ndombo Niassanté (42km) Niassanté- Saré Lamou (15 km)Bouteyni (18 km), Diaglé-Saré Lamou(17 km), Diaglé-Niassanté (15km)	Etat, MCA, Autres partenaires	1	428 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2013 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
Total E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place			**1**	**428 000 000**
E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement				
création de 5 fermes agricoles	saré-lamou, gankette penda yayaké, mbélogne, malla, weyndou samba	Autres partenaires	1	5 000 000
aménagement de 300 ha de surface agricole	pathé badio, thiago	SAED, Autres partenaires	1	80 000 000
mise en place d'une ligne de crédit pour les agriculteurs	ndombo, thiago	Etat, partenaires	1	300 000 000
Total E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement			**3**	**385 000 000**
E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement				
creation de fermes de promotion elevage intensif	Mbane	PACR, Autres partenaires	1	15 000 000
formation de 20 auxilliaires de santé	pathé badio (10), ndombo (5), thiago (5)	PNDL, PRP	1	1 600 000
Total E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement			**2**	**16 600 000**
E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement				
aménagements de 5 étangs piscicoles	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	4 000 000
sensibilisation sur les règles de pêche	CR mbane	Etat, ONG	1	400 000
Total E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement			**2**	**4 400 000**
E4.R5 l'artisanat se développe				
Total E4.R5 l'artisanat se développe			**0**	**0**
TOTAL E4 LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			**8**	**834 000 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2013 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
ENJEUX ET OREINTATIONS : E5. LA GOUVERNANCE LOCALE				
E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels				
Subvention pour l'appui au fonctionnement des 12 CIVD	CR	CR	1	1 200 000
Subvention pour l'appui au fonctionnement du cadre communautaire	CR	CR	1	300 000
Organisation de 2 réunions semestrielles d'évaluation des cadres de concertation	CR	CR,PNDL,PACR	1	500 000
Total E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels			**3**	**2 000 000**
E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées				
Organisation de sessions de formation des élus sur la gouvernance locale et le développement durable (fiscalité locale, développement économique local,développement des partenariats,gestion durable des infrastructures)(3 jrs)	CR	PNDL, PACR	1	1 000 000
Achat équipement informatique	CR	CR, Partenaires	1	3 000 000
Tenue d'émissions radio sur les activités et réalisations du CR (semestrielle)	CR	CR	1	300 000
Revue annuelle du PLD	CR	CR, Partenaires	1	300 000
Total E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées			**4**	**4 600 000**
E5.R3 les OCB sont capacitées				

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2013 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
Organisation de 2 sessions de fomation des comités de gestion des infrastructures	Comités de gestion	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	3 000 000
Total E5.R3 les OCB sont capacitées			**1**	**3 000 000**
E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités				
Rencontre d'échange annuelle entre le CR et les opérateurs économiques sur les investissements privés locaux	CR	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	500 000
Total E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités			**1**	**500 000**
E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural				
Tenue de réunions semestrielles d'évaluation des interventions	CR	CR, Partenaires	1	400 000
Total E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural			**3**	**400 000**
TOTAL E5 LA GOUVERNANCE LOCALE			**12**	**10 500 000**
TOTAL GENERAL			**62**	**1 542 609 168**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2014

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
ENJEUX ET OREINTATIONS E1. GESTION DU TERRITOIRE				
E1.R1. le patrimoine foncier de la CR est sécurisé				
E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé				
Réalisation d'un plan de lotissement des grands villages	Ndombo, Thiago, Diaglé, Saré Lamou, Saneinth, Ndiakhaye,Mbane	PACR, Autres partenaires	1	200 000 000
Total E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé			**1**	**200 000 000**
TOTAL E1 GESTION DU TERRITOIRE			**1**	**200 000 000**
ENJEUX ET OREINTATIONS : E2. REALISATION DES OMD				
E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré				
création de 21 écoles élémentaires (1 classe, cloture, latrine)	boguel ngalgou, bardial, jassarnabé, bardial 2, temey thiago, bellel pathé, mbélogne boulbé, bisnabé belel sadjégui, bisnabé kalom, bisnabé boké diwé, bsnabé yéro féla 1, bowdé ndiarka, mbélogne widodji, foss ndiakhaye 2, séno ndawène, syere, bélimar belel mbed, mbélogne kagne, diam weli, oulad diery	Etat, IDEN, CR, partenaires	1	60 000 000
construction 39 classes (remplacement) abris provisoires	Kouel Balande (2)Bounama yelour (1),Diaglé (1),Sovonabé Belly namary(1),Foundoung(1),Saneinte(1), Singou Dieri(1),Temeye Peulh(1),Temeye Soubalbé(1),Mbane(4),Léwa(1),Gade Abass(1),Ndombo(1),Ndombo Diamaguene(1),Ndoumbouléne(1),Sovonabé Niary (2),Kaw Ndiral(1), Mbélogne Touffam(1), Mbélogne Goudé(2), Pampinabé 3(1),Wadabé Niassanté(1),Ourourbé Pathé Badio(1),Foss Ndiakhaye I(1),Gankette Penda Yayak(1),Thiago(5), Temeye Lewa(1)	Etat, Autres partenaires	1	35 000 000
construction de 13 murs de clôture (13 écoles élém.)	malla, foss ndiakhaye 1, saré-lamou, gankette penda yayaké, diamaguène, thiago, bisnabé penda yayaké, bouteyni, niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, weyndou samba	Etat, Autres partenaires	1	10 000 000
électrification solaire de 5 écoles	niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, wendou samba		1	4 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTION DE 2014 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
construction de 12 blocs sanitaires à 2 boxes	diaglé, pomo, badjincobé, kouel, singou diéry, sanEinte, temey,weyndou samba, gade assy, malla, foss ndiakhaye 1, saré-lamou	Etat, Autres partenaires	1	4 800 000
construction de 3 blocs sanitaires (4 boxes)	ndombo , sowonabé, ouroulbé	Etat, CR, partenaires	1	2 000 000
construction de 3 salles de lecture	saré-lamou, diaglé, diabalnabé belly namari		1	9 000 000
Intallation de points d'eau potable dans 13 écoles	Léwa,Kawndiral,Wadabé Niassanté,Sovonabé Belly Namary,Pomo, Pampinabé 1,Mbelogne Touffame,Mbelogne Goudi, Mbelogne,Bounama Yelour,Foundoung,Ganket Penda Yayaké,Pathé Badio Ourourbé	PARTENARIAT,Autres partenaires	1	2 800 000
construction de 4 Cases des Tout Petits	mbane, thiago, saré-lamou	Etat	1	60 000 000
acquisition de manuels scolaires	Toutes écoles	Etat, CR, partenaires	1	1 000 000
acquisition de 415 tables bancs	diamaguène (75), ndombo (50), pathé badio (20), thiago (50), ouroulbé pathé badiou (20) , zone de saré lamou (200)	Etat, Autres, partenaires	1	4 025 000
ouverture de 16 classes d' alphabétisation	pathé badio (2), diamaguène (1), temey bardial pathé badio (1), saré-lamou (1), bouteyni (1), diabalnabé belly namari (1), diaglé (1), foss ndiakhaye (1), bisnabé penda yayaké (1)	Etat, partenaires	1	400 000
Sessions annuelles de formation/recyclages de moniteurs pour l'alphabétisation	CR mbane	CR, partenaires	1	1 000 000
construction et équipement de 13 salles de classe pour l'enseignement arabe	ndombo (4), pathé badiou thiago (4), foss ndiakhaye 2, diabalnabé belly namari, diaglé, saré-lamou, bouteyni	Etat, Autres partenaires	1	10 000 000
construction de 15 salles de classe pour les dahras	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	12 000 000
appui en équipement des écoles arabes et dahra	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	2 000 000
Activités de sensibilisation sur l'inscription des enfants et le maintien des filles à l'école	CR mbane	CR, OCB, IDEN, partenaires	1	1 000 000
Total E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré			**17**	**219 025 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2014 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés				
construction et équipement de 3 postes de santé	Bouteyni,mar, saré-lamou	Etat (BCI), Autres partenaires	1	60 000 000
construction et équipement de 17 cases de santé avec clôture et latrine	gankette pende yayaké, bisnabé pende yayaké, malla, sam sam, mbélogne boulbé, boki diawé, bellel sadjéry, saré-lamou, ndiack fall 1, niary, lougouré bayré, balandé, bélogne, mapoudj, yelour, pam1	Etat, Autres partenaires	1	45 000 000
construction de 4 murs de clôture de cases de santé	weyndou samba, saré lamou, foss ndiakhaye 1 , dialbanabé beli namari	Etat, CR, partenairse	1	7 000 000
adduction d'eau de 4 cases de santé	mbélogne, mapoudj, yélour, pampinabé1	Partenaires	1	10 000 000
électrification solaire de 4 cases de santé	mbélognen mapoudj, yelour, pampinabé	Partenaires	1	400 000
électrification solaire de 3 postes de santé	bouteyni , diaglé ,niassanté	Etat, Autres partenaires	1	4 000 000
Sessions annuelles de renforcement des capacités du personnel de la santé	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	3 000 000
sensibilisation sur le PEV, la PTME, les IST, la SR femme et adolescent	CR mbane	Etat, CR, ST, partenaires	1	5 000 000
Total E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés			**8**	**134 400 000**
E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés				
renforcement du forage de niassanté pour desservir 4 villages	belel seno (9km), mapoudj (15km), yelour (8km)	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	55 000 000
Renforcement forage Ndiakhaye et création d'antenne d'eau	Mar 2, Louguéré Baylo	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	15 000 000
extension du réseau d'AEP à partir du forage de saré-lamou	mbélogne, foss ndiakhaye 1, bellel youra	Etat, CR, PACR, partenaires	1	15 000 000
Programme de construction de 600 latrines privées (100/an)	Les gros villages de la CR	PEPAM/CREPAS?Populations	1	60 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2014 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
Total E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés			**4**	**145 000 000**
E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR				
Electrification au solaire d'unité laitière et de moulin à mil	pathé badio	Autres partenaires	1	5 000 000
Total E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR			**1**	**5 000 000**
E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics				
Mise en place d'un fonds de crédit pour les femmes (50 000 000 par an)	CR	Etat, CR, partenaires	1	50 000 000
Mise en place d'un fonds d'assistance et de solidarité aux handicapés	CR		1	5 000 000
Mise en place d'un fonds d'insertion des jeunes (30 000 000 par an)	zone	Etat, CR, partenaires	1	30 000 000
Total E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics			**3**	**85 000 000**
E2.R6 jeunesse, sports et loisirs				
Réalisation de 3 enclosures d'aires de jeu	Diaglé, Mbane, Ndombo	Etat, Autres partenaires	1	50 000 000
aménagement de 6 aires de jeu	thiago,niassanté, saré-lamou, pathé badiou	CR, Autres partenaires	1	6 000 000
Total E2.R6 jeunesse, sports et loisirs			**2**	**56 000 000**
TOTAL E2 LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			**35**	**644 425 000**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E3. PRESERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES				
E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées				
création de bois 10 villageois	tous les villages officiels	Etat, CR, partenaires	1	4 000 000
redynamisation et équipement des comités de vigilance du lac	Zone	COMPACT, CR, partenaires	1	1 000 000
réhabilitation des pare-feu	toutes les zones	Etat, CR, Autres partenaires	1	10 000 000
Création de 30 péinières villageois	30 villages	IREF,Biodiversité	1	3 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2014 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
Total E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées			**4**	**18 000 000**
E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages				
Aménagement dépotoires d'ordure avec système de compostage et d'insinérateur	ndombo (démarré), thiago(démarré), pathé badio, mbane, niassanté, Bouteyni, Diaglé, Saré Lamou, Ndiakhaye	CR, Autres partenaires	1	4 000 000
Sessions de formation des gestionnaires des dépotoires et de recyclage d'ordures (2 par an)	ndombo (démarré), thiago(démarré), pathé badio, mbane, niassanté, Bouteyni, Diaglé	CR, Autres partenaires	1	1 000 000
Total E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages			**2**	**5 000 000**
E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés				
Tenue de la semaine culturelle de Mbane	Zone	CR, OCB	1	5 000 000
matérialisation des sites historiques (contruction de momunents)	Zone	CR, partenaires,APILG	1	6 000 000
organisation de sessions de formation de guides historiques	Zone	CR, partenaires,APILG	1	2 000 000
Total E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés			**3**	**13 000 000**
TOTAL E3 PRESEVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES			**09**	**36 000 000**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E4. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE				
E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place				
Construction de pistes latéritiques	Ndombo Niassanté (42km) Niassanté- Saré Lamou (15 km)Bouteyni (18 km), Diaglé-Saré Lamou(17 km), Diaglé-Niassanté (15km)	Etat, MCA, Autres partenaires	1	428 000 000
Total E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place			**1**	**428 000 000**
E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement				
création de 5 fermes agricoles	saré-lamou, gankette penda yayaké, mbélogne, malla, weyndou samba	Autres partenaires	1	5 000 000
Total E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement			**1**	**5 000 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2014 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement				
Appui mise en place d'une unité de transformation laitiere	Mbane	Autres partenaires	1	20 000 000
organisation campagne d'insemination artificielle (50 vaches/an)	CR	Etat	1	3 000 000
Total E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement			**2**	**23 000 000**
E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement				
aménagements de 5 étangs piscicoles	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	4 000 000
sensibilisation sur les règles de pêche	CR mbane	Etat, ONG	1	400 000
Total E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement			**2**	**4 400 000**
E4.R5 l'artisanat se développe				
création d'un centre artisanal	ndombo	Etat, partenaires	1	30 000 000
Ouverture d'un centre de métiers	mbane	Etat, CR, partenaires	1	75 000 000
Total E4.R5 l'artisanat se développe			**2**	**105 000 000**
TOTAL E4 LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			**8**	**565 400 000**
ENJEUX ET OREINTATIONS : E5. LA GOUVERNANCE LOCALE				
E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels				
Subvention pour l'appui au fonctionnement des 12 CIVD	CR	CR	1	1 200 000
Subvention pour l'appui au fonctionnement du cadre communautaire	CR	CR	1	300 000
Total E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels			**2**	**1 500 000**
E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées				

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2014 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
Organisation sessions de formation des élus sur la décentralisation au Sénégal et les compétences transférées (foncier, GRN,fonctionnement, planification etc.) (3 jrs)	CR	PNDL, PACR	1	1 000 000
Tenue d'émissions radio sur les activités et réalisations du CR (semestrielle)	CR	CR	1	300 000
Revue annuelle du PLD	CR	CR, Partenaires	1	300 000
Total E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées			**3**	**1 600 000**
E5.R3 les OCB sont capacitées				
Organisation de 2 sessions de fomation des OCB sur la gestion organisationnelle	CR	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	1 500 000
Total E5.R3 les OCB sont capacitées			**1**	**1 500 000**
E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités				
Rencontre d'échange annuelle entre le CR et les opérateurs économiques sur les investissements privés locaux	CR	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	500 000
Total E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités			**1**	**500 000**
E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural				
Tenue de réunions semestrielles d'évaluation des interventions	CR	CR, Partenaires	1	400 000
Total E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural			**1**	**400 000**
TOTAL E5 LA GOUVERNANCE LOCALE			**8**	**5 500 000**
TOTAL GENERAL			**65**	**1 451 325 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2015

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
ENJEUX ET OREINTATIONS E1. GESTION DU TERRITOIRE				
E1.R1. le patrimoine foncier de la CR est sécurisé				
E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé				
TOTAL E1 GESTION DU TERRITOIRE			**0**	**0**
ENJEUX ET OREINTATIONS : E2. REALISATION DES OMD				
E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré				
création de 21 écoles élémentaires (1 classe, cloture, latrine)	boguel ngalgou, bardial, jassarnabé, bardial 2, temey thiago, bellel pathé, mbélogne boulbé, bisnabé belel sadjégui, bisnabé kalom, bisnabé boké diwé, bsnabé yéro féla 1, bowdé ndiarka, mbélogne widodji, foss ndiakhaye 2, séno ndawène, syere, bélimar belel mbed, mbélogne kagne, diam weli, oulad diery	Etat, IDEN, CR, partenaires	1	60 000 000
construction 39 classes (remplacement) abris provisoires	Kouel Balande (2)Bounama yelour (1),Diaglé (1),Sovonabé Belly namary(1),Foundoung(1),Saneinte(1), Singou Dieri(1),Temeye Peulh(1),Temeye Soubalbé(1),Mbane(4),Léwa(1),Gade Abass(1),Ndombo(1),Ndombo Diamaguene(1),Ndoumbouléne(1),Sovonabé Niary (2),Kaw Ndiral(1), Mbélogne Touffam(1), Mbélogne Goudé(2), Pampinabé 3(1),Wadabé Niassanté(1),Ourourbé Pathé Badio(1),Foss Ndiakhaye I(1),Gankette Penda Yayak(1),Thiago(5), Temeye Lewa(1)	Etat, Autres partenaires	1	35 000 000
construction de 13 murs de clôture (13 écoles élém.)	malla, foss ndiakhaye 1, saré-lamou, gankette penda yayaké, diamaguène, thiago, bisnabé penda yayaké, bouteyni, niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, weyndou samba	Etat, Autres partenaires	1	10 000 000
électrification solaire de 5 écoles	niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, wendou samba		1	4 000 000
construction de 11 Centres d'Eveil Communautaires	Mbane,diamaguène, mata moulana, ouroulbé pathé badio, saré-lamou, bouteyni, mbélogne, belly namari, bisnabé penda yayaké, ndombo, sovonabé Pathé badio	Etat, ONG	1	45 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2015 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
acquisition de manuels scolaires	Toutes écoles	Etat, CR, partenaires	1	1 000 000
ouverture de 16 classes d' alphabétisation	pathé badio (2), diamaguène (1), temey bardial pathé badio (1), saré-lamou (1), bouteyni (1), diabalnabé belly namari (1), diaglé (1), foss ndiakhaye (1), bisnabé penda yayaké (1)	Etat, partenaires	1	400 000
construction et équipement de 13 salles de classe pour l'enseignement arabe	ndombo (4), pathé badiou thiago (4), foss ndiakhaye 2, diabalnabé belly namari, diaglé, saré-lamou, bouteyni	Etat, Autres partenaires	1	15 000 000
construction de 15 salles de classe pour les dahras	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	12 000 000
appui en équipement des écoles arabes et dahra	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	2 000 000
Activités de sensibilisation sur l'inscription des enfants et le maintien des filles à l'école	CR mbane	CR, OCB, IDEN, partenaires	1	1 000 000
Total E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré			**11**	**185 400 000**
E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés				
construction et équipement de 17 cases de santé avec clôture et latrine	gankette pende yayaké, bisnabé pende yayaké, malla, sam sam, mbélogne boulbé, boki diawé, bellel sadjéry, saré-lamou, ndiack fall 1, niary, lougouré bayré, balandé, bélogne, mapoudj, yelour, pam1	Etat, Autres partenaires	1	45 000 000
construction de 4 murs de clôture de cases de santé	weyndou samba, saré lamou, foss ndiakhaye 1 , dialbanabé beli namari	Etat, CR, partenairse	1	7 000 000
adduction d'eau de 4 cases de santé	mbélogne, mapoudj, yélour, pampinabé1	Partenaires	1	10 000 000
électrification solaire de 4 cases de santé	mbélognen mapoudj, yelour, pampinabé	Partenaires	1	400 000
électrification solaire de 3 postes de santé	bouteyni , diaglé ,niassanté	Etat, Autres partenaires	1	4 000 000
Sessions annuelles de renforcement des capacités du personnel de la santé	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	3 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2015 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
acquisition de 3 ambulances	ndombo, thiago, mbane	Etat, CR, partenaires	1	15 000 000
sensibilisation sur le PEV, la PTME, les IST, la SR femme et adolescent	CR mbane	Etat, CR, ST, partenaires	1	5 000 000
Total E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés			**8**	**89 400 000**
E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés				
Mise en place d'une antenne d'eau à partir de Ndombo (7 km)	Pathé Badio, Bardiale 2, Bardiale Diassarnabé, Sovonabé P Badio, Ourourbé P badio, Ourourbé Démba, Pathé Badio carrière)	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	30 000 000
renforcement capacité de puits et forages avec construction de châteaux d'eau et réseau d'adduction	diamdiayré est (8km), yelour ouest (15km), mapoudj (15km), héwa thiat (7km)	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	91 000 000
renforcement de de capacité de 2 forages et construction de château d'eau	saré-lamou, niassanté	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	30 000 000
mise en place d'un système d'évacuation des eaux de pluie (réseau, bassin, moto pompe)	Ndombo, Thiago	PACR/VFS, Autres partenaires	1	10 000 000
Programme de construction de 600 latrines privées (100/an)	Les gros villages de la CR	PEPAM/CREPAS/Populations	1	60 000 000
Total E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés			**5**	**221 000 000**
E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR				
Electrification réseau SENELEC ou Solaire de 11	Ganket Penda Yayaké, Pomo, Malla, Mbélogne,Ndoumboulène, Bisnabé Demba Sira, Weyndou Samba, Gade assi Samba, Seingou Dièry, Kawndiral, Sagobé	COMASEL, SENELEC, Autres partenaires	2	187 515 280
Total E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR			**2**	**187 515 280**
E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics				

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2015 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
Mise en place d'un fonds de crédit pour les femmes (50 000 000 par an)	CR	Etat, CR, partenaires	1	50 000 000
Mise en place d'un fonds d'assistance et de solidarité aux handicapés	CR		1	5 000 000
Mise en place d'un fonds d'insertion des jeunes (30 000 000 par an)	zone	Etat, CR, partenaires	1	30 000 000
Total E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics			**3**	**85 000 000**
E2.R6 jeunesse, sports et loisirs				
construction et équipementde trois foyers de jeunes	ndombo, mbane, diaglé	Etat, CR, partenaires	1	25 000 000
Total E2.R6 jeunesse, sports et loisirs			**1**	**25 000 000**
TOTAL E2 REALISATION DES OMD			**30**	**793 315 280**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E3. PRESERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES				
E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées				
création de bois 10 villageois	tous les villages officiels	Etat, CR, partenaires	1	4 000 000
redynamisation et équipement des comités de vigilance du lac	Zone	COMPACT, CR, partenaires	1	1 000 000
réhabilitation des pare-feu	toutes les zones	Etat, CR, Autres partenaires	1	10 000 000
faucardage des typhas	Lac de guiers	PACR/VFS, Autres partenaires	1	1 000 000
Total E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées			**4**	**16 000 000**
E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages				
Aménagement dépotoires d'ordure avec système de compostage et d'insinérateur	ndombo (démarré), thiago(démarré), pathé badio, mbane, niassanté, Bouteyni, Diaglé, Saré Lamou, Ndiakhaye	CR, Autres partenaires	1	4 000 000
Sessions de formation des gestionnaires des dépotoires et de recyclage d'ordures (2 par an)	ndombo (démarré), thiago(démarré), pathé badio, mbane, niassanté, Bouteyni, Diaglé	CR, Autres partenaires	1	1 000 000
Total E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages			**2**	**5 000 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2015 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés				
Tenue de la semaine culturelle de Mbane	Zone	CR, OCB	1	5 000 000
matérialisation des sites historiques (contruction de momunents)	Zone	CR, partenaires,APILG	1	6 000 000
Total E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés			**2**	**11 000 000**
TOTAL E3 PRESERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES			**8**	**32 000 000**
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E4. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE				
E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place				
Construction de pistes latéritiques	Ndombo Niassanté (42km) Niassanté- Saré Lamou (15 km)Bouteyni (18 km), Diaglé-Saré Lamou(17 km), Diaglé-Niassanté (15km)	Etat, MCA, Autres partenaires	1	428 000 000
Total E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place			**1**	**428 000 000**
E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement				
construction d'un chanal de 10 km	ndombo-belel diaby (10km)	Etat, SAED, Autres partenaires	1	30 000 000
création de 5 fermes agricoles	saré-lamou, gankette penda yayaké, mbélogne, malla, weyndou samba	Autres partenaires	1	5 000 000
aménagement de 300 ha de surface agricole	pathé badio, thiago	SAED, Autres partenaires	1	80 000 000
Total E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement			**3**	**115 000 000**
E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement				
creation de fermes de promotion elevage intensif	Mbane	PACR, Autres partenaires	1	15 000 000
Mise en place ligne de crédit pour financement de projets (embouche bovine, ovine et aviculture)	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	200 000 000
Total E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement			**2**	**215 000 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2015 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement				
aménagements de 5 étangs piscicoles	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	4 000 000
sensibilisation sur les règles de pêche	CR mbane	Etat, ONG	1	400 000
Total E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement			**2**	**4 400 000**
E4.R5 l'artisanat se développe				
Total E4.R5 l'artisanat se développe			**0**	**0**
TOTAL E4 LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			**8**	**762 400 000**
ENJEUX ET OREINTATIONS : E5. LA GOUVERNANCE LOCALE				
E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels				
Organisation de 4 ateliers interzonaux de partage et d'appropriation des outils de travail et documents statutaires des cadres de concertations	CR	CR,PNDL,PACR	1	2 000 000
Subvention pour l'appui au fonctionnement des 12 CIVD	CR	CR	1	1 200 000
Subvention pour l'appui au fonctionnement du cadre communautaire	CR	CR	1	300 000
Total E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels			**3**	**3 500 000**
E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées				
Organisation sessions de formation des élus sur la gestion financière (confection du budget, passation des marchés) (3 jrs)	CR	PNDL, PACR	1	1 000 000
Formation sur l'état civil (élus, chefs de villages, agents et officier d'état civil et ASCOM)	CR	PNDL, PACR	1	1 200 000
Voyages d'études	CR	CR, Partenaires	1	500 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2015 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
Tenue d'émissions radio sur les activités et réalisations du CR (semestrielle)	CR	CR	1	300 000
Revue annuelle du PLD	CR	CR, Partenaires	1	300 000
Total E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées			**5**	**3 300 000**
E5.R3 les OCB sont capacitées				
Organisation de 2 sessions de formation des comités de gestion des forages et des stations de potabilisation	OCB	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	3 000 000
Total E5.R3 les OCB sont capacitées			**1**	**3 000 000**
E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités				
Rencontre d'échange annuelle entre le CR et les opérateurs économiques sur les investissements privés locaux	CR	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	500 000
Total E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités			**1**	**500 000**
E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural				
Tenue de réunions semestrielles d'évaluation des interventions	CR	CR, Partenaires	1	400 000
Total E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural			**1**	**400 000**
TOTAL E5 LA GOUVERNANCE LOCALE			**11**	**10 700 000**
TOTAL GENERAL			**57**	**1 598 415 280**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2016

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
ENJEUX ET OREINTATIONS E1. GESTION DU TERRITOIRE				
E1.R1. le patrimoine foncier de la CR est sécurisé				
E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé				
Réalisation d'un plan de lotissement des grands villages	Ndombo, Thiago, Diaglé, Saré Lamou, Saneinth, Ndiakhaye,Mbane	PACR, Autres partenaires	1	300 000 000
Total E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé			**1**	**300 000 000**
TOTAL E1 GESTION DU TERRITOIRE			**1**	**300 000 000**
ENJEUX ET OREINTATIONS : E2. REALISATION DES OMD				
E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré				
création de 21 écoles élémentaires (1 classe, cloture, latrine)	boguel ngalgou, bardial, jassarnabé, bardial 2, temey thiago, bellel pathé, mbélogne boulbé, bisnabé belel sadjégui, bisnabé kalom, bisnabé boké diwé, bsnabé yéro féla 1, bowdé ndiarka, mbélogne widodji, foss ndiakhaye 2, séno ndawène, syere, bélimar belel mbed, mbélogne kagne, diam weli, oulad diery	Etat, IDEN, CR, partenaires	1	60 000 000
construction 39 classes (remplacement) abris provisoires	Kouel Balande (2)Bounama yelour (1),Diaglé (1),Sovonabé Belly namary(1),Foundoung(1),Saneinte(1), Singou Dieri(1),Temeye Peulh(1),Temeye Soubalbé(1),Mbane(4),Léwa(1),Gade Abass(1),Ndombo(1),Ndombo Diamaguene(1),Ndoumbouléne(1),Sovonabé Niary (2),Kaw Ndiral(1), Mbélogne Touffam(1), Mbélogne Goudé(2), Pampinabé 3(1),Wadabé Niassanté(1),Ourourbé Pathé Badio(1),Foss Ndiakhaye I(1),Gankette Penda Yayak(1),Thiago(5), Temeye Lewa(1)	Etat, Autres partenaires	1	35 000 000
construction de 13 murs de clôture (13 écoles élém.)	malla, foss ndiakhaye 1, saré-lamou, gankette penda yayaké, diamaguène, thiago, bisnabé penda yayaké, bouteyni, niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, weyndou samba	Etat, Autres partenaires	1	15 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2016 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
électrification solaire de 5 écoles	niassanté, yelour, hassi samba, sagobé, wendou samba		1	4 000 000
construction de 3 salles de lecture	saré-lamou, diaglé, diabalnabé belly namari		1	9 000 000
Intallation de points d'eau potable dans 13 écoles	Léwa,Kawndiral,Wadabé Niassanté,Sovonabé Belly Namary,Pomo, Pampinabé 1,Mbelogne Touffame,Mbelogne Goudi, Mbelogne,Bounama Yelour,Foundoung,Ganket Penda Yayaké,Pathé Badio Ourourbé	PARTENARIAT,Autres partenaires	1	3 500 000
construction de 11 Centres d'Eveil Communautaires	Mbane,diamaguène, mata moulana, ouroulbé pathé badio, saré-lamou, bouteyni, mbélogne, belly namari, bisnabé penda yayaké, ndombo, sovonabé Pathé badio	Etat, ONG	1	45 000 000
construction de 4 Cases des Tout Petits	mbane, thiago, saré-lamou	Etat	1	60 000 000
acquisition de manuels scolaires	Toutes écoles	Etat, CR, partenaires	1	1 000 000
ouverture de 16 classes d' alphabétisation	pathé badio (2), diamaguène (1), temey bardial pathé badio (1), saré-lamou (1), bouteyni (1), diabalnabé belly namari (1), diaglé (1), foss ndiakhaye (1), bisnabé penda yayaké (1)	Etat, partenaires	1	400 000
Sessions annuelles de formation/recyclages de moniteurs pour l'alphabétisation	CR mbane	CR, partenaires	1	1 000 000
construction et équipement de 13 salles de classe pour l'enseignement arabe	ndombo (4), pathé badiou thiago (4), foss ndiakhaye 2, diabalnabé belly namari, diaglé, saré-lamou, bouteyni	Etat, Autres partenaires	1	20 000 000
construction de 15 salles de classe pour les dahras	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	12 000 000
appui en équipement des écoles arabes et dahra	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	2 000 000
Activités de sensibilisation sur l'inscription des enfants et le maintien des filles à l'école	CR mbane	CR, OCB, IDEN, partenaires	1	1 000 000
Total E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré			**15**	**268 900 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2016 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés				
construction et équipement de 3 postes de santé	Bouteyni,mar, saré-lamou	Etat (BCI), Autres partenaires	1	60 000 000
construction et équipement de 17 cases de santé avec clôture et latrine	gankette pende yayaké, bisnabé pende yayaké, malla, sam sam, mbélogne boulbé, boki diawé, bellel sadjéry, saré-lamou, ndiack fall 1, niary, lougouré bayré, balandé, bélogne, mapoudj, yelour, pam1	Etat, Autres partenaires	1	45 000 000
construction de 4 murs de clôture de cases de santé	weyndou samba, saré lamou, foss ndiakhaye 1 , dialbanabé beli namari	Etat, CR, partenairse	1	7 000 000
adduction d'eau de 4 cases de santé	mbélogne, mapoudj, yélour, pampinabé1	Partenaires	1	10 000 000
électrification solaire de 4 cases de santé	mbélognen mapoudj, yelour, pampinabé	Partenaires	1	400 000
électrification solaire de 3 postes de santé	bouteyni , diaglé ,niassanté	Etat, Autres partenaires	1	4 000 000
Sessions annuelles de renforcement des capacités du personnel de la santé	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	3 000 000
sensibilisation sur le PEV, la PTME, les IST, la SR femme et adolescent	CR mbane	Etat, CR, ST, partenaires	1	5 000 000
Total E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés			**8**	**134 400 000**
E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés				
renforcement du forage de niassanté pour desservir 4 villages	belel seno (9km), mapoudj (15km), yelour (8km)	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	91 000 000
renforcement capacité de puits et forages avec construction de châteaux d'eau et réseau d'adduction	diamdiayré est (8km), yelour ouest (15km), mapoudj (15km), héwa thiat (7km)	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	91 000 000
extension du réseau d'AEP et création d'antenne à partir du forage de bouteyni	kalom, boki diwé	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	35 000 000
renforcement de de capacité de 2 forages et construction de château d'eau	saré-lamou, niassanté	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	30 000 000

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2016 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
réhabilitation du forage	sagobé	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	90 000 000
Extension réseau d'AEP à partir du forage de Sagobé	Héwa Thiaté	PEPAM, Coopération décentralisée, Autres partenaires	1	65 000 000
Programme de construction de 600 latrines privées (100/an)	Les gros villages de la CR	PEPAM/CREPAS?Populations	1	60 000 000
Total E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés			**7**	**462 000 000**
E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR				
Electrification réseau SENELEC ou Solaire de 11	Ganket Penda Yayaké, Pomo, Malla, Mbélogne,Ndoumboulène, Bisnabé Demba Sira, Weyndou Samba, Gade assi Samba, Seingou Dièry, Kawndiral, Sagobé	COMASEL, SENELEC, Autres partenaires	2	225 018 336
Total E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR			**2**	**225 018 336**
E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics				
Mise en place d'un fonds de crédit pour les femmes (50 000 000 par an)	CR	Etat, CR, partenaires	1	50 000 000
Mise en place d'un fonds d'assistance et de solidarité aux handicapés	CR		1	5 000 000
Mise en place d'un fonds d'insertion des jeunes (30 000 000 par an)	zone	Etat, CR, partenaires	1	30 000 000
Total E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics			**3**	**85 000 000**
E2.R6 jeunesse, sports et loisirs				
construction et équipementde trois foyers de jeunes	ndombo, mbane, diaglé	Etat, CR, partenaires	1	25 000 000
Réalisation de 3 enclosures d'aires de jeu	Diaglé, Mbane, Ndombo	Etat, Autres partenaires	1	50 000 000
aménagement de 6 aires de jeu	thiago,niassanté, saré-lamou, pathé badiou	CR, Autres partenaires	1	6 000 000
Total E2.R6 jeunesse, sports et loisirs			**3**	**81 000 000**
TOTAL E2 LA REALISATION DES OMD			**38**	**1 256 318 336**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2016 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E3. PRESERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES				
E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées				
création de bois 10 villageois	tous les villages officiels	Etat, CR, partenaires	1	4 000 000
redynamisation et équipement des comités de vigilance du lac	Zone	COMPACT, CR, partenaires	1	1 000 000
réhabilitation des pare-feu	toutes les zones	Etat, CR, Autres partenaires	1	10 000 000
Création de mise en défends de 10 nouveaux Sites	ndombo, thiago	IREF, Biodiversité	1	2 500 000
Création de 30 péinières villageois	30 villages	IREF, Biodiversité	1	3 000 000
Total E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées			**5**	**20 500 000**
E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages				
Aménagement dépotoires d'ordure avec système de compostage et d'insinérateur	ndombo (démarré), thiago(démarré), pathé badio, mbane, niassanté, Bouteyni, Diaglé, Saré Lamou, Ndiakhaye	CR, Autres partenaires	1	4 000 000
Sessions de formation des gestionnaires des dépotoires et de recyclage d'ordures (2 par an)	ndombo (démarré), thiago(démarré), pathé badio, mbane, niassanté, Bouteyni, Diaglé	CR, Autres partenaires	1	1 000 000
Total E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages			**2**	**5 000 000**
E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés				
Tenue de la semaine culturelle de Mbane	Zone	CR, OCB	1	5 000 000
matérialisation des sites historiques (contruction de momunents)	Zone	CR, partenaires,APILG	1	6 000 000
Total E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés			**2**	**11 000 000**
TOTAL E3 PRESERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES			**9**	**36 500 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2016 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
ENJEUX ET ORIENTATIONS : E4. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE				
E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place				
construction d'une digue avec vanne de passage eau (1km)	Bardial	PACRVFS/ Autres partenaires	1	30 000 000
Construction de pistes latéritiques	Ndombo Niassanté (42km) Niassanté- Saré Lamou (15 km)Bouteyni (18 km), Diaglé-Saré Lamou(17 km), Diaglé-Niassanté (15km)	Etat, MCA, Autres partenaires	1	428 000 000
Total E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place			**2**	**458 000 000**
E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement				
création de 5 fermes agricoles	saré-lamou, gankette penda yayaké, mbélogne, malla, weyndou samba	Autres partenaires	1	5 000 000
aménagement de 300 ha de surface agricole	pathé badio, thiago	SAED, Autres partenaires	1	80 000 000
Total E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement			**2**	**85 000 000**
E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement				
Equipement materiel de fauçage (tracteur, faucheur, balotteur)		Etat, Autres partenaires	1	25 000 000
Total E4.R3 l'élevage est sur la voie du développement			**1**	**25 000 000**
E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement				
aménagements de 5 étangs piscicoles	CR mbane	Etat, CR, partenaires	1	4 000 000
sensibilisation sur les règles de pêche	CR mbane	Etat, ONG	1	400 000
Total E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement			**2**	**4 400 000**
E4.R5 l'artisanat se développe				
Total E4.R5 l'artisanat se développe			**0**	**0**
TOTAL E4 LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			**7**	**572 400 000**

PLAN D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE 2016 (SUITE)

PROJETS	LOCALISATION	SOURCES DE FINANCEMENT	NB	COUTS
ENJEUX ET OREINTATIONS : E5. LA GOUVERNANCE LOCALE				
E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels				
Subvention pour l'appui au fonctionnement des 12 CIVD	CR	CR	1	1 200 000
Subvention pour l'appui au fonctionnement du cadre communautaire	CR	CR	1	300 000
Organisation de 2 réunions semestrielles d'évaluation des cadres de concertation	CR	CR, PNDL, PACR	1	500 000
Total E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels			**3**	**2 000 000**
E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées				
Tenue d'émissions radio sur les activités et réalisations du CR (semestrielle)	CR	CR	1	300 000
Revue annuelle du PLD	CR	CR, Partenaires	1	300 000
Total E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées			**2**	**600 000**
E5.R3 les OCB sont capacitées				
Organisation de 2 sessions de fomation des comités de gestion des infrastructures	Comités de gestion	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	3 000 000
Total E5.R3 les OCB sont capacitées			**1**	**3 000 000**
E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités				
Rencontre d'échange annuelle entre le CR et les opérateurs économiques sur les investissements privés locaux	CR	PNDL, PACR, Autres partenaires	1	500 000
Total E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités			**1**	**500 000**
E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural				
Tenue de réunions semestrielles d'évaluation des interventions	CR	CR, Partenaires	1	400 000
Total E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural			**1**	**400 000**
TOTAL E5 LA GOUVERNANCE LOCALE			**8**	**6 500 000**
TOTAL GENERAL			**63**	**2 171 718 336**

LECTURE DU PIL PAR ENJEU ET PAR RESULTAT CIBLE

Ce Plan d'Investissements Local prend en compte les besoins d'investissement sur une période de 06 ans (2011-2016).

Il est constitué de 152 projets pour un coût global de 10 395 452 785 FCFA, soit un besoin d'investissement en moyenne de 26 861 635 FCFA par an. La lecture annuelle du PIL par résultat (secteur) apparaît comme suit :

RESULTAT (SECTEURS)	COÛT EN MILLIERS PAR RESULTAT	NB PROJET	Echéancier/Coût (en Milliers de FCFA)/an					
			2011	2012	2013	2014	2015	2016
E1.R1. le patrimoine foncier de la CR est sécurisé	PM	1	0	0	0	0	0	0
E1.R2. l'espace de la CR est harmonieusement utilisé	749 900	7	49 900	200 000	0	200 000	0	300 000
E2.R1. le niveau de développement de l'éducation et la formation est amélioré	1 508 295	28	406 170	263 100	165 700	219 025	185 400	268 900
E2.R2 l'accès et la qualité des soins de santé sont relevés	719 600	15	188 000	88 000	85 400	134 400	89 400	134 400
E2.R3 les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont améliorés	1 757 000	20	516 000	229 000	184 000	145 000	221 000	462 000
E2.R4 le développement de l'énergie prend son envol dans la CR	1 134 358	8	589 315	10 000	117 509	5 000	187 515	225 018
E2.R5 les groupes vulnérables sont pris en charge dans l'accès et la qualité des services publics	525 000	4	85 000	100 000	85 000	85 000	85 000	85 000
E2.R6 jeunesse, sports et loisirs	243 000	3	0	56 000	25 000	56 000	25 000	81 000
E3.R1 les ressources naturelles sont préservées et valorisées	100 000	9	4 000	23 000	18 500	18 000	16 000	20 500
E3.R2 la collecte et le traitement des ordures sont assurés dans les villages	27 000	3	2 000	4 000	6 000	5 000	5 000	5 000
E3.R3 les patrimoines historiques et culturels sont préservés et valorisés	67 000	4	8 000	13 000	11 000	13 000	11 000	11 000
E4.R1 les zones de production et les établissements humains sont désenclavés avec des moyens de transport en place	2 235 000	4	0	493 000	428 000	428 000	428 000	458 000
E4.R2 l'agriculture est sur la voie du développement	818 000	9	21 000	207 000	385 000	5 000	115 000	85 000
E4.R3 l'élevage est sur la voie du développemen	323 600	8	0	44 000	16 600	23 000	215 000	25 000
E4.R4 la pêche continentale et la pisciculture sont en développement	22 000	2	0	4 400	4 400	4 400	4 400	4 400

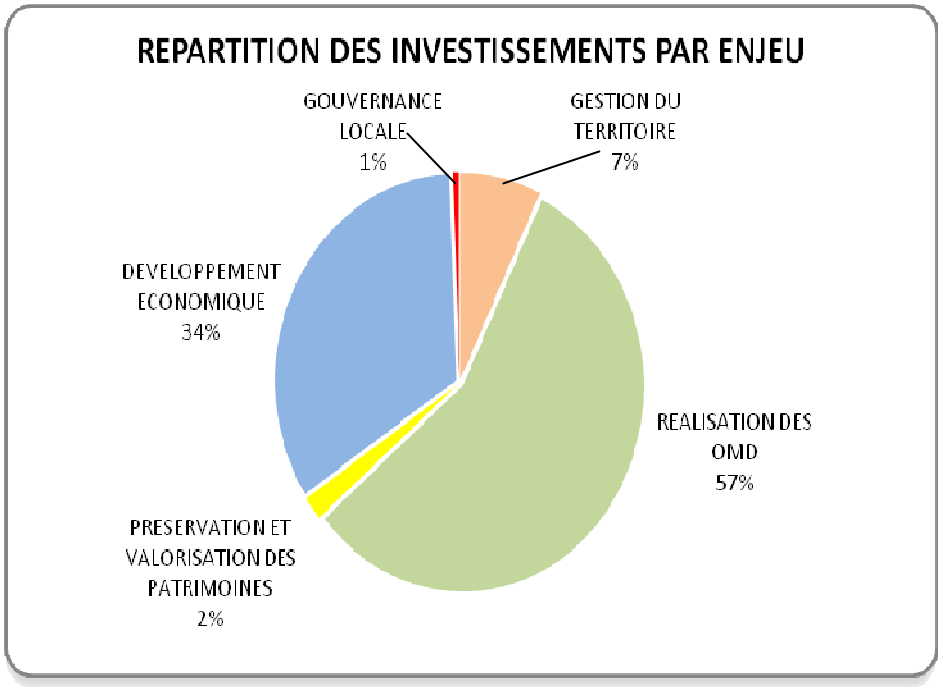
Suite (lecture du PIL par résultat (secteur) et par an)

RESULTAT (SECTEURS)	COÛT EN MILLIERS PAR RESULTAT	NB PROJET	Echéancier/Coût (en Milliers de FCFA)/an					
			2011	2012	2013	2014	2015	2016
E4.R5 l'artisanat se développe	105 000	2	0	0	0	105 000	0	0
E5.R1 Les cadres de concertation sont fonctionnels	10 500	4	0	1 500	2 000	1 500	3 500	2 000
E5.R2 les fonctions et les prérogatives du CR sont assurées	18 500	13	6 500	1 900	4 600	1 600	3 300	600
E5.R3 les OCB sont capacitées	15 000	3	1 500	3 000	3 000	1 500	3 000	3 000
E5.R4 les opérateurs économiques sont capacités	4 500	2	500	2 000	500	500	500	500
E5.R5 les partenaires collaborent avec le conseil rural	12 200	3	200	10 400	400	400	400	400
TOTAL	**10 395 453**	**152**	**1 878 085**	**1 753 300**	**1 542 609**	**1 451 325**	**1 598 415**	**2 171 718**

LECTURE DU PIL PAR ENJEU

ENJEUX	NB PROJET	COÛT/ENJEU	%
GESTION DU TERRITOIRE	8	749 900 000	7%
REALISATION DES OMD	78	5 887 252 785	57%
PRESERVATION ET VALORISATION DES PATRIMOINES	16	194 000 000	2%
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	25	3 503 600 000	34%
GOUVERNANCE LOCALE	25	60 700 000	1%
TOTAL	**152**	**10 395 452 785**	100%

Les enjeux liés aux OMD et au développement économique occupent la plus grande part des besoins d'investissement. Ceci cadre nettement avec les résultats révélés par le bilan diagnostic qui montre un réel besoin d'accès des populations (particulièrement aux jeunes et aux femmes), aux services sociaux de base, à la terre et au crédit.



LA MISE EN ŒUVRE DU PIL

I- LE FINANCEMENT DU PIL

La modestie des dotations et des finances locales constitue le tendon d'Achille de la décentralisation sénégalaise.

Cependant l'Etat appuie beaucoup les collectivités locales à travers des programmes d'appui au développement local cofinancés avec les Partenaires techniques et financiers (PTF). La décentralisation du Budget consolidé d'investissements (BCI) est acquise depuis quelques années. Les ONG, la coopération décentralisée et bilatérale (Lux Développement, Coopération espagnole) et les appels à projets (UE) sont aussi des sources de financement importantes pour les collectivités locales.

Toutes ces opportunités seront exploitées avec l'appui de l'ARD pour financer les projets du PLD à un niveau satisfaisant. Pour ce faire les finances locales devront être sensiblement améliorées pour constituer les apports et contribution dans les investissements nouveaux et l'entretien du patrimoine public local.

II- LE PROGRAMME ANNUEL D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS DE LA CR

Le Conseil rural doit disposer de bonnes capacités de lobbying et de négociation auprès de l'Etat, du Conseil régional et des différents partenaires, aussi répondre aux appels à projets, saisissant ainsi toutes les opportunités de financement des projets des Plans annuels d'investissements (PAI). Ce travail doit être répété chaque année et évalué successivement pour se rendre compte de la capacité de financement de la communauté rurale. Cette capacité est déterminée par les financements acquis par rapport au PAI qui est un souhait pour une année déterminée.

Les financements acquis par le Conseil rural (Etat, programmes d'appui, partenaires, fonds propres, etc.), constituent le programme annuel d'investissements et d'actions de la Communauté rurale.

Ce programme annuel d'investissements et d'actions doit être élaboré chaque année avant le vote du budget. Il doit être largement communiqué et aux populations et transmis à l'ARD pour son intégration dans le programme annuel d'investissements et d'actions régional, objet de la conférence d'harmonisation qui se tient durant le premier trimestre de chaque année sur convocation et sous la présidence du Gouverneur.

III- LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ANNUEL D'INVESTISSEMENTS ET D'ACTIONS

Pour tous les projets du PLD financés, le CR est maître d'ouvrage. Elle est assistée dans cette fonction par l'ARD où toute autre structure qu'elle aura désignée.

Notons dans la mise en œuvre des programmes d'investissements, la CR de Mbane, comme partout, doit faire face à deux défis :

a)- La passation des marchés,
b)- le suivi technique des réalisations
c)- Le suivi de la mise œuvre du programme annuel d'investissements et d'actions

IV- L'ÉVALUATION DU PLD

A la fin de chaque année, une évaluation à mis parcours sera opérée pour mesurer le niveau d'exécution des projets et du plan de l'année écoulée. Egalement, avant d'aller à la confection d'un PLD deuxième génération, celui-ci doit être évalué. Ces évaluatiions aideront à mieux dimensionner les PLD à venir pour avoir un bon taux de réalisation

Entre autres domaines, l'évaluation pourrait porter sur :

- Le taux de réalisation physique et financière du PLD,
- Le nombre de projets hors plan,
- Les financements sur fonds propres,
- Les financements des partenaires,
- Etc.